



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 12 MARS 1898.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

966

ERRATUM.

Page 134, de la *Gazette Officielle de Québec*, du 15 janvier 1898, nomination de juges de paix pour le district de Montréal, au lieu de Cléophas Gélinas, lisez : Cléophas Galaise. 1087

Nominations

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT GOUVERNEUR, par arrêté en conseil en date du 14 février 1898, de nommer MM. Louis Marie Blondin, notaire, et Omer Elizée Courchesne, agriculteur, tous deux de la paroisse de Saint-François du Lac, registraire-conjoint de la division d'enregistrement du comté d'Yamaska, aux lieu et place du dit Louis Marie Blondin et Jules Allard dont la commission est devenue caduque par la démission du dit Jules Allard. 1069

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT GOUVERNEUR, par arrêté en Conseil, en date du 14

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC SATURDAY, 12th MARCH, 1898.

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number. 966

ERRATUM.

Page 134, of the *Quebec Official Gazette* of the 15th of January, 1898, appointment of justices of the Peace for the district of Montreal, instead of Cléophas Gélinas, read : Cléophas Galaise. 1088

Appointments

SECRETARY'S OFFICE.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 14th February, 1898, to appoint Messrs. Louis Marie Blondin, notary, and Omer Elizée Courchesne, farmer, both of the parish of Saint François du Lac, joint registrar for the registration division of the county of Yamaska, to replace the said Louis Marie Blondin and Jules Allard, whose commission has lapsed by the resignation of the said Jules Allard. 1070

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 14th

février 1898, de nommer M. Joseph Deslauriers, de Beauharnois, juge de paix, sous l'autorité de l'article 2572 des S. R. P. Q., avec juridiction sur le district de Beauharnois. 1073

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 14 février 1898, d'adjoindre à la commission de la paix du district d'Ottawa, les personnes dont les noms suivent :

MM. J. C. Aristide Bock et Edouard Leduc, de la paroisse de Saint-André Avellin ; Joachim Pilon, de la Conception, dans le township de Clyde, et Charles Laroque, du township Joly, tous du comté d'Ottawa.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 14 février 1898, de nommer MM. Louis Côté, fils de Boniface, de la paroisse de Saint-Fabien, comté de Rimouski ; Aram Tremblay, médecin-vétérinaire, et Napoléon St-Laurent, cultivateur, de Saint-Benoit, Joseph Labre, de Amqui, comté de Matane, juges de paix pour le district de Rimouski.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 14 février 1898, d'adjoindre les personnes dont les noms suivent à la commission de la paix pour le district de Montréal : MM. Geo. Murphy, Ed. Morin, Jno. Fanel, M. A. Geoffrion, Geo. Burns, Geo. Larin, Philias Vanier, Magloire Beaulue, Jos. Perrier, A. Valois, L. O. David, C. P. Chagnon, H. Galareau, Jos. Sauvé, Narcisse Gagnon, François Bonhomme, Thomas Reid, Macaire Laurier, David Mackenzie, G. B. Sicard, Frederick Whitty, H. Williams, paie-maitre, G. T. R., de la cité de Montréal ; W. H. Rosevear, de Saint Lambert, dans le comté de Chambly, et Germain Lefebvre, de la cité de Saint-Henri, dans le comté d'Hoche-laga.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 14 février 1898, d'adjoindre les personnes dont les noms suivent à la commission de la paix pour le district de Montréal :

Cité de Montréal.—MM. François Archambault, Clément Robillard, Narcisse Arseneault, Avila Lecompte, Joseph Galipeau, Louis David, D. J. Ouimet, François Lemoine, Wilfrid Brunet, Jean Louis Pelletier, Louis C. de Tonancour, Joseph Lambert, Césaire Lemay, Léon Pelletier, Alexandre Richer, Rémi Gohier, Louis A. Nadeau, Oscar Beauchamp, John Patrick Mullarky, O. J. Monday, Siméon Délorne, A. S. Hamelin, Alphonse Champagne, Pierre Dansereau, Joseph Contant, Adéard Fleury, J. A. Brault, Henri Labrecque, Alfred Mercure, Joseph Honoré Mayrand.

Comté de Chambly :—M. Xavier Racicot, maire, de Boucherville ; Pierre Basile Lamarre, préfet du comté, Longueuil ; Edmond Trudeau, maire, de Saint Basile, tous trois du comté de Chambly.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 14 février 1898, d'adjoindre à la commission de la paix du district de Montmagny les personnes dont les noms suivent :

Comté de Bellechasse.—MM. Antoine Mercier, cultivateur, de Saint-Valier, et Jean-Baptiste Lavallée, marchand, de Saint Charles.

Comté de l'Islet.—MM. Philias Sirois, commerçant, Anthime Lemieux, marchand, et Eugène Bernier, cultivateur, tous de la paroisse de l'Islet.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 14 février 1898, d'adjoindre à la commission de la paix du district de Beauharnois les personnes suivantes :

MM. Thomas Farlinger, John A. Ferguson and John Taillon, du township de Dundee, comté de Huntingdon. 1071

of February, 1898, to appoint M. Joseph Deslauriers, of Beauharnois, justice of the peace, in virtue of article 2572 of the R. S. P. Q., with jurisdiction over the district of Beauharnois. 1074

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 14th of February, 1898, to associate to the commission of the peace for the district of Ottawa, the persons hereinafter named :

Messrs J. C. Aristide Bock and Edouard Leduc, of the parish of Saint André Avellin ; Joachim Pilon, of la Conception, in the township of Clyde, and Charles Laroque, of the township Joly, all of the county of Ottawa.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council dated the 14th of February, 1898, to appoint Messrs Louis Côté, son of Boniface, of the parish of Saint Fabien, county of Rimouski ; Aram Tremblay, veterinary-surgeon, and Napoléon St. Laurent, farmer, of Saint Benoit, Joseph Labre, of Amqui, county of Matane, justices of the peace for the district of Rimouski.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 14th of February, 1898, to associate to the commission of the peace for the district of Montreal, the following persons : Messrs. Geo. Murphy, Ed. Morin, Jno. Fanel, M. A. Geoffrion, Geo. Burns, Geo. Larin, Philias Vanier, Magloire Beaulue, Jos. Perrier, A. Valois, L. O. David, C. P. Chagnon, H. Galareau, Jos. Sauvé, Narcisse Gagnon, François Bonhomme, Thomas Reid, Macaire Laurier, David MacKenzie, G. B. Sicard, Frederick Whitty, H. Williams, paymaster, G. T. R., of the city of Montréal ; W. H. Rosevear, of Saint Lambert, in the county of Chambly, and Germain Lefebvre, of the city of Saint Henri, in the county of Hochelaga.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 14th of February, 1898, to associate to the commission of the peace for the district of Montreal :

City of Montreal.—Messrs. François Archambault, Clément Robillard, Narcisse Arseneault, Avila Lecompte, Joseph Galipeau, Louis David, D. J. Ouimet, François Lemoine, Wilfrid Brunet, Jean Louis Pelletier, Louis C. de Tonancour, Joseph Lambert, Césaire Lemay, Léon Pelletier, Alexandre Richer, Rémi Gohier, Louis A. Nadeau, Oscar Beauchamp, John Patrick Mullarky, O. J. Monday, Siméon Délorne, A. S. Hamelin, Alphonse Champagne, Pierre Dansereau, Joseph Contant, Adéard Fleury, J. A. Brault, Henri Labrecque, Alfred Mercure, Joseph Honoré Mayrand.

County of Chambly.—M. Xavier Racicot, mayor, of Boucherville ; Pierre Basile Lamarre, county warden, Longueuil ; Edmond Trudeau, mayor, of Saint Basile, all three of the county of Chambly.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 14 h of February, 1898, to associate to the commission of the peace for the district of Montmagny, the persons hereinafter named :

County of Bellechasse.—Messrs Antoine Mercier, farmer, of Saint Valier, and Jean-Baptiste Lavallée, merchant, of Saint Charles.

County of l'Islet.—Messrs Philias Sirois, trader, Anthime Lemieux, merchant, and Eugène Bernier, farmer, all of the parish of l'Islet.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 14th of February, 1898, to associate to the commission of the peace for the district of Beauharnois, the persons hereinafter named :

MM. Thomas Farlinger, John A. Ferguson and John Taillon, of township of Dundee, county of Huntingdon. 1072

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 14 février 1898, de nommer M. Eugène Sicotte, notaire, de Richmond, shérif du district de Saint-Hyacinthe, en remplacement de Victor Benjamin Sicotte, écr.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 14 février 1898, de nommer M. Pierre Tellier, notaire, de Berthierville, percepteur du revenu pour le district de Richelieu, en remplacement de M. A. P. Vanasse.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 14 février 1898, de nommer MM. C. Alphonse Boivin et Léonard Beaudry, de la cité de Saint-Hyacinthe, conjointement percepteur du revenu pour le district de Saint-Hyacinthe.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 14 février 1898, de nommer M. Philémon DeVarenes, greffier de la cour de circuit, à Papineauville, commissaire "Per dedimus potestatem".

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 14 février 1898, de nommer W. S. Maclaren, de Huntingdon, membre du comité protestant du conseil de l'Instruction Publique, en remplacement du Dr M. A. Cameron, décedé. 1065

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 14 février 1898, de révoquer la nomination des personnes du comté de Saint-Maurice, faisant partie de la commission de la paix du district des Trois-Rivières, en date du 30 septembre 1892, en vertu de l'article 2564 des S. R. P. Q., et que les personnes dont les noms suivent, du comté de Saint-Maurice soient ajoutées à la dite commission de la paix :

Paroisse de Shawenegan.—MM. Louis Philippe Fiset, Zéphirin Lupien, Simon Morel, Maxime Paquin, Zacharie Lamy et Joseph Chainé.

Paroisse de Saint-Etienne des Grès.—MM. Sévère Bourassa, James Marchand, Félix Saint-Onge, Joseph E. Lemire, Joseph Ringuette, Pierre Paquette, Méthot Plourde et Arsène Bourassa.

Paroisse de Sainte-Flore.—MM. Edouard Ferron, Pierre Hudon Beaulieu, Lazare Beaupré et Carolus Hébert.

Paroisse de Saint-Mathieu.—MM. Joseph Adam Blais, Joseph Demers, Edmond Lacombe et Pierre Gagnon.

Paroisse de Saint-Elie.—MM. Bénoni Garceau, Ludger Matheau, Onésime Gélinas, Narcisse Blais, Héraclée Hudon Beaulieu, Augustin Martin.

Pointe du Lac.—MM. Gédéon Garceau, Napoléon Duval, Isaac Houle, Onésime Deslauriers.

Paroisse des Trois-Rivières.—MM. Joseph Saint-Pierre et Alphonse Duval. 1075

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil en date du 1er février 1898, de nommer M. Gustave Grenier, greffier du conseil exécutif, député du lieutenant-gouverneur pour signer les mandats d'argent, sous l'autorité de l'article 765 des S. R. P. Q., et que M. Alphonse Généreux, du département du conseil exécutif, agisse comme député du lieutenant-gouverneur en l'absence de M. G. Grenier. 1067

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 14th of February, 1898, to appoint M. Eugène Sicotte, notary, of Richmond, sheriff of the district of Saint Hyacinthe, to replace Victor Benjamin Sicotte, esq.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 14th of February, 1898, to appoint M. Pierre Tellier, notary, of Berthierville, revenue collector for the district of Richelieu, to replace Mr. A. P. Vanasse.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 14th of February, 1898, to appoint Messrs. C. Alphonse Boivin and Léonard Beaudry, of the city of Saint Hyacinthe, joint revenue collector for the district of Saint Hyacinthe.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council dated the 14th of February, 1898, to appoint M. Philémon DeVarenes, clerk of the circuit court, at Papineauville, commissioner "per dedimus potestatem".

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 14th of February, 1898, to appoint W. S. Maclaren, of Huntingdon, member of the protestant committees of the council of public instruction, to replace Dr M. A. Cameron, deceased. 1066

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 14th of February, 1898, to revoke the appointment of the persons of the county of Saint Maurice, forming part of the general commission of the peace for the district of Three Rivers, dated the 30th of September, 1892, in virtue of article 2564 of the R. S. P. Q., and to add the names of the following persons of the county of Saint Maurice to the said commission of the peace, to wit :

Parish of Shawenegan.—Messrs Philippe Fiset, Zéphirin Lupien, Simon Morel, Maxime Paquin, Zacharie Lamy and Joseph Chainé.

Parish of Saint Etienne des Grès.—Messrs Sévère Bourassa, James Marchand, Félix Saint Onge, Joseph E. Lemire, Joseph Ringuette, Pierre Paquette, Méthot Plourde and Arsène Bourassa.

Parish of Sainte Flore.—Messrs Edouard Ferron, Pierre Hudon Beaulieu, Lazare Beaupré and Carolus Hébert.

Parish of Saint Mathieu.—Messrs Joseph Adam Blais, Joseph Demers, Edmond Lacombe and Pierre Gagnon.

Parish of Saint Elie.—Messrs Bénoni Garceau, Ludger Matheau, Onésime Gélinas, Narcisse Blais, Héraclée Hudon Beaulieu, Augustin Martin.

Pointe du Lac.—Messrs Gédéon Garceau, Napoléon Duval, Isaac Houle, Onésime Deslauriers.

Parish of Three Rivers.—Messrs Joseph Saint Pierre and Alphonse Duval. 1076

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased by order in council dated the 1st of February 1898, to appoint M. Gustave Grenier, clerk of the executive council, deputy of the lieutenant-governor to sign money warrants, under the authority of article 765 of the R. S. P. Q., and that M. Alphonse Généreux, of the executive council department, act as deputy of the lieutenant-governor in the absence of Mr. G. Grenier.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 14 février 1898, de nommer MM. John Morel, de Saint-Liboire, et Joseph Pilon, de Saint-Ephrem d'Upton, registraire conjoint de la division d'enregistrement du comté de Bagot, aux lieu et place du dit John Morel, dont la commission comme seul registraire est révoquée. 1101

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR de révoquer la commission pour la décision sommaire des petites causes en date du 29 mai 1888, pour la paroisse de Saint-Henri de Mascouche, dans le comté de L'Assomption, et de nommer par commission, en date du 25 février 1898, MM. Louis Lamoureux, Urgel Roy, Amédée Bohémier, Uldaric Corbeil, Francis Alexander, commissaires de la dite cour.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR de révoquer la commission pour la décision sommaire des petites causes, en date du 13 janvier 1898, pour la paroisse de Saint-Calixte de Somerset, dans le comté de Mégantic, et de nommer par commission, en date du 25 février 1898, MM. Jean-Baptiste Vallée, Jean-Bap. Tardif, George Bertrand, Julien Fortier, George Savoie, Philippe Bourque, Edouard Lafontaine, commissaires de la dite cour.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR de révoquer la commission pour la décision sommaire des petites causes, en date du 3 octobre 1890, pour la paroisse de Saint-Armand Est, dans le comté de Missisquoi, et de nommer par commission, en date du 25 février 1898, MM. James A. Tree, James Westover, John Krauss, Luther F. Macey, et Norman A. Smith, commissaires de la dite cour. 1099

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR de révoquer la commission pour la décision sommaire des petites causes, en date du 28 août 1896, pour la paroisse de Saint-Patrice de Rawdon, dans le comté de Montcalm, et de nommer par commission en date du 7 mars 1898, MM. Edmond Morin, Joseph Beauregard, Michael Riordon, Lewis Crowe et Sam Way, commissaires de la dite cour.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR de révoquer la commission pour la décision sommaire des petites causes, en date du 19 juillet 1895, pour la paroisse de Notre-Dame de Bon Secours, dans le comté de l'Islet, et de nommer par commission, en date du 7 mars 1898, MM. Auguste Bélanger, Laurent Morin, Arthur Boucher, Eugène Morin, Réal Pelletier, Philias Sirois et Arthur Dussault, commissaires de la dite cour.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR de révoquer la commission pour la décision sommaire des petites causes, en date du 12 juillet 1897, pour la paroisse de Saint-Roch des Aulnaies, dans le comté de l'Islet, et de nommer par commission en date du 7 mars 1898, MM. George Ouellette, Magloire Francoeur, Adolphe Méthot, Georges Pelletier, fils d'Odilon et William Dumas, commissaires de la dite cour. 1183

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

Québec, 7 mars 1898.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 4 mars 1898, de nommer MM. Joseph Vallée, Thomas Mont Briant et F.-X. Bertrand, conseillers de la municipalité de Howard, comté d'Argenteuil, en vertu des dispositions de l'article 326 du code municipal.

JOS. BOIVIN,

1089

Assistant-Secrétaire de la province.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 14th of February, 1898, to appoint Messrs John Morel, of Saint Liboire, and Joseph Pilon, of Saint Ephrem d'Upton, joint registrar of the registration division of the county of Bagot, in the place and stead of the said John Morel, whose commission as sole registrar is revoked. 1102

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to revoke the commission for the summary trial of small causes, dated the 29th of May, 1888, for the parish of Saint Henri de Mascouche, in the county of L'Assomption, and to appoint by commission, dated the 25th of February, 1898, Messrs. Louis Lamoureux, Urgel Roy, Amédée Bohémier, Uldaric Corbeil, Francis Alexander, commissioners of the said court.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased to revoke the commission for the summary trial of small causes, dated the 13th of January, 1898, for the parish of Saint Calixte of Somerset, in the county of Mégantic, and to appoint by commission, dated the 25th February, 1898, Messrs. Jean Baptiste Vallée, Jean Bap. Tardif, George Bertrand, Julien Fortier, George Savoie, Philippe Bourque, Edouard Lafontaine, commissioners of the said court.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to revoke the commission for the summary trial of small causes, dated the 3rd of October, 1890, for the parish of Saint Armand East, in the county of Missisquoi, and to appoint by commission, dated the 25th February, 1898, Messrs James A. Tree, James Westover, John Krauss, Luther F. Macey and Norman A. Smith, commissioners of the said court. 1100

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to revoke the commission for the summary trial of small causes, dated the 28th of August, 1896, for the parish of Saint Patrice de Rawdon, in the county of Montcalm, and to appoint by commission dated the 7th of March, 1898, Messrs. Edmond Morin, Joseph Beauregard, Michael Riordon, Lewis Crowe and Sam Way, commissioners of the said court.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to revoke the commission for the summary trial of small causes, dated the 19th of July, 1895, for the parish of Notre Dame de Bon Secours, in the county of l'Islet, and to appoint by commission, dated the 7th of March, 1898, Messrs. Auguste Bélanger, Laurent Morin, Arthur Boucher, Eugène Morin, Réal Pelletier, Philias Sirois and Arthur Dussault, commissioners of the said court.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to revoke the commission for the summary trial of small causes, dated the 12th of July, 1897, for the parish of Saint Roch des Aulnaies, in the county of l'Islet, and to appoint by commission dated the 7th of March, 1898, Messrs. George Ouellette, Magloire Francoeur, Adolphe Méthot, Georges Pelletier, son of Odilon & William Dumas, commissioners of the said court. 1184

PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT.

Quebec, 7th March, 1898.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to appoint, on the 4th of March, 1898, Messrs Joseph Vallée, Thomas Mont Briant and F. X. Bertrand, councillors for the municipality of Howard, county of Argenteuil, in virtue of the provisions of article 326 of the municipal code.

JOS. BOIVIN,

1090

Assistant Provincial Secretary.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 4 mars courant, 1898, de nommer le Révd M. L. C. Tremblay, prêtre, commissaire d'écoles, pour la municipalité de Saint-Philippe de Néri, comté de Kamouraska, en remplacement du Révd M. A. Boissinot, qui a quitté la municipalité. 1135

Proclamations

Canada, }
Province de } L. A. JETTÉ.
Québec. }

[L. S.]

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.
A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } ATTENDU que, sur
Proc.-Général. }
présentation au conseil municipal du comté des Deux-Montagnes, d'une requête des deux-tiers des électeurs municipaux qui sont en même temps propriétaires habitant un certain territoire y mentionné, situé dans la paroisse de Saint-Benoit, dans le dit comté, dans Notre Province de Québec, demandant l'érection de ce territoire en municipalité de village, le dit conseil du dit comté des Deux-Montagnes, a nommé Paul Gratton, surintendant spécial, et l'a chargé de visiter le dit territoire, de constater le nombre de maisons y bâties et habitées, et de faire rapport sur la dite requête ;

ET ATTENDU que le dit surintendant spécial a fait au dit conseil un rapport mentionnant le nombre de maisons bâties et habitées sur le dit territoire, et la désignation des limites qui, dans son opinion, doivent être données au territoire ci-après plus particulièrement décrit, contenant au moins quarante maisons habitées dans une étendue n'excédant pas soixante arpents en superficie ;

ET ATTENDU que le dit rapport du dit surintendant spécial a été homologué le 9 décembre 1897, sans amendements par le conseil du susdit comté ;

ET ATTENDU que le Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec, a, par et avec l'avis du Conseil Exécutif de Notre dite Province, approuvé le dit rapport ;

A CES CAUSES, en vertu des dispositions du Code Municipal de Notre dite Province, Nous déclarons que le dit territoire, savoir :

Tout le territoire borné comme suit, savoir :

1° Au nord-ouest par une ligne brisée commençant à un arpent au nord-ouest du chemin Saint-Etienne, sur la ligne de division des lots Nos 314 et 315, et se dirigeant vers le nord-est, en se tenant à même distance du dit chemin, jusqu'à la ligne en profondeur du lot No. 297 ; de là montant vers le nord-ouest sur une distance de deux arpents, puis, tournant vers le nord-est, traversant le chemin ou route conduisant à la côte Saint-Vincent, et le lot No. 291 sur un arpent de sa largeur ; de là descendant vers le sud-est et parallèlement à la dite route conduisant à la côte Saint-Vincent, sur le dit lot No. 291, jusqu'à un point situé à un arpent au nord-ouest du dit chemin Saint-Etienne ; de là se dirigeant vers le nord-est, parallèlement au dit chemin Saint-Etienne et traversant les lots Nos. 291, 289 et 276.

2° Au nord-est par une ligne droite partant d'un point situé sur la limite nord-est du lot No. 276, à un arpent au nord-ouest du dit chemin Saint-Etienne, suivant cette limite jusqu'à la rivière au

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, on the 4th of March instaut, 1898, to appoint the Revd Mr. L. C. Tremblay, priest, school commissioner for the municipality of Saint Philippe de Néri, county of Kamouraska, to replace the Revd Mr. A. Boissinot, who has left the municipality. 1136

Proclamations

Canada, }
Province of } L. A. JETTÉ.
Quebec. }

[L. S.]

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.
To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } WHEREAS, on pre-
Atty.-Général. }
sentation to the municipal council of the county of Two Mountains, of a petition from the two-thirds of the municipal electors who are at the same time proprietors residing in a certain territory therein mentioned, situated in the parish of Saint Benoit, in the said county, in Our Province of Québec, praying for the erection of this territory into a village municipality, the said council of the county of Two Mountains, has named Paul Gratton, special superintendent, charged to visit the said territory, to establish the number of houses thereon erected and inhabited, and to make a report on the said petition ;

AND WHEREAS the said special superintendent has made a report to the said council mentioning the number of houses erected and inhabited on the said territory, and the designation of the limits which, in his opinion, should be assigned to the territory hereinafter more particularly described, containing at least forty inhabited houses in a space not exceeding sixty arpents in extent ;

AND WHEREAS the said report of the said special superintendent has been homologated on the 9th of December, 1897, without amendments by the council of the said county ;

AND WHEREAS the Lieutenant Governor of Our Province of Québec, has, by and with the advice of the Executive Council of Our said Province, approved the said report ;

NOW KNOW YE, that, under the authority of the Municipal Code of Our said Province, We do hereby declare that the said territory, to wit :

All the territory bounded as follows, to wit :

1. On the north west by a broken line commencing at one arpent to the north west of the Saint Etienne road, on the division line of lots Nos 314 and 315, and running to the north east, keeping at the same distance from the said road to the rear line of lot No. 297, from thence going up towards the north west for a distance of two arpents, then, turning to the north east, crossing the road or by-road leading to the côte Saint-Vincent and lot No. 291 one arpent of its width ; thence descending towards the south east and parallel to the said by-road leading to the côte Saint-Vincent, on said lot No. 291, to a point situate at one arpent to the north west of the said Saint Etienne road ; thence running towards the north east, parallel to the said Saint Etienne road and crossing lots Nos 291, 289 and 276.

2. On the north east by a straight line starting from a point situated on the north east limit of lot No. 276, at one arpent to the north west of the said Saint Etienne road, following this limit to the river

Prince et continuant dans la même direction sur le lot No. 160 jusqu'à un point situé à deux arpents au sud-est de la rue Dumouchel ou chemin qui conduit au lot No. 160.

3° Au sud-est par une ligne droite qui traverse une partie du lot No. 160, les lots Nos. 159, 145 et 144, commence au dit point situé à deux arpents au sud-est de la rue Dumouchel ou chemin conduisant au lot No. 160, et se termine sur la limite sud-ouest du lot No. 144, à un point situé à deux arpents au sud-est de cette dernière rue ;

4° Au sud-ouest par une ligne brisée commençant au point en dernier lieu mentionné, sur la limite sud-ouest du lot No. 144, suivant, en allant vers le nord-ouest, cette limite et la limite sud-ouest du lot No. 141 jusqu'à la rivière au Prince, de là, suivant le milieu de cette rivière jusqu'à la ligne sud-ouest du lot No. 311, puis remontant cette dernière ligne jusqu'à un point situé à un arpent au sud-est du dit chemin Saint-Etienne, de là, tournant vers le sud-ouest, en se tenant à la même distance de ce chemin jusqu'à la ligne sud-ouest du dit lot No. 314, enfin, de là, en suivant cette dernière ligne et traversant le dit chemin Saint-Etienne, jusqu'au point de départ de la limite nord-ouest du dit territoire.

La superficie du terrain renfermé dans les limites décrites ci-dessus est de cent quarante (140) arpents carrés, plus ou moins, sera détaché de la municipalité de la paroisse de Saint-Benoit, et formera une municipalité séparée sous le nom de "la municipalité du village de Saint-Benoit", à partir de ce jour.

Et par les présentes, Nous faisons, constituons, érigeons et déclarons le dit village de Saint-Benoit municipalité de village, conformément aux dispositions du code municipal de la province de Québec.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-QUATRIÈME jour de FEVRIER, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre vingt-dix-huit, et de Notre Règne la soixante et unième.

Par ordre,

JOS. BOIVIN,

1081 Assistant-secrétaire de la province.

Canada,
Province de
Québec. }

L. A. JETTE.

[L. S.]

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } ATTENDU que sur
Proc.-Gén. } présentation au conseil municipal du comté de Portneuf, d'une requête des deux tiers des électeurs municipaux qui sont en même temps propriétaires habitant un certain territoire y mentionné, situé dans la paroisse de Saint-Raymond, dans le dit comté, dans Notre Province de Québec, demandant l'érection de ce territoire en municipalité de village, le dit conseil du dit comté de Portneuf a nommé L. P. Bernard, surintendant spécial, et l'a chargé de visiter le dit territoire, de

au Prince and continuing in the same direction on lot No. 160 to a point situate at two arpents to the south east of Dumouchel street or road which leads to lot No. 160.

3. On the south east by a straight line which crosses a part of lot No. 160, lots Nos. 159, 145 and 144, commencing at the said point situate at two arpents to the south east of Dumouchel street or road leading to lot No. 160 and ends, on the south west limit of lot No. 144, at a point situate at two arpents to the south east of this last street.

4. On the south west by a broken line commencing at the point lastly mentioned, on the south west limit of lot No. 144, following, going towards the north west, that limit and the south west limit of lot No. 141 to the river au Prince; thence, following the middle of this river to the south west line of lot No. 311; thence going up this last line to a point situate at one arpent to the south east of the said Saint Etienne road; thence, turning towards the south west, keeping at the same distance from this road to the south west line of the said lot No. 314; lastly, from there, following this last line and crossing the said Saint Etienne road, to the starting point of the north west limit of the said territory.

The total area of land comprised in the limits hereinabove described is being one hundred and forty (140) acres, more or less, shall be detached from the municipality of the parish of Saint Benoit, and shall form a separate municipality under the name of "the municipality of the village of Saint Benoit," from this day.

And we do hereby constitute, erect and declare the said village of Saint Benoit, a village municipality, in conformity with the provisions of the municipal code of the province of Québec.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Québec, to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant Governor of the Province of Québec.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our said Province of Québec, this TWENTY-FOURTH day of FEBRUARY, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-eight, and in the sixty-first year of Our Reign.

By command,

JOS. BOIVIN,

1082 Assistant-Provincial secretary.

Canada,
Province of
Québec. }

L. A. JETTE.

[L. S.]

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } WHEREAS, on pre-
Atty.-General. } sentation to the municipal council of the county of Portneuf, of a petition from the two-thirds of the municipal electors who are at the same time proprietors residing in a certain territory therein mentioned, situated in the parish of Saint Raymond, in the said county, in Our Province of Québec, praying for the erection of this territory into a village municipality, the said council of the said county of Portneuf has named L. P. Bernard, special superintendent, charged to

constater le nombre de maisons y bâties et habitées, et de faire rapport sur la dite requête ;

ET ATTENDU que le dit surintendant spécial a fait au dit conseil un rapport mentionnant le nombre de maisons bâties et habitées sur le dit territoire, et la désignation des limites qui, dans son opinion, doivent être données au territoire ci-après plus particulièrement décrit, contenant au moins quarante maisons habitées dans une étendue n'excédant pas soixante arpents en superficie ;

ET ATTENDU que le dit rapport du dit surintendant spécial a été homologué sans amendements par le conseil du susdit comté ;

ET ATTENDU que le Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec, a, par et avec l'avis du Conseil Exécutif de Notre dite Province, approuvé le dit rapport.

A CES CAUSES, en vertu des dispositions du Code Municipal de Notre dite Province, Nous déclarons que le dit territoire, savoir :

Tout le territoire borné comme suit, savoir : vers le nord-ouest par le milieu de la rivière Sainte-Anne, en suivant ses sinuosités ; vers le sud-est partie par l'arrière ligne de la cinquième concession nord-est de la seigneurie de Bourg-Louis et partie par la ligne sud du lot No. 559 ; vers le sud-ouest partie par le milieu de la rivière Sainte-Anne, partie par la concession du Fer à Cheval et partie par la route qui se trouve au côté sud-ouest du lot No. 414 ; au nord-est par la ligne de séparation entre les lots Nos 351 et 352.

La superficie du village de Saint-Raymond, tel que décrit plus haut, est de mille cinquante (1050) arpents carrés, plus ou moins, sera détachée de la municipalité de la paroisse de Saint-Raymond et formera une municipalité séparée sous le nom de "la municipalité du village de Saint-Raymond" à partir de ce jour.

Et par les présentes nous faisons, constituons, érigeons et déclarons le dit village de Saint-Raymond, une municipalité de village, conformément aux dispositions du code municipal de la province de Québec.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT ET UNIÈME jour de FEVRIER, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, et de Notre Règne la soixante et unième.

Par ordre,

JOS. BOIVIN,
Assistant Secrétaire de la province.

1079

Canada,
Province of
Québec. }

L. A. JETTÉ.

[L. S.]

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } ATTENDU que C.
Proc.-Général. } N. Hamel, secrétaire des commissaires dûment nommés pour les fins

visit the said territory, to establish the number of houses thereon erected and inhabited, and to make a report on the said petition ;

AND WHEREAS the said special superintendent has made a report to the said council mentioning the number of houses erected and inhabited on the said territory, and the designation of the limits which, in his opinion, should be assigned to the territory hereinafter more particularly described, containing at least forty inhabited houses in a space not exceeding sixty arpents in extent ;

AND WHEREAS the said report of the said special superintendent has been homologated without amendments by the municipal council of the said county ;

AND WHEREAS the Lieutenant Governor of Our Province of Quebec, has, by and with the advice of the Executive Council of Our said Province, approved the said report.

NOW KNOW YE, that, under the authority of the Municipal Code of Our said Province, We do hereby declare that the said territory, to wit :

All the territory bounded as follows, to wit : on the north west by the middle of the river Sainte Anne, following its windings ; to the south east partly by the rear line of the fifth concession north east of the seigniorie of Bourg Louis, and partly by the south alignment of lot No. 559 ; to the south west partly by the middle of the river Sainte Anne, partly by the concession Fer à Cheval, and partly by the by-road which is on the south west side of lot No. 414 ; on the north east by the division line between lots Nos. 351 and 352.

The area of the village of Saint Raymond, such as herein above described, is one thousand and fifty (1050) arpents square, more or less, shall be detached from the municipality of the parish of Saint Raymond, and shall form a separate municipality under the name of "the municipality of the village of Saint Raymond," from this day.

And we do hereby constitute, erect and declare the said village of Saint Raymond, a village municipality, in conformity with the provisions of the municipal code of the province of Quebec.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well Beloved the Honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant Governor of the Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this TWENTY-FIRST day of FEBRUARY, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-eight, and in the sixty-first year of Our Reign.

By command,

JOS. BOIVIN,
Assistant-Provincial secretary.

1080

Canada,
Province of
Québec. }

L. A. JETTÉ.

[L. S.]

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, QUEEN, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } WHEREAS C.
Atty.-Genl. } N. Hamel, secretary of the commissioners duly appointed for

du chapitre premier du titre neuf des statuts refondus de la province de Québec, dans et pour le diocèse catholique romain de Québec, dans Notre province de Québec, tel que canoniquement reconnu et érigé par les autorités ecclésiastiques, a, sous l'autorité des dits statuts, transmis au lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec, son certificat constatant qu'il n'a été déposé à son bureau aucune opposition à la reconnaissance du décret canonique de l'évêque du dit diocèse, et aussi le dit décret canonique dans lequel sont décrites et déterminées les limites et bornes qu'il croit le plus convenable d'assigner à la paroisse de Saint-Thuribe, dans le comté de Portneuf, dans le dit diocèse susdit, comme suit, savoir :

La paroisse de Saint-Thuribe, détachée de la paroisse de Saint-Casimir, comté de Portneuf, comprend, du cadastre de Saint-Casimir :

1° Tous les lots depuis le numéro deux cent soixante et huit jusqu'au numéro deux cent quatre-vingt-quatre inclusivement, et le lot numéro deux cent quatre-vingt-quatre A ;

2° Le lot numéro trois cent un ;

3° Tous les lots depuis le numéro trois cent quatre-vingt-un jusqu'au numéro quatre cent quatre-vingt-dix inclusivement ;

4° Les lots numéro quatre cent quarante-deux A et quatre cent quatre-vingt-neuf A ;

5° Enfin, toutes les subdivisions des lots ci-dessus mentionnés, qui ne seraient pas indiquées sur le plan du dit cadastre.

La susdite paroisse de Saint-Thuribe est bornée comme suit, savoir :

Au nord-ouest par la paroisse de Saint-Ubalde, au sud-est partie par la rivière Noire, partie par le lot numéro deux cent soixante et sept, partie par le lot numéro trois cents et partie par le rang Saint-Jérôme, au nord-est par la paroisse de Saint-Alban, et au sud-ouest partie par le rang Saint-Pierre et partie par le rang Saint-Edouard.

Le territoire de la paroisse de Saint-Thuribe, ainsi limité, contient neuf mille quarante-huit (9048) arpents carrés en superficie, plus ou moins.

A CES CAUSES, Nous avons confirmé, établi et reconnu, et par les présentes confirmons, établissons et reconnaissons les limites et bornes de la paroisse de SAINT-THURIBE, ci-dessus décrites :

Et Nous avons ordonné et déclaré, et par les présentes ordonnons et déclarons que la paroisse de SAINT-THURIBE, décrite comme susdit, sera une paroisse pour toutes les fins civiles en conformité des dispositions des susdits statuts.

De tout ce que dessus, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce QUATORZIÈME jour de FEVRIER, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, et de Notre Règne la soixante et unième.

Par ordre,

JOS. BOIVIN,

Assistant-secrétaire de la province.

1109

the purposes of chapter first of title nine of the revised statutes of the province of Quebec, in and for the roman catholic diocese of Quebec, in Our province of Quebec, canonically acknowledged and erected by the ecclesiastical authorities, has, under the authority of the said statutes, transmitted to the lieutenant governor of Our said Province of Quebec, his certificate showing that no opposition has been filed in his office to the civil recognition of the canonical decree of the bishop of the said diocese, and also the said canonical decree in which are described and declared the limits and boundaries which he thinks most expedient to be assigned to the parish of Saint Thuribe, in the county of Portneuf, in the said diocese aforesaid, to be as follows, that is to say :

The parish of Saint Thuribe, detached from the parish of Saint-Casimir, county of Portneuf, comprises, of the cadastre of Saint Casimir :

1. All the lots from number two hundred and sixty-eight to number two hundred and eighty-four inclusively, and lot number two hundred and eighty-four A ;

2. Lot number three hundred and one ;

3. All the lots from number three hundred and eighty-one to number four hundred and ninety inclusively ;

4. Lots numbers four hundred and forty-two A and four hundred and eighty-nine A ;

5. Lastly, all the subdivisions of the lots herein above mentioned, which may not be shown on the plan of the said cadastre.

The said parish of Saint Thuribe, is bounded as follows, to wit :

On the north-west by the parish of Saint Ubalde, on the south east partly by the rivière Noire, partly by lot number two hundred and sixty-seven, partly by lot number three hundred, and partly by the Saint Jérôme range, on the north-east by the parish of Saint Alban, and on the south-west partly by the Saint Pierre range and partly by the Saint Edouard range.

The territory of the parish of Saint Thuribe, thus bounded, contains nine thousand and forty-eight (9048) square arpents in area, more or less.

NOW KNOW YE, that We have confirmed, established and recognized, and by these presents do confirm, establish and recognize the aforesaid limits and boundaries of the parish of SAINT THURIBE aforesaid :

And We have erected and declared, and by these presents erect and declare the said parish of SAINT THURIBE, to be a parish for all civil purposes, agreeably to the provisions of the aforesaid statutes.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed. WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant Governor of the Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this FOURTEENTH day of FEBRUARY, in the year of Our Lord one thousand eight hundred and ninety-eight, and in the sixty-first year of Our Reign.

By order,

JOS. BOIVIN,

Assistant provincial secretary.

1110

Canada,
Province de
Québec.

L. A. JETTÉ.

(L. S.)

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourraient concerner.—SALUT.

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } **A**T T E N D U qu'en
Proc.-Général. } vertu des dispositions de l'article 5662 des statuts refondus de la province de Québec, il est décrété qu'il sera préparé, sous la direction du Commissaire de la Colonisation et des Mines, un plan de chaque cité, ville et village constitués en corporation, paroisse, canton ou partie d'iceux, dans chaque comté ou division d'enregistrement dans la province, avec un livre de renvoi indiquant ces endroits et énonçant ce qui suit :

1. Une description générale de chaque lot ou lopin de terre désigné dans le plan qui s'y rapporte ;
2. Le nom du propriétaire de chaque lot ou lopin de terre séparé, ou le nom du propriétaire de tout droit réel en tel lot, autant qu'il est possible de s'en assurer ; et
3. Toute chose propre à faire comprendre le plan. Chaque lot ou lopin de terre séparé, désigné sur le plan et indiqué dans le livre par un numéro qui est marqué sur le plan et inscrit sur le livre.

Le Commissaire peut adopter tout moyen qu'il croit propre à en assurer l'exactitude.

Chaque plan et livre de renvoi sont dressés jusqu'à une date précise à laquelle ils sont corrigés aussi bien que possible ; cette date y est marquée, et le plan qui est signé par le Commissaire reste dans les archives de son bureau.

Et vu les dispositions suivantes des articles 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173 et 2176a du Code Civil du Bas-Canada, savoir :

" 2168. Après que copie des plan et livre de renvoi a été déposée dans un bureau d'enregistrement pour toute sa circonscription, et qu'il a été donné avis par proclamation, tel que mentionné en l'article 2169, le numéro donné à un lot sur le plan et dans le livre de renvoi est la vraie description de ce lot, et suffit dans tout document quelconque ; et toute partie de ce lot est suffisamment désignée en déclarant qu'elle fait partie de ce lot et en indiquant à qui elle appartient, avec ses tenants et aboutissants ; et tout terrain composé de parties de plus d'un lot numéroté est suffisamment désigné en déclarant qu'il est ainsi composé et en indiquant quelle partie de chaque lot numéroté il contient.

" La description d'un immeuble dans l'avis d'une demande en ratification de titre, ou dans l'avis d'une vente par le shérif, ou par licitation forcée, ou de toute autre vente ayant les effets du décret, ou dans telle vente ou jugement de ratification, ne sera censée suffisante que si elle est faite conformément aux prescriptions du présent article.

" Aussitôt après que le dépôt de tel plan et livre de renvoi a été fait et qu'il en a été donné avis, les notaires sont tenus, en rédigeant les actes concernant les immeubles indiqués sur tel plan, de désigner ces immeubles par le numéro qui leur est donné sur le plan et dans le livre de renvoi, de la manière prescrite ci-dessus ; à défaut de telle désignation, l'enregistrement ne peut affecter le lot en question, à moins qu'il ne soit produit une réquisition ou avis indiquant le numéro sur le plan et livre de renvoi comme étant celui du lot qu'on veut affecter par tel enregistrement.

" 2169. Le dépôt des plan et livre de renvoi primitifs dans une circonscription d'enregistrement est annoncé par proclamation du gouverneur en conseil, fixant en même temps le jour auquel les dispositions de l'article 2168 y deviendront en force.

Canada,
Province of
Quebec.

L. A. JETTÉ.

(L. S.)

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } **W**HEREAS, in virtue
Atty. General. } of the provisions of article 5662 of the Revised Statutes of the province of Québec, it is enacted that the Commissioner of Colonization and Mines shall cause to be prepared, under his superintendance, a plan of each city, town, incorporated village, parish, township or part thereof, in each county or registration division in the province, with a book of reference to each, in which are set forth :

1. A general description of each lot or parcel of land shewn on the plan to which it refers ;
2. The name of the owner of each separate lot or parcel of land or of any estate therein, so far as it can be ascertained ; and

3. Everything necessary to the right understanding of such plan. Each separate lot or parcel of land, shewn on the plan, shall be referred to in the said book, by a number which shall be marked upon the plan and entered in the book.

The Commissioner may adopt any means he thinks proper to ensure the correctness thereof.

Each plan and book of reference shall be made up to some precise date, up to which it shall be corrected as far as possible ; and such date is marked upon it and the plan which is signed by the Commissioner remains of record in his office.

And considering the following provisions of articles 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173 and 2176a of the Civil Code of Lower Canada, to wit :

" 2168. When a copy of the plan and book of reference for the whole of a registration division has been deposited in the office for such division, and notice has been given by proclamation in the manner mentioned in article 2169, the number given to a lot upon the plan and in the book of reference is the true description of such lot and is sufficient as such in any document whatever ; and any part of such lot is sufficiently designated by stating that it is part of such lot and mentioning who is the owner thereof and the properties contiguous thereto ; and any piece of land composed of parts or more than one numbered lot is sufficiently designated by stating that it is so composed and mentioning what part of each numbered lot it contains.

" The description of an immoveable in the notice of application for confirmation of title, or in the notice of a sale by the sheriff or by forced licitation, or of any sale having the effect of a sheriff's sale, or in the sheriff's deed, or in the judgment of confirmation, will not be deemed sufficient, unless it is made in conformity with the provisions of this article.

" As soon as such plan and book of reference have been deposited and notice thereof has been given, notaries passing acts concerning immoveables indicated on such plan are bound to designate such immoveables by the number given to them upon such plan and in the book of reference, in the manner above prescribed ; in default of such designation, the registration does not affect the lot in question, unless there is filed a requisition or notice indicating the number on the plan and book of reference as being that of the lot intended to be affected by such registration.

" 2169. The deposit of the original plan and book of reference in any registration division is declared by a proclamation from the governor in council, fixing at the same time the day on which the provisions of article 2168 shall come into force therein.

" 2170. A compter de ce dépôt, le registrateur doit préparer l'index mentionné en second lieu dans l'article 2161.

" 2171. A compter de l'époque fixée dans telle proclamation, le registrateur doit faire l'index des immeubles et le continuer jour par jour en inscrivant, sous chaque numéro de lot indiqué séparément au plan et au livre de renvoi, un renvoi à chaque entrée faite subséquemment dans les autres livres et registres affectant tel lot, de manière à mettre toute personne en état de constater facilement toutes les entrées faites subséquemment concernant ce lot.

" 2172. Dans les deux ans qui suivent la date fixée par la proclamation du lieutenant-gouverneur, pour la mise en vigueur des dispositions de l'article 2168, dans une division d'enregistrement, l'enregistrement de tout droit réel sur un lot de terre compris dans cette division, y doit être renouvelé au moyen de la transcription, dans le livre tenu à cet effet, d'un avis désignant l'immeuble affecté, en la manière prescrite en l'article 2168, et observant les autres formalités prescrites en l'article 2131, pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques.

" Il est tenu un index des livres employés à la transcription de l'avis mentionné au présent article, de la même manière que l'index mentionné en l'article 2131.

" 2173. A défaut de tel renouvellement, les droits réels conservés par le premier enregistrement n'ont aucun effet à l'égard des autres créanciers ou des acquéreurs subséquents dont les droits sont régulièrement enregistrés.

" 2176a. Chaque fois que le plan des lots d'une cité, d'une ville, d'un village, d'une paroisse, d'un canton ou d'une division quelconque de ces localités, faisant partie d'une division d'enregistrement, a été fait conformément à la loi, le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire déposer au bureau du registrateur de la division d'enregistrement qu'il appartient, une copie correcte de ce plan, ainsi qu'une copie du livre de renvoi qui s'y rapporte.

" Le dépôt de ces plan et livre de renvoi est annoncé par une proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil, fixant en même temps le jour auquel les dispositions de l'article 2168 deviendront en vigueur dans cette division d'enregistrement, relativement à la localité dont le plan a été ainsi déposé; et à dater de l'époque fixée dans la proclamation, toutes les dispositions de ce code s'appliquent à ces plan et livre de renvoi, ainsi qu'aux propriétés qui y sont comprises, et aux contrats, hypothèques ou actes quelconques, concernant ou affectant ces propriétés, de la même manière que si le dépôt du plan de toute la division d'enregistrement eût été fait conformément à l'article 2166.

ET ATTENDU que l'honorable Commissaire de la Colonisation et des Mines de Notre Province de Québec a fait préparer, sous sa direction, un plan et un livre de renvoi officiels des cadastres des villages de Beebe Plain et de Stanstead Plain, dans le comté de Stanstead.

ET ATTENDU que les dits plan et livre de renvoi ont été dressés jusqu'à une date précise marquée en iceux, lesquels sont signés par Notre dit Commissaire de la Colonisation et des Mines, et restent dans les archives de son bureau; ET ATTENDU que des copies des dits plans et livres de renvoi certifiées par le dit Commissaire de la Colonisation et des Mines, ont été déposées dans le bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement de STANSTEAD, et restent ouvertes à l'inspection du public, pendant les heures de bureau, savoir: depuis neuf heures du matin jusqu'à trois heures de l'après-midi, chaque jour de la semaine, les dimanches et les fêtes exceptés; ET ATTENDU qu'à l'égard des dits plan et livre de renvoi, Notre dit Commissaire de la Colonisation et des Mines s'est, en tout point, conformé aux dispositions du dit article 5662 des Sta-

" 2170. The registrar, so soon as such deposit has been made, must prepare the index to immovables mentioned in the second place in article 2161.

" 2171. From and after the day appointed by such proclamation, the registrar must, from day to day, make up and continue the index to immovables by entering under the number of each lot separately designated upon the plan and book of reference, a reference to each entry thereafter made in the other books and registers affecting such lot, so as to enable any person easily to ascertain all the entries concerning it, made after that time.

" 2172. Within two years from the date fixed by the Lieutenant Governor's proclamation, bringing the provisions of article 2168, into force in any registration division, the registration of any real right upon any lot of land within such division must be renewed by means of the registry at length, in the book kept for that purpose, of a notice describing the immovable affected in the manner prescribed in article 2168, and conforming to the other formalities prescribed in article 2131 for the ordinary renewal of the registration of hypothecs.

" An index must be kept for the books used for the registration of the notices mentioned in this article, in the same manner as the index mentioned in article 2131.

" 2173. If such renewal be not effected, the real rights preserved by the first registration have no effect against other creditors and subsequent purchasers whose claims have been regularly registered.

" 2176a. Whenever the plan of the lots of any city, town, village, parish, township or any division whatsoever of such localities, forming part of any registration division, has been made in conformity with the law, the Lieutenant Governor in council may cause to be filed in the registrar office of the proper registration division, a correct copy of such plan, together with a copy of the book of reference relating thereto.

" The deposit of these plan and book of reference is announced by a proclamation of the Lieutenant Governor in council, which at the same time determines the day upon which the provisions of the article 2168 shall come into force in such registration division, respecting the localities whereof the plan has been so filed; and from the date of the period fixed in such proclamation, all the provisions of this code apply to these plan and to such book of reference and to all properties comprised in the said plan, and to all contracts, hypothecs or acts whatever concerning or affecting these properties, in the same manner as if the plan of the whole registration division had been deposited, in conformity with article 2166.

AND WHEREAS the Honorable the Commissioner of Colonization and Mines of Our Province of Quebec has caused to be prepared, under his superintendence, a correct plan and book of reference of the cadastres of the villages of Beebe Plain and of Stanstead Plain, in the county of Stanstead;

AND WHEREAS such plan and book of reference have been made up to some precise date marked upon the same, which bear also the signature of Our said Commissioner of Colonization and Mines, and remain of record in his office; AND WHEREAS a copy of such plans and books of reference certified by the said Commissioner of Colonization and Mines, has been deposited in the office of the registrar for the registration division of STANSTEAD, and there remain open to the inspection of the public during office hours, that is to say: between the hours of nine in the forenoon and three in the afternoon, every day of the week, excepting Sundays and Holidays; AND WHEREAS, so far as regards such plan and book of reference, Our said Commissioner of Colonization and Mines has, in every respect, complied with the provisions of the said article

tuts refondus de la province de Québec, et à celles du Code Civil du Bas-Canada qui s'y rapportent :

ET ATTENDU que le lieutenant-gouverneur de Notre dite Province de Québec, de l'avis du Conseil Exécutif de la dite Province, a fixé le PREMIER jour du mois de MARS prochain, comme devant être le jour à partir duquel les dispositions de l'article 2168 du Code Civil du Bas-Canada deviendront et seront en vigueur dans la dite division d'enregistrement de STANSTEAD, relativement aux villages de BEEBE PLAIN et de STANSTEAD PLAIN, faisant partie de la dite division d'enregistrement :

A CES CAUSES, Nous déclarons, par Notre présente Proclamation, qu'à partir du dit PREMIER jour du mois de MARS prochain, les dispositions de l'article 2168 du Code Civil du Bas-Canada, deviendront et seront en vigueur dans la dite division d'enregistrement de STANSTEAD, relativement aux dits villages de BEEBE PLAIN et de STANSTEAD PLAIN ; Et par ces présentes, Nous invitons toutes personnes ayant des hypothèques enregistrées dans la dite division d'enregistrement de STANSTEAD, de les renouveler dans les deux ans qui suivront le dit PREMIER jour du mois de MARS prochain, à peine de perdre la priorité conférée par le dit Code Civil.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

ES FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de Québec : Témoins, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce DIX SEPTIEME jour du mois de FEVRIER, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, et de Notre Règne la soixante et unième.

Par ordre,

JOS. BOIVIN,

1083 Assistant Secrétaire de la province.

Canada
Province de }
Québec }

L. A. JETTÉ.

[L. S.]

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le VINGT-QUATRIEME jour de FEVRIER, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, et à chacun de vous—SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le VINGT-QUATRIEME jour du mois de FEVRIER mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec :

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif

5662 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, and with those of the Civil Code of Lower Canada relating thereto :

AND WHEREAS the Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec, with the advice of the Executive Council thereof, has fixed the FIRST day of the month of MARCH next, as the day from and after which the provisions of article 2168 of the Civil Code of Lower Canada shall come into force in the said registration division of STANSTEAD, respecting the villages of BEEBE PLAIN and of STANSTEAD PLAIN, forming part of the said registration division :

NOW KNOW YE, that We do, by this Our Proclamation, declare that from the said FIRST day of the month of MARCH next, the provisions of article 2168 of the Civil Code of Lower Canada, shall come into force in and apply respectively to the said registration division of STANSTEAD, respecting the said villages of BEEBE PLAIN and of STANSTEAD PLAIN ; And We do hereby call upon all persons having hypothecs registered in the said registration division of STANSTEAD, to renew the same within the period of two years after the said FIRST day of the month of MARCH next on pain of the forfeiture of priority provided in the said Civil Code.

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant Governor of the Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this SEVENTEENTH day of the month of FEBRUARY, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-eight, and in the sixty-first year of Our Reign.

By command,

JOS. BOIVIN.

1084 Assistant-Provincial Secretary.

Canada,
Province of }
Quebec. }

L. A. JETTÉ

[L. S.]

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the TWENTY-FOURTH day of FEBRUARY, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-eight, you and each of you—GREETING :

PROCLAMATION.

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the TWENTY-FOURTH day of the month of FEBRUARY, one thousand eight hundred and ninety-eight, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear :

NOW KNOW YE, that for divers causes and considerations, and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our

de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, MARDI, le CINQUIEME jour du mois d'AVRIL prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dites Province de Québec : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS AMABLE JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce SEIZIEME jour de FEVRIER, dans l'année de Notre Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, et de Notre Règne la soixante et unième.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

781

Avis du Gouvernement

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social," des lettres patentes supplémentaires ont été émises ce jour sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du vingt-cinquième jour de février dernier, par lesquelles le montant du fonds social de "The Investment Company" est augmenté de cinquante mille piastres (\$50,000) à cinq cent mille piastres (\$500,000).

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce deuxième jour de mars 1898.

JOS. BOIVIN,
1103 Assistant secrétaire provincial

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social," des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du vingt-cinquième jour de février dernier, incorporant Edmund Thomas Bartlett, agent, Montréal; Somerville Weir, banquier, Montréal; Waldemar Wallach, journaliste, Montréal; Leslie Hale Boyd, bourgeois, Montréal, et Henri Noël Chauvin, teneur de livres, Montréal, dans le but d'imprimer, publier, vendre et faire tout commerce de journaux et revues périodiques dans la province de Québec, soit quotidien, hebdomadaire ou bi-mensuel et plus particulièrement d'acquies et publier un journal hebdomadaire sous le nom de "The Metropolitan," d'acheter, vendre des livres et faire autrement le commerce de journaux, de revues périodiques, de faire toutes sortes d'affaires concernant les impressions, les gravures et les publications, et en général de faire tout ce qui concerne les susdits objets et d'acquies et posséder les immeubles nécessaires pour toutes les fins que la compagnie a en vue, sous le nom de "The Metropolitan Publishing Company", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions, de cent piastres (\$100.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce premier jour de mars 1898.

JOS. BOIVIN,
1107 Assistant secrétaire provincial.

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social," des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du vingt-cinquième jour de février dernier, constituant en corporation Félix Baril, industriel et marchand ;

Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on TUESDAY, the FIFTH day of the month of APRIL next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed: WITNESS, Our Trusty and Well-Beloved the Honorable LOUIS AMABLE JETTÉ, Lieutenant Governor of the Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this SIXTEENTH day of FEBRUARY, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-eight, and in the sixty-one year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Crown in Chancery
Québec.

782

Government Notice

Public notice is hereby given that under the "Joint Stock Companies Incorporation Act", supplementary letters patent have been this day issued under the great seal of the province of Quebec bearing date the twenty-fifth day of February last, whereby the total capital stock of "The Investment Company" is increased from fifty thousand dollars (\$50,000) to five hundred thousand dollars (\$500,000).

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this second day of March, 1898.

JOS. BOIVIN,
1104 Assistant provincial secretary.

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies' Incorporation Act", letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of February last incorporating, Edmund Thomas Bartlett, agent, Montreal; Somerville Weir, banker, Montreal; Waldemar Wallach, journalist, Montreal; Leslie Hale Boyd, gentleman, Montreal, and Henri Noël Chauvin, book-keeper, Montreal, to print, publish, sell and otherwise deal in newspapers and periodicals in the province of Quebec, whether daily, weekly or fortnightly editions, and more particularly to acquire and publish a weekly paper under the name of "The Metropolitan", and to buy, sell and otherwise deal in books, periodicals or newspapers, to carry on printing, engraving and publishing business and generally to do whatever may be incidental to and connected with any of the aforesaid objects, and to acquire and hold such real estate as may be necessary for the purposes of the company, by the name of "The Metropolitan Publishing Company", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into two hundred (200) shares, of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this first day of March, 1898.

JOS. BOIVIN,
1108 Assistant Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies' Incorporation Act," letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of February last, incorporating Félix Baril, manufacturer and merchant; Étienne Cantin, ma-

Etienne Cantin, industriel et marchand ; William Caleb Houle, orfèvre et bijoutier ; Edouard Dubois, télégraphiste, tous du village et canton de Warwick, et Victor Lord, actuellement du dit lieu de Warwick, mais ayant sa principale résidence et place d'affaires dans l'Alaska, dans la région aurifère du Klondyke, dans le but :

(a) D'acheter et vendre toutes espèces d'étoffes et autres effets servant à la fabrication des habillements, soit manufacturés ou non manufacturés, et en faire le commerce ;

(b) De fabriquer toutes espèces de hardes et habillements ;

(c) De faire en général les affaires de manufacturiers de hardes et de marchands ;

(d) D'acquérir, construire, louer et entretenir toutes les bâtisses et propriétés nécessaires pour faire convenablement les affaires susdites et en disposer ;

(e) D'acquérir et employer l'eau, la vapeur, l'électricité ou autre pouvoir pour les objets ci-dessus, sous le nom de "La manufacture de hardes de Warwick," avec un fonds social s'élevant en totalité à vingt mille piastre (\$20,000), divisé en quatre cents (400) parts, de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce premier jour de mars 1898.

JOS. BOIVIN,

1077

Assist. secrétaire de la province.

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social", des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du vingt-cinquième jour de février dernier, constituant en corporation le rév. Ambroise Fafard, prêtre, vicaire-forain, curé de Baie Saint-Paul, Jean-Baptiste Boivin, marchand, Pamphile Boivin, industriel, Pierre D'Auteuil, avocat, Alfred Côté, cultivateur, et Roger Boily, marchand, tous de la paroisse de la Baie Saint-Paul, dans le comté de Charlevoix, et Ildebert Simard, de la paroisse de Saint-Urbain, dans le dit comté, dans le but de :

(a) Manufacturer la laine et autres matières textiles ;

(b) Manufacturer le bois en meubles, portes, châssis et autres articles ;

(c) Acheter et vendre bruts et manufacturés la laine, le bois et autres matières nécessaires aux fins susdites ;

(d) Faire, en général, les affaires de manufacturier et de commerçant ;

(e) Acquérir, louer, construire toutes bâtisses, tous immeubles et pouvoirs moteurs nécessaires et utiles aux exploitations qui font l'objet de cette compagnie, sous le nom de "La compagnie industrielle de Charlevoix", avec un fonds social s'élevant en totalité à dix mille piastres (\$10,000), divisé en deux cents (200) actions, de cinquante piastres (\$50) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce premier jour de mars 1898.

JOS. BOIVIN,

1105

Assistant-secrétaire de la province.

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social," des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du vingt-cinquième jour de février dernier, constituant en corporation le rév. Chs Clément Lévesque, prêtre, curé, François Larochelle, marchand, Louis Joseph Turgeon, employé civil, de la paroisse de Saint-Philémon ; le rév. François Ignace Paradis, prêtre, curé, Antoine Labrecque, marchand, Ferdinand Roy, marchand, François Xavier Gagnon, marchand, Louis Langlois, industriel, Jean Lantagne, entrepreneur des maies, Joseph Edmond Roy, rentier, Michel Bernard, meunier, de la paroisse de Saint-Raphaël ; le rév. Joseph Aimé Rainville, prêtre, curé, François Xavier Lamarre, marchand, Uldéric Bédard, négociant, Dr Joseph Côté, méde-

manufacturer and merchant ; William Caleb Houle, goldsmith and jeweller ; Edouard Dubois, telegrapher, all of the village and township of Warwick, and Victor Lord, now of Warwick aforesaid, but having his principal residence and place of business in Alaska, in the gold bearing region of Klondyke, for the purpose :

(a) To buy and sell all kinds of stuffs and other articles used in the making of clothes, whether manufactured or not, and to trade therein ;

(b) To make all kinds of clothes and clothing ;

(c) To carrying a general business as manufacture of clothes and dealers therein ;

(d) To acquire, built, lease and maintain all kinds of buildings and property necessary for properly carrying on the said business and to dispose thereof ;

(e) To acquire and use water, steam, electricity or other motive power for the said purposes, under the name of "La Manufacture de Hardes de Warwick", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), dividend into four hundred (400) shares, of fifty dollars (\$50.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this first day of March, 1898.

JOS. BOIVIN,

1078

Assistant provincial secretary.

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies' Incorporation Act," letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of February last, incorporating the Revd. Ambroise Fafard, priest, vicaire-forain, parish priest of Baie Saint Paul, Jean-Baptiste Boivin, merchant, Pamphile Boivin, artisan, Pierre D'Auteuil, advocate, Alfred Côté, farmer, and Roger Boily, merchant, all of the parish of Baie Saint-Paul, in the county of Charlevoix, and Ildebert Simard, of the parish of Saint Urbain, in the said county, for the purpose :

(a) To manufacture wool and other textile matter ;

(b) To manufacture lumber into furniture, doors, windows and other articles ;

(c) To buy and sell and manufacture raw wool, lumber and other articles necessary, for the said purposes.

(d) To carry on a general manufacturing and trading business.

(e) To acquire, lease, erect all buildings, and to hold the real estate, and motive power necessary and useful for the business to be the object of the said company, by the name of "La Compagnie Industrielle de Charlevoix", with a capital stock of ten thousand dollars (\$10,000), divided into two hundred (200) shares, of fifty-dollars (\$50.00) each.

Dated at the office of the Quebec Provincial Secretary, this first day of March 1898.

JOS. BOIVIN,

1106

Assistant Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies' Incorporation Act" letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of February last, incorporating the Revd. Chs. Clément Lévesque, parish priest, François Larochelle, merchant, Louis Joseph Turgeon, civil service employee, of the parish of Saint Philémon ; the Revd François Ignace Paradis, parish priest, Antoine Labrecque, merchant, Ferdinand Roy, merchant, François Xavier Gagnon, merchant, Louis Langlois, industrial, Jean Lantagne, mail contractor, Joseph Edmond Roy, rentier, Michel Bernard, miller, of the parish of Saint Raphael ; the Revd. Joseph Aimé Rainville, parish priest, François Xavier Lamarre, merchant, Uldéric Bédard, trader, Dr Joseph Côté, physician, Dr J.

cin, Dr J. A. Marcotte, médecin, Georges Alfred Lamarre, employé civil, Horace Corriveau, fabricant de beurre, Joseph E. Langlois, forgeron, Georges Leclerc, charron, de la paroisse de Saint-Valier; le révérend Benjamin Dionne, prêtre, curé, Joseph Langlois, marchand, de la paroisse de Saint-Cajetan d'Armagh, tous dans le district de Montmagny, dans la province de Québec, dans le but de construire et mettre en opération une ligne de téléphone dans les comtés de Bellechasse, Dorchester et Montmagny, sous le nom de "La Compagnie du Téléphone de Saint-Philémon," avec un fonds social s'élevant en totalité à quinze cents piastres (\$1,500.00), divisé en soixante (60) actions, de vingt-cinq piastres (\$25.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce premier jour de mars 1898.

JOS. BOIVIN,

1111 Assistant-secrétaire de la province.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, conformément à la loi, art. 1283 et suivants des S. R. Q., que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques, dont suit une liste :

Adj. 6605.

Lot.

Lot 27, du 7^e rang, à Murt Mahoney.

E. E. TACHÉ,
Assistant-Commissaire.

Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.
Québec, 9 mars 1898.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, conformément à la loi, art. 1283 et suivants des S. R. Q., que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques, dont suit une liste :

Canton Watford.

Lot 9, du 7^e rang S. O., à David Giroux.

Rang C.

Lots 7 et 8, à Jos. Willer.

" 9 et 10, à Andrew Willer.

" 42, du 1^{er} rang, à B. Pouliot.

2^e rang.

Lot 38, à Geo. Pineault.

Lots 41 et 42, à David Busque, fils.

" 43 et 44, à N. Busque.

Canton Carleton.

½ O. du lot 25, du 3^e rang, à Ed. Boudreau.

Canton Taschereau.

1^{er} rang.

Lot 4, à Jos. Boulet.

" 6, à Fréd. Boulet.

" 13, à Ferd. Fournier.

Canton Cap Chat.

Lot 6, du 3^e rang, à Jean Lepage.

Canton Romieu.

Lot A, du 2^e rang, à Jos. H. Roy.

Canton Dablon.

Lots 6 et 7, du 6^e rang, à Jos. Martineau.

Canton New Richmond.

½ E. du lot 33, du 5^e rang, à Chs. Audet.

Canton Macpès.

½ S. O. du lot 19, du 1^{er} rang, à Amable Brisson.

Lot 16, du 2^e rang, à Norb. Proulx.

" 19, du 4^e rang, à Naz. Carrier.

A. Marcotte, physician, Georges Alfred Lamarre, civil service employee, Horace Corriveau, butter-maker, Joseph E. Langlois, blacksmith, Georges Leclerc, wheelwright, of the parish of Saint-Valier; the Rev. Benjamin Dionne, parish priest, Joseph Langlois, merchant, of the parish of Saint-Cajetan d'Armagh, all in the district of Montmagny, in the province of Quebec, for the purpose of constructing and putting in the operation a telephone line in the counties of Bellechasse, Dorchester and Montmagny, by the name of "La Compagnie du Téléphone de Saint-Philémon," with a total capital stock of fifteen hundred dollars (\$1,500.00), to be divided into sixty (60) shares, of twenty-five dollars (\$25.00) each.

Dated at the office of the Quebec provincial secretary, this first day of March, 1898.

JOS. BOIVIN,

1112 Assistant Provincial Secretary.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the law, art. 1283 and following of the R. S. Q., that, 60 days after the posting of the notice, the commissioner of Lands, Forests and Fisheries will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :

Adj. 6605.

Lot.

Lot 27, in 7th range, to Murt Mahoney.

E. E. TACHÉ,
Assistant-Commissioner.

Department of Lands,
Forests and Fisheries.
Quebec, 9th March, 1898.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the law, art. 1283 and following of the R. S. Q., that, 60 days after the posting of the notice, the commissioner of Lands, Forests and Fisheries will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :

Township Watford.

Lot 9, of 7th range S. W., to David Giroux.

Range C.

Lots 7 and 8, to Jos. Willer.

" 9 and 10, to Andrew Willer.

" 42, of 1st range, to B. Pouliot.

2nd range.

Lot 38, to Geo. Pineault.

Lots 41 and 42, to David Busque, jr.

" 43 and 44, to N. Busque.

Township Carleton.

W. ½ of lot 25, of 3rd range, to Ed. Boudreau.

Township Taschereau.

1st range.

Lot 4, to Jos. Boulet.

" 6, to Fréd. Boulet.

" 13, to Ferd. Fournier.

Township Cap Chat.

Lot 6, of 3rd range, to Jean Lepage.

Township Romieu.

Lot A, of 2nd range, to Jos. H. Roy.

Township Dablon.

Lots 6 and 7, of 6th range, to Jos. Martineau.

Township New Richmond.

E. ½ of lot 33, of 5th range, to Chs. Audet.

Township Macpès.

S. W. ½ of lot 19, of 1st range, to Amable Brisson.

Lot 16, of 2nd range, to Norb. Proulx.

" 19, of 4th range, to Naz. Carrier.

Canton Delisle.

Lot 34, du 5e rang, à P. C. Langlais.
E. E. TACHE,
Assistant-Commissaire.
Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.
Québec, 12 mars 1898. 1175

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, conformément à la loi, art. 1283 et suivants, des S. R. Q., que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques, dont suit une liste :
Adj. 6603.

Allegn.

Lots 14 et 15 du 7ème rang à Geo. Carruthers.
E. E. TACHE,
Assistant-Commissaire.
Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.
Québec, 28 février 1898.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, conformément à la loi, art. 1283 et suivants des S. R. Q., que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques, dont suit une liste :

Canton Maria.

Lot 34, du 5e rang, à Ls LeBlanc.
Canton New-Richmond.
½ N. du lot 19, du 7e rang S. E., à André LeBlanc.
Ptie S. E. du lot 25, du 8e rang p. S. E., à Wm Cyr.

Canton Percé.

Lot 4, du rang C, à Zéph. Beaudin.

Canton Malbaie.

Lot 17, du 2e rang S., à Peter Tapp.

Canton Simard.

1er rang.

½ O. du lot 30, à Frs. Jean.

Lot 31, à Jos. Lavoie.

Canton Delisle.

Lot 35, du 4e rang, à T. Godreault.
E. E. TACHÉ,
Assistant-Commissaire.

Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.
Québec, 5 mars 1898. 967-2

No. 2897-97.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Délimitation de municipalités scolaires.

Détacher de la municipalité scolaire de "Sainte-Cécile de Whitton", comté de Compton, les lots Nos. 27 à 31, inclusivement, du VIe rang du canton de Whitton, et les lots Nos. 26 à 38, inclusivement, du VIIe rang du dit canton de Whitton, et les annexer pour les fins scolaires à la municipalité de "Saint-Samuel de Gayhurst," dans le comté de Beauce. Cette annexion ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain 1898. 951-2

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Québec, 2 mars 1898.

Avis public est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieute-

Township Delisle.

Lot 34, of 5th range, to P. C. Langlais.
E. E. TACHE,
Assistant Commissioner.
Department of Lands,
Forests and Fisheries.
Quebec, 12th March, 1898. 1176

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the law, art 1283 and followings of the R. S. Q., that, 60 days after the posting of this notice, the commissioner of Lands, Forests and Fisheries will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :
Adj. 6603.

Allegn.

Lots 14 and 15 in the 7th range to Geo. Carruthers.
E. E. TACHÉ,
Assistant Commissioner
Department of Lands,
Forests and Fisheries.
Quebec, 28th February, 1898.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the law, art. 1283 and following of the R. S. Q., that, 60 days after the posting of this notice, the commissioner of Lands, Forests and Fisheries will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :

Township Maria.

Lot 34, of 5th range, to Ls LeBlanc.
Township New-Richmond.
N. ½ of lot 19, of 7th range S. E., to André LeBlanc.
S. E. pt. of lot 25, of 8th range S. E. pt., to Wm Cyr.

Township Percé.

Lot 4, of range C, to Zéph. Beaudin.

Township Malbaie.

Lot 17, of 2nd range S, to Peter Tapp.

Township Simard.

1st range.

W. ½ of lot 30, to Frs. Jean.

Lot 31, to Jos. Lavoie.

Township Delisle.

Lot 35, of 4th range, to T. Godreault.
E. E. TACHÉ,
Assistant Commissioner.

Department of Lands,
Forests and Fisheries.
Quebec, 5th March, 1898. 968

No. 2897-97.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Boundaries of School Municipalities.

To detach from the school municipality of "Sainte-Cécile de Whitton", county of Compton, lots Nos. 27 to 31, included, of the VIth range of the township of Whitton, and lots Nos. 26 to 38, included, of the VIIth range of the said township of Whitton, and annex them for school purposes to the municipality of "Saint Samuel de Gayhurst," in the county of Beauce. This annexation to take effect only on the 1st of July next, 1898. 952

SECRETARY'S OFFICE.

Québec, 2nd March, 1898.

Public notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the lieutenant gov-

nant-gouverneur de la province de Québec, par Siméon Fraser, écuyer, notaire public, de Richmond, district de Saint-François, par laquelle il demande le transfert en sa faveur des minutes, répertoires et index des notaires Eugène Sicotte et C. P. Cleveland, du même lieu, en vertu des dispositions du code du notariat, art. 3685, S.R.P.Q.

J. E. ROBIDOUX,
985-2 Secrétaire de la province.

PROVINCE DE QUÉBEC.

DÉPARTEMENT DES TERRES, FORÊTS ET PÊCHERIES.

SECTION DES BOIS ET FORÊTS.

Québec, 5 février 1898.

Avis est par le présent donné que, conformément aux sections 1334, 1335 et 1336 des statuts refondus de la province de Québec, les limites à bois ci-après désignées, suivant l'étendue donnée, plus ou moins, et dans l'état où elles sont actuellement, seront offertes en vente à l'enchère, au bureau du Commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries, en cette ville, le MARDI, 22 MARS prochain, à ONZE heures de l'avant-midi, à la mise à prix par mille mentionnée ci-après vis-à-vis chaque limite :

Lac Saint-Jean Nord-Ouest : No 90, 20 m., \$10 ; No 91, 35 m., \$10 ; No 92, 21 m., \$10 ; riv. Mistassini, 6 m., \$20 ; riv. au Rat, 8 m., \$20 ; riv. Mistassibi No 1, 6 m., \$20 ; riv. Mistassibi No 2, 35 m., \$15 ; riv. Mistassibi No 3, 13 m., \$15.

Lac Saint-Jean Ouest : Canton Ross No 2, 4 m., \$30 ; No 93, 48 m., \$10.

LIMITES AU NORD DU LAC SAINT JEAN :

1er rang No 4, 26½ m., \$10 ; No 5, 26½ m., \$10 ; No 6, 38½ m., \$10 ; 2e rang No 5, 32½ m., \$10 ; No 6, 34 m., \$10 ; No 7, 27 m., \$10 ; No 8, 18 m., \$10 ; 3e rang No 5, 35 m., \$10 ; No 6, 30 m., \$10 ; No 7, 25 m., \$10 ; No 8, 18½ m., \$10 ; No 9, 26½ m., \$10.

Lac Saint-Jean Centre : Canton Mésey, 7½ m., \$20.

Lac Saint-Jean Est : Ile Moncouche, 40½ m., \$30 ; riv. Shipshaw No 120, 48 m., \$15 ; riv. Shipshaw No 121, 36 m., \$25 ; riv. Shipshaw No 122, 36 m., \$25 ; riv. Shipshaw No 123, 25 m., \$10 ; riv. Shipshaw No 124, 25 m., \$10 ; riv. Shipshaw No 125, 16 m., \$10 ; riv. du Moulin No 1, 9½ m., \$10 ; riv. du Moulin No 2, 6 m., \$10 ; riv. du Moulin No 3, 14½ m., \$10 ; riv. à Mars, No 1, 50 m., \$15 ; riv. à Mars No 2, 50 m., \$10 ; lac Kenogami, 5 m., \$10 ; canton Simard, 5½ m., \$10 ; canton Otis No 1, 20 m., \$15 ; canton Otis No 2, 50 m., \$15 ; canton Ferland No 1, 26 m., \$15 ; canton Ferland No 2, 20 m., \$15 ; canton Hébert, 54 m., \$20 ; canton Tremblay, 2 m., \$15 ; riv. Valin No 65, 9 m., \$10.

Saint-Charles : riv. Upika No 1, 43½ m., \$12 ; riv. Upika No 2, 41 m., \$10 ; riv. aux Ecorces No 1, 32½ m., \$25 ; riv. aux Ecorces No 2, 29½ m., \$25 ; riv. aux Ecorces No 3, 38½ m., \$25 ; riv. aux Ecorces No 4, 38½ m., \$25 ; No 141 Est, 17 m., \$10 ; No 142, 25 m., \$10 ; No 144 Nord, 20 m., \$10.

Saguenay : Saguenay-Ouest No 1a, 9 m., \$15 ; canton Albert, No 89, 36 m., \$15 ; Bergeronnes-Tadoussac, 8½ m., \$15 ; riv. Blanche (canton Laval), 7 m., \$15 ; canton Laval No 3, 1½ m., \$25.

Saint-François : canton Chesham, 4½ m., \$400.

Saint-Maurice : arrière Manouan E, 50 m., \$50 ; arrière Manouan F, 40 m., \$50.

Ottawa inférieure : canton Wentworth No 2, 6 m., \$200.

Conditions de la vente.

Ces limites seront adjudgées au plus haut enchérisseur, sur le paiement du prix d'achat, en espèces ou par chèque accepté par une banque incorporée. A défaut de paiement, elles seront immédiatement remises à l'enchère.

ernor, of the province of Quebec, by Siméon Fraser, esquire, notary public, of Richmond, district of Saint Francis, by which he prays for the transfer in his favor of the minutes, repertories and indexes of the notaries Eugène Sicotte and C. P. Cleveland, of the same place, in virtue of the provisions of the notarial code, art. 3685 R. S. P. Q.

J. E. ROBIDOUX,
986 Provincial secretary.

PROVINCE OF QUEBEC.

DEPARTMENT OF LANDS, FORESTS AND FISHERIES.

WOODS AND FORESTS.

Quebec, 5th February, 1898.

Notice is hereby given that, conformably to sections 1334, 1335 and 1336 of the consolidated statutes of the province of Quebec, the timber limits hereinafter mentioned, at their estimated area, more or less, and in their present state, will be offered for sale at public auction, in the Department of Lands, Forests and Fisheries, in this city, on TUESDAY, the 22nd of MARCH next, at ELEVEN A. M., at the upset price per mile hereinafter mentioned opposite each limit :

Lake Saint John North West : No. 90, 20 m., \$10 ; No. 91, 35 m., \$10 ; No. 92, 21 m., \$10 ; riv. Mistassini, 6 m., \$20 ; riv. au Rat, 8 m., \$20 ; riv. Mistassibi No. 1, 6 m., \$20 ; riv. Mistassibi No. 2, 35 m., \$15 ; riv. Mistassibi No. 3, 13 m., \$15.

Lake Saint John West : Township Ross No. 2, 4 m., \$30 ; No. 93, 48 m., \$10.

LIMITS NORTH OF LAKE SAINT JOHN :

1st range No. 4, 26½ m., \$10 ; No. 5, 26½ m., \$10 ; No. 6, 38½ m., \$10 ; 2nd range No. 5, 32½ m., \$10 ; No. 6, 34 m., \$10 ; No. 7, 27 m., \$10 ; No. 8, 18 m., \$10 ; 3rd range No. 5, 35 m., \$10 ; No. 6, 30 m., \$10 ; No. 7, 25 m., \$10 ; No. 8, 18½ m., \$10 ; No. 9, 26½ m., \$10.

Lake Saint John Centre : Township Mésey, 7½ m., \$20.

Lake Saint John East : Ile Moncouche, 40½ m., \$30 ; riv. Shipshaw No. 120, 48 m., \$15 ; riv. Shipshaw No. 121, 36 m., \$25 ; riv. Shipshaw No. 122, 36 m., \$25 ; riv. Shipshaw No. 123, 25 m., \$10 ; riv. Shipshaw No. 124, 25 m., \$10 ; riv. Shipshaw No. 125, 16 m., \$10 ; riv. du Moulin No. 1, 9½ m., \$10 ; riv. du Moulin No. 2, 6 m., \$10 ; riv. du Moulin No. 3, 14½ m., \$10 ; riv. à Mars No. 1, 50 m., \$15 ; riv. à Mars No. 2, 50 m., \$10 ; lake Kenogami, 5 m., \$10 ; township Simard, 5½ m., \$10 ; township Otis No. 1, 20 m., \$15 ; township Otis No. 2, 50 m., \$15 ; township Ferland No. 1, 26 m., \$15 ; township Ferland No. 2, 20 m., \$15 ; township Hébert, 54 m., \$20 ; township Tremblay, 2 m., \$15 ; riv. Valin No. 65, 9 m., \$10.

Saint Charles : Riv. Upika No. 1, 43½ m., \$12 ; riv. Upika No. 2, 41 m., \$10 ; riv. aux Ecorces No. 1, 32½ m., \$25 ; riv. aux Ecorces No. 2, 29½ m., \$25 ; riv. aux Ecorces No. 3, 38½ m., \$25 ; riv. aux Ecorces No. 4, 38½ m., \$25 ; No. 141 Est, 17 m., \$10 ; No. 142, 25 m., \$10 ; No. 144 North, 20 m., \$10.

Saguenay : Saguenay West No. 1a, 9 m., \$15 ; township Albert No. 89, 36 m., \$15 ; Bergeronnes-Tadoussac, 8½ m., \$15 ; riv. Blanche (township Laval), 7 m., \$15 ; township Laval No. 3, 1½ m., \$25.

Saint François : township Chesham, 4½ m., \$400.

Saint Maurice : rear Manouan E, 50 m., \$50 ; rear Manouan F, 40 m., \$50.

Lower Ottawa : township Wentworth No. 2, 6 m., \$200.

Conditions of sale.

The above limits will be adjudged to the highest bidder on payment of the purchase price in cash or by cheque accepted by a duly incorporated bank. Failing payment, they will be immediately re-offered for sale.

La rente foncière annuelle de trois piastres par mille, ainsi que la taxe de feu, est aussi payable immédiatement.

Les limites une fois adjugées seront sujettes aux dispositions des réglemens concernant les bois de la Couronne, maintenant en force ou qui pourront le devenir plus tard.

Des plans, indiquant les limites ci-dessus désignées, sont déposés au département des Terres, Forêts et Pêcheries, en cette ville, et au bureau des agents des terres et des bois pour les diverses agences où sont situées ces limites, et seront visibles jusqu'au jour de la vente.

N. B.—Nul compte pour publication de cet avis ne sera reconnu si telle publication n'a pas été expressément autorisée par le département.

S. N. PARENT,
Commissaire des Terres,
Forêts et Pêcheries.

593-5

EXTRAITS DES REGLES ET RÉGLEMENTS DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bills Privés.

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun cantons, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les réglemens concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage les personnes se proposant de faire cette pétition devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des

2

The annual ground rent of three dollars per mile, with fire tax, is also payable immediately.

Those timber limits, when adjudged, will be subject to the provisions of all timber regulations now in force or which may be enacted hereafter.

Plans of limits offered for sale are opened for inspection in the Department of Lands, Forests and Fisheries, in this city, and at the office of the Crown Lands and timber agents in the different agencies in which said limits are situated, up to the day of sale.

N. B.—No account for publication of this notice will be recognized, if such publication has not been expressly authorized by the department.

S. N. PARENT,
Commissioner of Lands,
Forests and Fisheries.

594

EXTRACTS OF RULES AND REGULATION OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.

Relating to notices for Private Bills.

53.—All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam or slide, or other like works; the granting of a right of ferry; the construction of works for supplying gas or water the incorporation of an articular, profession or trade, or of any joint stock company; the incorporation of a city, town, village, or other municipality; the levying of any local Assessment; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township; the removal of the site of any county town, or of local offices; the regulation of any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community; or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect drawbridge or not, and the dimensions of the same.

60.—The expenses and costs attending on private

bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour toute autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public ; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cent piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés ; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé ; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été vu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphie, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

961

LOUIS FRECHETTE,

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privées.

Nulle pétition pour un bill privé n'est reçu après l'expiration des deux premières semaines de la session. Aucun bill privé ne peut être présenté après l'expiration des trois premières semaines de la session. Aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne peut être reçu après l'expiration des quatre premières semaines de la session.

1. Toute demande de bills privés relative à des matières qui tombent dans les catégories de sujets dépendant de la législature de Québec, d'après l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, éclusé, digue, glissoire ou autres travaux semblables, soit pour la concession d'un droit de passeur, soit pour l'incorporation d'un commerce ou métier spécial, ou d'une compagnie à fonds social ; soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité ; soit pour le prélevement d'une cotisation locale ; soit pour la division d'une muni-

bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individ a advantage ; or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to all on the public ; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof ; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bills before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not disposed in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

962

LOUIS FRECHETTE,

C. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills.

No petition or any Private Bill shall be received after the first two weeks of the Session. No Private Bill shall be introduced after the first three weeks of the Session. No report of any Standing or Select Committee upon a Private Bill shall be received after the first four weeks of the Session.

All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the purview of "The British North America Act, 1867, whether for the erection of a Bridge ; the making of a Railway, Tramway, Turnpike, Road, Telegraph or Telephone Line ; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work ; the granting of a right of Ferry ; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company, the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality ; the levying of any local Assessment : the division of any Municipality, or of any County for purposes other than the of Representation in the Legislature ; the removal

cipalité, ou d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation dans la législation; soit pour le changement du chef-lieu d'un comté ou le déplacement de bureaux locaux; soit pour le réarpentage d'un canton ou d'une ligne ou d'une concession de canton; soit pour concéder à un ou à des individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou l'autorisation de faire quoi que ce soit de nature à affecter les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; soit pour faire un amendement d'une nature semblable à un statut existant, — doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes être signé au nom de ceux pour qui la demande est faite et doit être publiée dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le district concerné; et si il n'y a pas soit de journal publié en français, soit de journal publié en anglais dans le district, alors dans un journal publié en français ou dans un journal publié en anglais dans district voisin.

3. Cet avis, dans chaque cas, doit être publié d'une manière continue durant une période d'au moins un mois pendant l'intervalle entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au Greffier par ceux qui l'ont publié, pour être déposés au bureau du comité des ordres permanents.

Lorsqu'il s'agit d'un bill privé autorisant la construction d'un pont de péage, la ou les personnes se proposant de demander ce bill doivent, dans l'avis exigé par la règle précédente, indiquer les péages qu'elles se proposent d'exiger, l'étendue du privilège, la hauteur des arches — l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des trains de bois et navires — et l'intention de construire ou non un pont-lévis et les dimensions de ce pont-lévis.

Toute personne demandant un bill privé lui conférant quelque privilège ou profit exclusif, ou conférant un avantage personnelle ou corporatif, ou quelque amendement à un statut existant, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et déposer au même temps entre les mains du comptable de la Chambre une somme suffisante pour payer l'impression de 550 exemplaires en français et 400 exemplaires en anglais, et aussi \$2.00 par page de matière imprimée pour la traduction, et cinquante cents par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphie, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

Ces sommes doivent être payées immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant qu'il soit examiné par le comité.

“ Les bills pour incorporer les villes ne devront contenir que les dispositions dérogatoires à l'acte des clauses générales des corporations de ville, en spécifiant, dans chaque cas particulier, la clause de statut général que l'on désirera éluder et en

of the site of a County Town or of any local offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to and individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any existing Act, — shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French language, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, and in the district affected; and in default of either or such newspaper in such District, then in a similar newspaper published in an adjoining District.

3. Such Notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the Petition; and copies of the newspapers containing the first and last insertion of such notice shall, be sent by the parties who inserted such notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Order.

In the case of an intended application for Private Bill for the erection of a Toll-Bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the Notice prescribed by the preceding Rule, specify the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

Any person seeking to obtain any Private Bill giving any exclusive privilege or profit, or private or corporate advantage, or for any amendment to any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 400 copies in English and 550 copies in French, and also \$2 per page of printer matter for the translation and 50 cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the contractor.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not disposed in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation; and of three hundred dollars in all other cases.

Such payments shall be made immediately after the second reading before the consideration of the Bill by such Committee.

Bills for the incorporation of town only shall contain such provisions as may derogate from the town corporations general clauses act, specifying in each special case the clause of the general act which is sought to be departed from, and replacing

remplaçant par une nouvelle clause celle à laquelle il sera ainsi dérogé. Les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, seront refaits par ceux qui en demanderont la passation et réimprimés à leurs dépens, avant d'être examinés par le comité des bills privés."

"Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre, et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoirs électriques ou hydrauliques devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer."

"Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone et la situation des ateliers des compagnies de pouvoirs électriques et hydrauliques devront être produits devant le comité auquel ces bills seront référés, et ce comité ne pourra procéder avant leur production."

"Lorsque les bills privés sont introduits dans le but d'amender des actes existants, ces bills doivent décréter que la clause que l'on désire amender soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre crochets."

"Dans le cas où les promoteurs de ces bills ne se conformeraient pas à cette disposition, le greffier en chef du bureau des bills privés doit les faire imprimer dans cette forme aux frais des promoteurs."

(a) "Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente."

L. G. DESJARDINS

963

Greffier de l'Assemblée Législative.

it by a new clause to be substituted for the one so departed from. Bills which are not framed according to this rule shall be re-framed by the promoters and reprinted at their expense before the Private Bills Committee passes upon such clauses.

All Bills authorizing the building of any railways, turnpike road, telegraph or telephone line shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating electric, water and power companies shall clearly specify the particular privilege conferred, with the name of the places in which they are to be exercised.

Plans shewing the routes of such railways, turnpike roads, telegraph or telephone lines and the positions of the works of any such electric, water and power companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

When Private Bills are introduced for the purpose of amending existing acts, such Bills shall enact that the clause sought to be amended be repealed, and replaced by the new clause, indicating the amendment between brackets.

In the event of the promoters not complying with this rule, the chief clerk of the private bills office shall be charged with the duty of having the bills printed in that shape at the expense of the promoters.

(a) "Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist; shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter; and the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee."

L. G. DESJARDINS,

964

Clerk of the Legislative Assembly.

Avis Divers

AVIS.

Une compagnie d'assurance mutuelle contre le feu a été formée pour la paroisse de Saint-Augustin, dans le comté des Deux-Montagnes, sous le nom de "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu de la paroisse de Saint-Augustin", et que le bureau de cette compagnie se tiendra à la résidence de J. Wilfrid St-Jacques, dans la municipalité de la paroisse de Saint-Augustin.

EXILUS LANTHIER,

Président.

J. WILFRID ST-JACQUES,
Secrétaire de la compagnie.

1061

AVIS

Est par les présentes donné que, le deux mars mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, à l'assemblée générale des membres de la société de Saint-Jean-Baptiste, de la ville de Saint-Jean, tenue en sa salle, en la dite ville de Saint-Jean, une résolution a été passée, du consentement unanime des membres de la dite société, décrétant sa liquidation et sa dissolution, et que les Messieurs Julien Lord et Edouard Marcoux ont été nommés liquidateurs pour distribuer l'actif de la dite société.

Daté à Saint-Jean, ce troisième jour de mars 1898.

EDOUARD MARCOUX,
JULIEN LORD,

Liquidateurs.

1147

Miscellaneous Notices

NOTICE

A mutual fire insurance company has been formed for the parish of Saint Augustin, in the county of Two-Mountains, by the name of the "Mutual Fire Insurance Company of the parish of Saint Augustin", and that the office of this company will be held at the residence of J. Wilfrid St-Jacques, in the municipality of the parish of Saint Augustin.

EXILUS LANTHIER,

President.

J. WILFRID ST. JACQUES,
Secretary of the company.

1062

NOTICE

Is hereby given that, on the second of March, one thousand eight hundred and ninety eight, at the general meeting of the members of the Saint Jean Baptiste society, of the town of Saint Jean, held in its hall, in the said town of Saint Jean, a resolution was passed, by unanimous consent of the members of the said society, deciding on its liquidation, and that Messrs Julien Lord and Edouard Marcoux were appointed liquidators to distribute the assets of the said company.

Dated at Saint Jean, this third day of March, 1898.

EDOUARD MARCOUX,
JULIEN LORD,

Liquidators.

1148

Avis est par le présent donné que la société qui existait ci-devant entre Donald H. Loynachan et Charles W. Scriver, tous deux de Montréal, dans la province de Québec, associés en général, et John Sanders, de Kemptville, Orrin D. Casselmen et Charles J. Soule, tous deux de Chesterville, dans la province d'Ontario, associés spéciaux, sous les nom et raison de Loynachan & Scriver, et faisant affaires dans la cité de Montréal, a été, ce jour, dissoute par les associés en général, lesquels ont acheté les intérêts des associés spéciaux.

DONALD H. LOYNACHAN,
CHARLES W. SCRIVER,
JOHN SANDERS,
C. J. SOULE,
O. D. CASSELMEN.

Montréal, 1er février 1898. 1151

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 49.

Dame Marie Vitaline Provençal, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph Alphonse Hudon, menuisier, du même lieu, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari.

LAVALLEE, LAVALLEE
& LAVALLEE,
Avocats de la demanderesse.

Montréal, 22 février 1898. 1033-2

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
No. 791.

Dame Charlotte Elizabeth Simpson, du canton de Compton, dans le district de Saint-François a institué une action en séparation de biens contre son mari, Edward W. Brewster, du dit canton de Compton.

CATE, WELLS & WHITE,
Procureurs de la demanderesse.

Sherbrooke, 19 février 1898. 955-2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 2072.

La demanderesse Dame C. S. Marie Simon, de Montréal, épouse commune en biens de G. P. Joseph Perret, ingénieur, du même lieu, a institué contre ce dernier une action en séparation de biens.

BENOIT & JOANETTE,
Avocats de la demanderesse.

Montréal, 2 février 1898. 983-2

Province de Québec, }
District d'Iberville. } *Cour Supérieure.*
No. 251.

Dame Cordelia Constantineau, de la paroisse de Saint-Blaise, district d'Iberville, épouse de Narcisse Brassard, cultivateur, du même lieu, et dument autorisée à ester en justice,

Demanderesse ;

vs.

Le dit Narcisse Brassard, cultivateur, de la dite paroisse de Saint-Blaise, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 28 février 1898.

GIRARD & PELLETIER,
Avocats de la demanderesse.

Saint-Jean, 1er mars 1898. 1027-2

Province de Québec, }
District de Beauharnois. } *Cour Supérieure.*
No. 374.

Dame Mélina Lebœuf, de la ville de Salaberry de Valleyfield, dit district, a, ce jour, après autorisation, institué une action en séparation de biens contre son mari Ernest Rapin, charretier, du même lieu.

BROSSOIT & BROSSOIT,
Avocats de la demanderesse.

Beauharnois, 22 février 1898. 855 3

Noitce is hereby given that the partnership heretofore existing between Donald H. Loynachan and Charles W. Scriver, both of Montreal, in the province of Quebec, general partners, and John Sanders, of Kemptville, Orrin D. Casselmen and Charles J. Soule, both of Chesterville, in the province of Ontario, special partners, under the name, style and firm of Loynachan & Scriver, and doing business in the city of Montreal, has been, this day, dissolved by the general partners, having bought out the interests of the special partners.

DONALD H. LOYNACHAN,
CHS W. SCRIVER,
JOHN SANDERS,
C. J. SOULE,
O. D. CASSELMEN.

Montreal, 1st February, 1898. 1152

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 49.

Dame Marie Vitaline Provençal, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Joseph Alphonse Hudon, joiner, of the same place, has, this day, instituted an action in separate as to property against her husband.

LAVALLEE, LAVALLEE
& LAVALLEE,
Attorneys for Plaintiff.

Montreal, 22nd February, 1898. 1034

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
No. 791.

Dame Charlotte Elizabeth Simpson, of the township of Compton, in the district of Saint Francis, has, this day, instituted an action as to property against her husband, Edward W. Brewster, of the said township of Compton.

CATE, WELLS & WHITE,
Attorneys for plaintiff.

Sherbrooke, 19th February, 1898. 956 2

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2072.

The plaintiff Dame C. S. Marie Simon, of the city of Montreal, wife common as to property with G. P. Joseph Perret, engineer, of the same place, has instituted an action in separation as to property against the said G. P. Joseph Perret.

BENOIT & JOANETTE,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 2nd February, 1898. 984

Province of Quebec, }
District of Iberville. } *Superior Court.*
No. 251.

Dame Cordelia Constantineau, of the parish of Saint Blaise, district of Iberville, wife of Narcisse Brassard, farmer, of the same place, and duly authorized à ester en justice,

Plaintiff ;

vs

The said Narcisse Brassard, farmer, of the said parish of Saint Blaise, Défendant. }
An action for separation of property has been instituted in that cause the 28th February, 1898.

GIRARD & PELLETIER,
Attorneys for Plaintiff.

Saint Jean, 1st March, 1898. 1028

Province of Quebec, }
District of Beauharnois. } *Superior Court.*
No. 374.

Dame Mélina Lebœuf, of the town of Salaberry de Valleyfield, said district, duly authorized, has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband, Ernest Rapin, carter, of the same place.

BROSSOIT & BROSSOIT,
Attorneys for plaintiff.

Beauharnois, 22nd February, 1898. 856

IN FORMA PAUPERIS.

Province de Québec, }
 District de Beauharnois, } *Cour Supérieure.*
 No. 338.

Dame Emélie Gauthier, épouse de H. Omer Boyer, de la ville de Valleyfield, district de Beauharnois, a, le 7 octobre 1897, pris une action en séparation de biens contre son mari.

PLANTE & CHALIFOUX,
 Avocats de la demanderesse.

Valleyfield, 15 octobre 1897.

N. B.—Copie de l'annonce faite dans les journaux du dit district. 841-3

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No. 713

Dame Eloise Vézina, des cité et district de Montréal, épouse de Adolphe Lagarde, boucher, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ; vs. le dit Adolphe Lagarde, Défendeur.

La demanderesse a institué ce jour une action en séparation de biens contre le défendeur.

GOUIN, LEMIEUX & D CARIE,
 Avocats de la demanderesse.

Montréal, 18 février 1898. 839-3

District de Montmagny, }
 No. 183. } *Cour Supérieure*

Marguerite Boucher, épouse commune en biens de Joseph Godbout, marchand, de la paroisse Saint Raphaël, comté de Bellechasse, dûment autorisée en justice aux fins des présentes, Demanderesse ;

vs.

Joseph Godbout, de la paroisse Saint Raphaël, comté de Bellechasse, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 15 février courant.

TURGEON & LACHANCE,
 Procs. de la demanderesse.

Québec, 17 février 1898. 811-4

Cour Supérieure—Montréal.
 No. 732.

Louise Perrault, des cité et district de Montréal, épouse de Guillaume Désormiers dit Cusson, charbon et marchand de bois et charbon, du même lieu, a, ce jour, intenté contre lui une action en séparation de biens.

P. A. BEGIN,
 Avocat de la demanderesse.

Montréal, 3 février 1898. 657-5

Province de Québec, }
 District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*

Dame Célanir Cloutier, épouse commune en biens de Joseph Cyprien Thibault, ci-devant marchand de la ville de Victoriaville. Demanderesse.

vs.

Le dit Joseph Cyprien Thibault, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée dans cette cause le 4 février courant.

METHOT & NOEL,
 Procureurs de la demanderesse.

Arthabaskaville, 11 février 1898. 731-4

Marie Bousquet, de la cité et du district de Saint-Hyacinthe, épouse, autorisée à cet effet, de Magloire Benoit, commerçant, du même lieu, a institué contre son mari, aujourd'hui, devant la cour supérieure, en ce district, une action en séparation de biens, sous No 13.

A. O. T. BEAUCHEMIN,
 Avocat de la demanderesse.

Saint-Hyacinthe, 11 février 1898. 741-4

IN FORMA PAUPERIS.

Province of Quebec, }
 District of Beauharnois, } *Superior Court.*
 No. 338.

Dame Emélie Gauthier, wife of H. Omer Boyer, of the town of Valleyfield, district of Beauharnois, has, the 7th October, 1897, taken an action in separation as to properties against her husband.

PLANTE & CHALIFOUX,
 Advocates of the plaintiff.

Valleyfield, 15th October, 1897. 842

N. B.—Copy of the advertisement published in the newspapers of the said district.

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 713.

Dame Eloise Vézina, of the city and district of Montreal, wife of Adolphe Lagarde, butcher, of the same place, duly authorized to ester en justice, Plaintiff ; vs. the said Adolphe Lagarde, Defendant.

The defendant has, this day, instituted an action in separation as to properties against the defendant.

GOUIN, LEMIEUX & DECARIE,
 Attorneys of the plaintiff.

Montreal, 18th February, 1898. 840

District of Montmagny, }
 No. 183. } *Superior Court.*

Marguerite Boucher, wife common as to property of Joseph Godbout, merchant, of the parish of Saint Raphaël, county of Bellechasse, duly authorized to appear in judicial proceedings herein, Plaintiff ;

vs.

Joseph Godbout, of the parish of Saint Raphaël, county of Bellechasse, Defendant.
 An action of separation as to property has been instituted in this cause, on the 15th of February instant.

TURGEON & LACHANCE,
 Attorneys for plaintiff.

Quebec, 17th February, 1898. 812

Superior Court—Montreal.
 No. 732.

Louise Perrault, of the city and district of Montreal, wife of William Désormiers dit Cusson, carriage maker and coal and wood merchant, of the same place, has, this day, instituted against him an action in separation as to property.

P. A. BEGIN,
 Attorney for plaintiff.

Montreal, 3rd February, 1898. 658

Province of Quebec, }
 District of Arthabaska. } *Superior Court.*

Dame Célanir Cloutier, wife common as to properties of Joseph Cyprien Thibault, heretofore trader of the town of Victoriaville. Plaintiff.

vs.

The said Joseph Cyprien Thibault, Defendant.
 A suit of separation of property has been instituted in this cause the 4th of February instant.

METHOT & NOEL,
 Attorneys for plaintiff.

Arthabaskaville, 11th February, 1898. 732

Marie Bousquet, of the city and district of Saint-Hyacinthe, wife, authorized to the effect hereof, of Magloire Benoit, of the same place, trader, has, today, instituted, against her husband, before the superior court, in said district, an action in separation as to properties, under No. 13.

A. O. T. BEAUCHEMIN,
 Advocate for plaintiff.

Saint-Hyacinthe, 11th February, 1898. 742

Canada,
Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
No 776.

Dame Adéline Bernier, du canton de Weedon, dans le district de Saint-François, épouse commune en biens d'Emile Brière, sellier, du même canton, dûment autorisée à ester en justice pour les fins des présentes,
Demanderesse ;

vs.

Le dit Emile Brière, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été intentée ce jour par la demanderesse contre le défendeur.

L. C. BELANGER,
Procureur de la demanderesse.
Sherbrooke, 5 février 1898. 705-5

Canada,
Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
No. 759.

Dame Lydia Ann Merrill, du canton de Dudswell, dans le district de Saint-François, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son mari, Charles H. Adams, du même lieu.

CATE, WELLS & WHITE,

Procureurs de la demanderesse.
Sherbrooke, 14 janvier 1898. 717-5

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite au lieutenant-gouverneur de la province pour obtenir une charte d'incorporation, par lettres patentes, en vertu des dispositions des statuts révisés de la province de Québec, spécialement "La loi corporative des compagnies à fonds social," constituant les requérants et toutes autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom collectif proposé de la compagnie sera "The Gould Cold Storage Company".

2° L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est de faire l'emmagasinage, dans des entrepôts munis de réfrigérants, des effets périssables et autres produits, et de faire toutes les affaires y ayant rapport en général.

3° L'endroit, dans la province de Québec, choisi comme principale place d'affaires de la dite compagnie, sera dans la cité de Montréal.

4° Le montant proposé du fonds social de la dite compagnie sera de \$75,000.

5° Le nombre d'actions du dit fonds social sera de 750 et le montant de chaque action sera de \$100 de la valeur au pair.

6° Les noms au long, résidences et professions des dits requérants sont comme suit : John Dillon, marchand ; Joseph Bremner Clearihue, marchand ; Robert Cowans, marchand ; Ovid Miner Gould, marchand ; Charles Henry Gould, bibliothécaire ; Alfred Brittain, ingénieur civil ; Carl Wilhelm Vollmann, ingénieur civil, tous de la cité de Montréal, et John Andrew Macmaster, armateur, de la ville de Westmount, tous de la province de Québec. Les dits John Dillon, Joseph Bremner Clearihue, Ovid Miner Gould et Alfred Brittain seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie.

Daté à Montréal, ce premier jour de mars mil huit cent quatre-vingt-dix-huit.

ATWATER, DUCLOS & MACKIE,
969-2 Solliciteurs des requérants.

AVIS

Est par les présentes donné que, Louis Félix Pineault, avocat, de Québec, Thomas LeBel, commerçant, de Fraserville, Georges Beaulieu, hôtelier, Pascal Beaulieu, marchand, Napoléon Aubin, marchand, du village de Mont-Joli, Pitre Normand,

Canada,
Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
No. 776.

Dame Adéline Bernier, of the township of Weedon, in the district of Saint Francis, wife common as to property of Emile Brière, of the same township, saddler, duly authorized to ester en justice for the ends hereof,
Plaintiff ;

vs.

The said Emile Brière, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted this day, by the plaintiff against the defendant.

L. C. BELANGER,
Attorney for plaintiff.
Sherbrooke, 5th February, 1898. 706

Canada,
Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
No. 759.

Dame Lydia Ann Merrill, of the township of Dudswell, in the district of Saint Francis, has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband, Charles H. Adams, of the same place.

CATE, WELLS & WHITE,
Attorneys for Plaintiff.

Sherbrooke, 14th January, 1898. 718

Public notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to the Lieutenant Governor of the Province for a charter of incorporation, by letters patent, under the provisions of the Revised Statutes of the province of Quebec, specially "The Joint Stock Companies' Incorporation Act", constituting the applicants and all others who may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes herein-after mentioned :

1. The corporate name of the proposed company is "The Gould Cold Storage Company".

2. The object for which incorporation is sought is for the purpose of carrying on the business of cold storage and refrigeration of perishable goods and other products and for general warehousing business.

3. The place within the Province of Quebec, selected as the principal place of business of the said Company, is the city of Montreal.

4. The proposed amount of capital stock of said company is \$75,000.

5. The number of shares of said stock is to be 750 shares of the value of \$100 each.

6. The names in full, the addresses and calling of each of the said applicants are as follows : John Dillon, merchant ; Joseph Bremner Clearihue, merchant ; Robert Cowans, merchant ; Ovid Miner Gould, merchant ; Charles Henry Gould, librarian ; Alfred Brittain, civil engineer ; Carl Wilhelm Vollmann, civil engineer, all of the city of Montreal, and John Andrew Macmaster, stevedore, of the town of Westmount, all of the province of Quebec, of whom John Dillon, Joseph Bremner Clearihue, Ovid Miner Gould and Alfred Brittain are to be the first or provisional directors of said Company.

Dated at Montreal, this first day of March, one thousand eight hundred and ninety-eight.

ATWATER, DUCLOS & MACKIE,
970 Solicitors for applicants.

NOTICE

Is hereby given that, Louis Félix Pineault, advocate, of Quebec, Thomas LeBel, trader, of Fraserville, Georges Beaulieu, hotel keeper, Pascal Beaulieu, merchant, Napoleon Aubin, merchant, of the village of Mont-Joli, Pitre Normand, farmer,

cultivateur, Arsène Lavoie, cultivateur, Paul Guimont, marchand, de Sainte-Angèle de Mérici, Philéas Côté, marchand, Joseph Ferdinand Demers, médecin, Edouard Hudon, marchand, Jules Gendron, marchand, Octave Bérubé, cultivateur, Joseph Louis Bérubé, cultivateur, David Lévesque, tailleur, Georges Lavoie, marchand, Hillarion Tardif, marchand, Jules G. Martin, opérateur, de Saint-Octave de Métis, Louis Napoléon Desrosiers, marchand, Auguste Plourde, hôtelier, Téléphore Fournier, hôtelier, de Sandy-Bay, s'adresseront par une requête à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur pour obtenir l'émission de lettres patentes sous le grand sceau, octroyant une charte à l'effet de constituer les requérants et toutes autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie, dont ils projettent la formation, en corporation politique :

1° Le nom de cette compagnie sera : "La Compagnie du Téléphone de Métis" ;

2° L'objet pour lequel la constitution en corporation est demandée est de construire et mettre en opération une ligne téléphonique dans les comtés de Matane et Rimouski ;

3° Le principal lieu d'affaires de la compagnie sera à Saint-Octave de Métis, comté de Matane ;

4° Le chiffre de son fonds social sera de deux mille cinq cent piastres (\$2,500.00), à être divisé en deux cent cinquante parts de dix piastres chacune ;

5° Louis Félix Pinault, de Québec, avocat, Thomas LeBel, de Fraserville, commerçant, Joseph Ferdinand Demers, médecin, Philéas Côté, marchand, de Saint-Octave de Métis, et Louis Napoléon Desrosiers, marchand, de Sandy-Bay, seront les premiers directeurs de la compagnie.

L. F. PINAULT,

Procureur des requérants

St-Octave de Métis, 28 février 1898. 957-2

Avis public est par le présent donné que, sous un mois après la publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social et amendements, constituant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires dans la compagnie projetée, en corporation et corps politique sous le nom et pour les fins ci-après mentionnées :

1° Le nom social de la compagnie projetée sera, "La Compagnie Michel Lefebvre (limitée)." ;

2° Les objets pour lesquels la constitution en corporation est demandée, sont :

(a) L'acquisition de l'intérêt et de l'achalandage des requérants dans la fabrication et le commerce de vinaigre et conserves alimentaires actuellement exploitées par eux.

(b) La fabrication du vinaigre et de ses dérivés.

(c) La fabrication des conserves au sucre, au vinaigre, au sel et en général toutes autres conserves alimentaires.

(f) Le brassage, le maltage et la fabrication de la bière, du moût de bière, du ale, du porter et lager.

(g) La fabrication des vins.

(h) La fabrication des espèces, produits chimiques et pharmaceutiques.

La fabrication de tout ce qui est inhérent à l'emballage, l'emballage des produits ci-dessus.

Le commerce des produits ci-dessus et autres articles d'épicerie.

L'achat ou le louage de propriétés immobilières dans le but d'exercer ou d'étendre la fabrication et le commerce des produits ci-dessus.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le montant du fonds social sera de cent mille piastres, divisé en mille actions de cent piastres chacune.

5° Les noms, résidences et professions des requérants sont Michel Lefebvre, bourgeois ; Dame Marie

Arsène Lavoie, farmer, Paul Guimont, merchant, of Sainte Angèle de Merici, Phileas Côté, merchant, Joseph Ferdinand Demers, physician, Edouard Hudon, merchant, Jules Gendron, merchant, Octave Bérubé, farmer, Joseph Louis Bérubé, farmer, David Levesque, tailor, Georges Lavoie, merchant, Hillarion Tardif, merchant, Jules G. Martin, operator, of Saint Octave de Métis, Louis Napoleon Desrosiers, merchant, Auguste Plourde, hotel keeper, Telesphore Fournier, hotel keeper, of Sandy Bay, will apply to the Lieutenant Governor to obtain the issue of letters patent under the great seal, granting a charter for the purpose of constituting the petitioners and all others who may become shareholders of the company whose formation is proposed, a body politic and corporate.

1. The name of this company will be "La Compagnie du Téléphone de Métis"

2. The object for which the application for incorporation is made is to build and put in operation a telephone line in the counties of Matane and Rimouski.

3. The company's principal place of business will be at Saint Octave de Métis, county of Matane.

4. The amount of its capital stock will be two thousand five hundred dollars (\$2,500.00), divided into two hundred and fifty shares of ten dollars each.

5. Louis Felix Pinault, of Quebec, advocate, Thomas LeBel, of Fraserville, trader, Joseph Ferdinand Demers, physician, Phileas Côté, merchant, of Saint Octave de Métis, and Louis Napoléon Desrosiers, merchant, of Sandy Bay, will be the first directors of the company.

L. F. PINAULT,

Atty. for petitioners

St. Octave de Métis, 28th February, 1898. 958

Public notice is hereby given that, within one month after the publication hereof, in the *Quebec Official Gazette*, an application will be made to His Honor the lieutenant-governor in council for the granting of a charter by letters patent under the joint stock companies incorporation act and amendments, constituting the petitioners and such others as may hereinafter become shareholders in the company projected, a body politic and corporate under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The corporate name of the said company will be "The Michel Lefebvre Company (limited)".

2. The purposes for which its incorporation is required are.

(a) The acquisition of the good will and of the custom of the petitioners in the manufacturing and commerce of vinegar and alimentary preparations now carried on by them.

(b) The manufacturing of vinegar and its derivatives.

(c) The manufacturing of preserves with sugar, with vinegar, salt and generally and other alimentary preserves.

(f) The brewing, the malting and the manufacturing of beer, mash, ale, porter and lager.

(g) The manufacturing of wines.

(h) The manufacturing of spices, chemical and pharmaceutical products.

The manufacturing of everything connected with the packing of the above mentioned products.

Dealing in the said articles.

Purchasing and leasing real estate for the purpose of carrying on or extending the manufacturing and business in the said products.

3. The principal place of business of the said company will be in the city of Montreal, in the province of Quebec.

4. The amount of its capital stock will be one hundred thousand dollars divided into one thousand shares of one hundred dollars each.

5. The names, residences and occupations of the petitioners are Michel Lefebvre, gentleman ; Dame

Geneviève Dina Laferrière, épouse séparée quant aux biens de Michel Théodule Lefebvre, industriel ; Dame Marie Louise Mathilde Sylvestre, épouse séparée quant aux biens de Michel Théodore Lefebvre, industriel ; Ernest Lamy, marchand ; Maurice Lefebvre, industriel, tous de la cité de Montréal.

6° Les premiers directeurs de la compagnie seront M. Michel Lefebvre, Dame Marie Geneviève Dina Laferrière, Dame Marie Louise Mathilde Sylvestre et MM. Ernest Lamy et Maurice Lefebvre.

BISSAILLON, BROSSEAU,
LAJOIE & LACOSTE,

Procureurs des requérants.
Montréal, 21 février 1898. 899-3

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication du présent avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite au lieutenant-gouverneur de la province, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions des statuts révisés de la province de Québec, spécialement de la loi corporative des compagnies à fonds social, constituant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires dans la compagnie projetée, en corporation et corps politique sous le nom et pour les fins ci-après mentionnés :

1° Le nom incorporé de la compagnie proposée sera "The Montreal Grain Elevating Company".

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée, sont de faire, dans le Hâvre de Montréal, et ailleurs, dans la province de Québec, les affaires de transporter, décharger, charger et mettre dans les élévateurs, le grain et autres effets par des machines mues par la vapeur, l'électricité ou autre pouvoir moteur quelconque ; de construire et acquérir des élévateurs, barges et autres vaisseaux nécessaires aux dites affaires, mus par la vapeur ou autre pouvoir moteur ; avec aussi le pouvoir d'acquérir, louer ou autrement les affaires d'aucune compagnie existante ou aucune compagnie qui pourra se former dans l'avenir pour les mêmes buts et objet ou de s'amalgamer avec elles.

3° L'endroit choisi dans la province de Québec comme principale place d'affaires de la dite compagnie est la cité de Montréal.

4° Le montant proposé du fonds social de la dite compagnie est de \$300,000.

5° Le nombre d'actions sera de 3,000 et le montant de chaque action sera de \$100.

6° Les noms au long et résidences des dits requérants sont comme suit : Andrew Allan, Hugh McLennan, Thomas A. Crane, Alexander Paterson, Alexander MacDougall, tous des cité et district de Montréal, dans la dite province, et seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie.

DAVIDSON & RITCHIE,

Procureurs des requérants.
Montréal, 24 février 1898. 895-3

Avis public est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication du présent avis, dans la *Gazette officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social et amendements, constituant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires dans la compagnie projetée, en corporation et corps politique sous le nom et pour les fins ci-après mentionnés :

1° Le nom incorporé proposé de la compagnie sera "The Greig Manufacturing Company."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont :

(a) De manufacturer, acheter et vendre des essences, épices et autres effets et articles de même nature ;

(b) D'acheter et vendre toute espèce d'huiles, les mettre en bouteille et les préparer autrement pour la vente ;

Marie Geneviève Dina Laferrière, wife separated as to property of Michel Théodule Lefebvre, manufacturer ; Dame Marie Louise Mathilde Sylvestre, wife separated as to property of Michel Théodore Lefebvre, manufacturer ; Ernest Lamy, merchant ; Maurice Lefebvre, manufacturer, all of the city of Montreal.

6. The first directors of the company will be Michel Lefebvre, Dame Marie Geneviève Dina Laferrière, Dame Marie Louise Mathilde Sylvestre and Messrs Ernest Lamy and Maurice Lefebvre.

BISSAILLON, BROSSEAU,
LAJOIE & LACOSTE,

Attorneys for Petitioners.
Montreal, 21st February, 1898. 900

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to the Lieutenant-governor of the province for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the revised statutes of the province of Quebec, specially "The Joint Stock Companies' incorporation act," constituting the applicants and all others who may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The corporate name of the proposed company is "The Montreal Grain Elevating Company."

2. The objects for which incorporation is sought are for the purpose of carrying on, in the Harbour of Montreal, and elsewhere, in the province of Quebec, the business of moving, discharging, loading and elevating grain and other effects by machinery driven by steam, electricity or other motive power whatsoever ; the construction and acquisition of elevators, barges and other vessels necessary for the purposes of said business and propelled by steam or other motive power ; with power also to acquire by purchase, lease or other agreement the business of or to amalgamate with any existing company, or any company which may hereafter be formed for like purposes or objects.

3. The place within the province of Quebec, selected as the chief place of business of the said company, is the city of Montreal.

4. The proposed amount of capital stock of said company is \$300,000.

5. The number of shares of said stock is to be 3,000 and the amount of shares \$100 each.

6. The names in full and the addresses of each of the said applicants, are as follows : Andrew Allan, Hugh McLennan, Thomas A. Crane, Alexander Paterson, Alexander MacDougall, all of the city and district of Montreal, in said province, and are to be the first or provisional directors of said company.

DAVIDSON & RITCHIE,

Attorneys for applicants.
Montreal, 24th February, 1898. 896

Public notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant-governor in council, for a charter of incorporation by letters patent under the provisions of "The Joint Stock Companies' Incorporation Act" and amendments, constituting the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, a body corporate and politic under the name and for the purposes hereinafter mentioned ;

1. The proposed corporate name of the company is "The Greig Manufacturing company".

2. The purposes for which incorporation is sought are :

(a) To manufacture, buy and sell flavoring extracts, spices and other goods and articles of a like nature ;

(b) To buy and sell oils of all kinds, and to bottle and otherwise prepare the same for sale ;

(c) De manufacturer, acheter et vendre toute sorte d'articles de confiseur et fournitures ;

(d) Et de plus de faire les affaires de manufacturiers et marchands en général.

3° La principale place d'affaires de la compagnie sera dans la cité de Montréal, dans la Province de Québec.

4° Le montant du fonds social sera de douze mille cinq cents piastres, divisé en cinq cents actions de vingt-cinq piastres chacune.

5° Les noms au long, résidences et professions des requérants sont comme suit : William Greig, de la ville de Westmount, dans le district de Montréal, fondateur ; John Archibald, du village de Granby, dans le district de Bedford, manufacturier ; Robert Greig, de la dite ville de Westmount, marchand ; William Greig, junior, du village de la Côte des Neiges, dans le district de Montréal, commis-voyageur ; et James Rodger Greig, de la dite ville de Westmount, teneur de livres. Les trois premiers seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite Compagnie.

HUTCHINSON & OUGHTRED,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 22 février 1898. 893-3

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication du présent avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social et amendements, constituant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires dans la compagnie projetée, en corps politique et incorporé sous le nom et pour les fins ci-après mentionnés :

1° Le nom incorporé proposé de la compagnie sera "The Sherbrooke Cigar Co."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont d'acheter, manufacturer et vendre du tabac sous toutes ses formes, et de faire tout commerce dont le tabac est susceptible.

3° L'endroit choisi dans la province de Québec comme principale place d'affaires de la dite compagnie est la cité de Sherbrooke.

4° Le montant ou chiffre projeté du fonds social est de \$15,000.

5° Le nombre des actions est de 600 et le montant de chaque action est de \$25.00.

6° Les noms, adresse et profession de chaque requérant sont : Joseph Fréchette, voiturier ; Joseph Albert Allard, cigarier ; Herménégilde Thibault, cigarier ; Joseph L. P. Riendeau, cigarier ; Napoléon Blanchard, barbier ; Joseph Gagné, cigarier ; Albert Fournier, cigarier ; Théophile Fournier, cigarier ; Ovide Charest, cigarier, tous de la cité de Sherbrooke ; et François-Xavier Kirouack, commis-voyageur, du township et du village de Warwick. Les cinq requérants en premier lieu nommés seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie.

PANNETON & LEBLANC,

Procureurs des requérants.

Sherbrooke, 2 mars 1898. 1023-2

Avis est par le présent donné, que sous un mois après la dernière publication de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, les personnes ci-après nommées s'adresseront à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil pour obtenir des lettres patentes d'incorporation comme compagnie à fonds social.

1° Le nom proposé de la compagnie sera "The Telfer & Climie Company".

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont :

(a) D'acheter, vendre, exporter et faire le commerce de chevaux et autres animaux vivants, voitures, harnais et accessoires, à commission ou autrement ;

(c) To manufacture, buy and sell all kinds of confectioners' goods and supplies ;

(d) And further to carry on the business of manufacturers and general merchants.

3. The chief place of business of the said company is to be in the city of Montreal, in the province of Quebec.

4. The amount of its capital stock will be twelve thousand five hundred dollars, divided into five hundred shares of twenty-five dollars each.

5. The names in full and the address and calling of each of the applicants are as follows : William Greig, of the town of Westmount, in the district of Montreal, founder ; John Archibald, of the village of Granby, in the district of Bedford, manufacturer ; Robert Greig, of the said town of Westmount, merchant ; William Greig, junior, of the village of Côte des Neiges, in the district of Montreal, commercial traveller ; and James Rodger Greig, of the said town of Westmount, book-keeper ; of whom the first three are to be the first or provisional directors of the said company.

HUTCHINSON & OUGHTRED,

Solicitors for applicants.

Montreal, 22nd February, 1898. 894

Public notice is hereby given that, within one month after the last publication hereof, in the *Quebec Official Gazette*, an application will be made to His Honor the lieutenant governor in council for the granting of a charter by letters patent, under the joint stock companies incorporation act and amendments, constituting the petitioners and such others as may hereinafter become shareholders in the company projected, a body politic and corporate under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The corporate name of the said company will be "The Sherbrooke Cigar Company".

2. The purposes for which its incorporation is required are to buy, manufacture and sell tobacco in all its forms, and to carry on any trade of which tobacco is susceptible.

3. The place chosen in the province of Quebec as the principal place of business of the said company is the city of Sherbrooke.

4. The amount of its proposed capital stock is \$15,000.

5. The number of shares is 600 and the value of each share is \$25.00.

6. The names, address and calling of each of the petitioners, are : Joseph Fréchette, wheel-right ; Joseph Albert Allard, cigar-maker ; Herménégilde Thibault, cigar-maker ; Joseph L. P. Riendeau, cigar-maker, Napoléon Blanchard, barber ; Joseph Gagné, cigar-maker ; Albert Fournier, cigar-maker ; Théophile Fournier, cigar-maker ; Ovide Charest, cigar-maker. all of the city of Sherbrooke ; and François Xavier Kirouack, commercial traveller, of the township and village of Warwick. The five petitioners firstly above named will be the first or provisional directors of the said company.

PANNETON & LEBLANC,

Attorneys for Petitioners.

Sherbrooke, 2nd March, 1898. 1024

Notice is hereby given that, within one month from the last publication hereof, in the *Quebec Official Gazette*, the persons hereinafter named will apply to His Honor the Lieutenant Governor in Council for Letters Patent of Incorporation as a Joint Stock Company :

1. The proposed name of the Company is "The Telfer & Climie Company."

2. The objects for which incorporation is sought are :

(a) To carry on the business of buying, selling, exporting and dealing in horses and other live stock, vehicles, harness and accessories, on commission or otherwise ;

- (b) De tenir des écuries de chevaux à louer, les recevoir en pension et les vendre ;
 (c) De faire les affaires d'expéditeurs et agents d'assurance sur les animaux vivants ;
 (d) De pensionner, loger et nourrir les animaux ;
 (e) Et en général de faire toutes choses en rapport aux objets de la compagnie.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le montant du fonds social sera de trente mille piastres (\$30,000.00), divisé en trois cents actions de cent piastres (\$100) chacune.

5° Les noms au long, résidence et profession de chacun des requérants sont comme suit : Henry Charles Telfer, agent ; Georges Climie, commerçant ; Thomas Pearson, commis ; James Telfer, gentilhomme, et James Lowry, commerçant—tous de la cité de Montréal, dans la province de Québec, lesquels seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires, et tous sont sujets anglais.

HALL, CROSS, BROWN,
 SHARP & COOK.
 Procureurs des requérants.
 Montréal, 2 mars 1898. 1011-2

- (b) To carry on the business of livery, sale and boarding stable keepers ;
 (c) To carry on the business of shipping, forwarding and live stock insurance agents ;
 (d) To carry on the business of boarding, housing and feeding live stock ;
 (e) And generally to do all such things as are incidental to the carrying out of the objects of the company.

3. The chief place of business of the said company is to be at the city of Montreal, in the province of Quebec.

4. The amount of capital stock is to be thirty thousand dollars (\$30,000.00), divided into three hundred shares of one hundred dollars (\$100) each.

5. The names in full and the address and calling of each of the applicants are as follows : Henry Charles Telfer, agent ; George Climie, trader ; Thomas Pearson, clerk ; James Telfer, gentleman, and James Lowry, trader—all of the city of Montreal, in the province of Quebec, all of whom are to be the first or provisional directors, and all of whom are British subjects.

HALL, CROSS, BROWN,
 SHARP & COOK,
 Attorneys for Applicants.
 Montreal, 2nd March, 1898. 1012

Avis de Faillites

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de Robert B. Webster, des cité et district de Montréal, commerçant et manufacturier, y faisant affaires seul sous les nom et raison de The Webster Manufacturing Co.,

Failli.

Avis est par le présent donné que, le cinquième jour de mars courant, par ordre de la cour, les sous-signés, Riddell & Common, de Montréal, comptables incorporés, ont été nommés curateurs des biens du susdit failli, qui en a fait un abandon judiciaire complet pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être déposées dans notre bureau sous trente jours.

RIDDELL & COMMON,
 Curateurs.

Bureau de Riddell & Common,
 Western Chambers, 22, rue Saint-Jean.
 Montréal, 7 mars 1898. 1097

Canada, }
 Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
 District de Saint-François. }
 C. R. Clough & Co., Demandeurs ;

vs

T. G. Ballentyne & Co., Défendeurs et faillis.

Avis est par le présent donné que, le huitième jour de mars 1898, par ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs-conjoints des biens des susdits défendeurs, qui en ont fait un abandon judiciaire complet pour le bénéfice de leurs créanciers.

Les réclamations dûment attestées sous serment doivent être déposées dans notre bureau, 125, rue Wellington, Sherbrooke, sous un mois.

C. MILLIER,
 J. J. GRIFFITH.
 Curateurs-conjoints.

Sherbrooke, 8 mars 1898. 1153

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 127.

Dans l'affaire d'Edmond Lefebvre, Failli ;
 et

Arthur Matte, Curateur.

Avis est par les présentes donné, qu'un bordereau de distribution du produit de la vente des

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of Robert B. Webster, of the city and district of Montreal, trader and manufacturer, there doing business alone under the firm, name and style of The Webster Manufacturing Co., Insolvent.

Notice is hereby given that, on the fifth day of March instant, by order of the court, we, the undersigned, Riddell & Common, of Montreal, chartered accountants, were appointed curators to the estate of the above named insolvent, who has made a judicial abandonment of all his estate for the benefit of his creditors.

Claims must be filed at our office within thirty days.

RIDDELL & COMMON,
 Curators.

Office of Riddell & Common,
 Western Chambers, 22, Saint John street.
 Montreal, 7th March, 1898. 1098

Canada, }
 Province of Québec, } *Superior Court.*
 District of Saint Francis. }
 C. R. Clough & Co., Plaintiffs ;

vs

T. G. Ballentyne & Co.,
 Défendants and insolvents.

Notice is hereby given that, on the eighth day of March, 1898, by order of the court, we were appointed joint curators to the estate of above Defendants, who have made a judicial abandonment of all their assets for the benefit of their creditors.

Claims must be filed duly attested under oath, at our office, 125 Wellington street, Sherbrooke, within one month.

C. MILLIER,
 J. J. GRIFFITH.
 Joint Curators.

Sherbrooke, 8th March, 1898. 1154

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 127.

In the matter of Edmond Lefebvre, Insolvent ;
 and

Arthur Matte, Curator.

Notice is hereby given that a dividend sheet upon the proceeds of immovable lots Nos. 7 and 8 of the

immeubles Nos 7 et 8 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Constant, district de Montréal, a été déposé au bureau du shérif de Montréal, pour être sujet à examen et contestation, jusqu'au 29 mars courant, et qu'après cette date, les deniers seront payés par le shérif, suivant l'ordre indiqué au dit bordereau.

ARTHUR MATTE,
Curateur.
1159

Montréal, 7 mars 1898.

Canada, }
Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de C. W. Henderson, de Montréal, Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'à lundi, le 28e jour de mars 1898, après laquelle date les dividendes seront payables dans mon bureau, bâtisse Fraser, 43, rue Saint-Sacrement.

JOHN McD. HAINS,
Curateur.
1149

Montréal, 9 Mars 1898.

Province de Québec, }
District d'Ottawa. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de John W. Taylor, Failli.

Avis est par le présent donné que, le septième jour de mars mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, Thomas H. Birks, de la cité de Hull, agent, a été nommé curateur des biens du susdit failli, qui en a fait un abandon judiciaire complet pour le bénéfice de ses créanciers, suivant la loi.

Les réclamations doivent être déposées dans mon bureau, No 58, Main Street, Hull, P. Q., sous trente jours.

THOMAS H. BIRKS,
Curateur.
1155

Hull, 8 mars 1898.

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*
No. 126.
In re Evariste Leclerc, de Saint-Rosaire, Failli.

Un bordereau de dividendes sur le produit des immeubles vendus en cette affaire, a été préparé et sera payable au bureau du shérif de ce district, le trentième jour de mars courant.

AUGUSTE QUESNEL,
Curateur.
1163

Arthabaskaville, 9 mars 1898.

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de C. E. Holiwell & Co., libraires, Québec, Faillis.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 28e jour de mars 1898, après laquelle date les dividendes seront payable dans mon bureau.

G. H. BURROUGHS,
Curateur.

Bureau : Bâtisse du Richelieu.
Québec, 10 mars 1898.

1181

Province de Québec, }
District de Montmagny. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Anselme Talbot, de Saint-Thomas, Failli.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au quinze mars 1898, après laquelle date ce dividende sera payable à mon bureau, à Montmagny.

F. G. BERNIER,
Curateur.

Montmagny, 24 février 1898.

851

official plan and book of reference of the parish of Saint Constant, district of Montreal, has been filed in the office of the sheriff of Montreal, open to objection until the 29th of March instant, after which date the dividends will be paid by the sheriff, according to rank on the said dividend sheet.

ARTHUR MATTE,
Curator.
1160

Montreal, 7th March, 1898.

Canada, }
Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In the matter of C. W. Henderson, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, open to objection until Monday, the 28th day of March, 1898, after which date dividends will be payable at my office, Fraser Building, 43, Saint Sacrament street.

JOHN McD. HAINS,
Curator.
1150

Montreal, 9th March, 1898.

Province of Quebec, }
District of Ottawa. } *Superior Court.*
In re John W. Taylor, Insolvent.

Notice is hereby given that, on the seventh day of March, one thousand eight hundred and ninety-eight, Thomas H. Birks, of the city of Hull, agent, was appointed curator to the estate of the above named insolvent, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors, pursuant to law.

Claims must be filed at my office, No. 58, Main Street, Hull, P. Q., within thirty days.

THOMAS H. BIRKS,
Curator.
1156

Hull, 8th March, 1898.

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } *Superior Court.*
No. 126.

In re Evariste Leclerc, of Saint Rosaire, Insolvent.

A dividend sheet has been prepared upon the proceeds of real estate in this matter, and will be payable at the office of the sheriff of this district, on the thirtieth day of March instant.

AUGUSTE QUESNEL,
Curator.
1164

Arthabaskaville, 9th March, 1898.

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court.*
Dans l'affaire de C. E. Holiwell & Co., stationers, Québec, Insolvents.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in the present matter, and will be open to objection until the 28th of March, 1898, after which date the dividends will be payable at my office.

G. H. BURROUGHS,
Curator.

Office : Richelieu Building.
Québec, 10th March, 1898.

1182

Province of Quebec, }
District of Montmagny. } *Superior Court.*
In the matter of Anselme Talbot, of Saint Thomas, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the fifteenth day of March, 1898, after which date dividend will be payable at my office, at Montmagny.

F. G. BERNIER,
Curator.

Montmagny, 24th February, 1898.

852

Province de Québec, }
 District de Richelieu. } *Cour Supérieure.*
 No. 4172.
 Hormidas Manseau, Demandeur ;

vs.
 Georges Manseau, Failli.
 Avis est donné que, le 24 février 1898, le sous-
 signé a été nommé, par une ordonnance de la cour,
 curateur aux biens du dit Georges Manseau, qui a
 fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses
 créanciers.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent
 être produites entre mes mains dans les trente jours
 de cet avis.

O. E. COURCHESNE,
 Curateur.
 Saint-François du Lac, 7 mars 1898. 1131

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de A. Sanft, commerçant, Montréal,
 Failli.

Avis est par le présent donné que, le vingt-qua-
 trième jour de février 1898, A. Sanft, commerçant,
 de Montréal, a fait un abandon judiciaire de ses
 biens pour le bénéfice de ses créanciers au bureau
 du protonotaire de la cour supérieure du district de
 Montréal.

F. W. RADFORD,
 Député gardien provisoire.
 Bureau de F. W. Radford,
 Imperial Building.
 Montréal, 28 février 1898 1129

AVIS AUX CRÉANCIERS.

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de J. & T. Stephens & Co., de Mont-
 réal, Faillis.

Avis est par le présent donné que, le cinquième
 jours de mars 1898, par ordre de la cour, le sous-
 signé a été nommé curateur des biens des dits J. &
 T. Stephens & Co., qui en ont fait un abandon ju-
 diciaire pour le bénéfice de leurs créanciers.

Les réclamations assermentées doivent être dé-
 posées devant moi sous trente jours de la date de
 cet avis.

CHS R. BLACK,
 Comptable
 Bank of Toronto Chambers,
 260, rue Saint-Jacques.
 Montréal, 7 mars 1898. 1127

Province de Québec, }
 District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de Dame veuve John Moisan, Drum-
 mondville, Faillie.

Avis est par le présent donné que le 5^e jour de
 mars 1898, nous avons été nommés curateurs-con-
 joints, par ordre de la cour supérieure, aux biens
 de la dite faillie.

Les réclamations doivent être produites à notre
 bureau sous les trente jours.

A. LAMARCHE,
 M. BENOIT,
 Curateurs-conjoints.
 1709, rue Notre-Dame, Montréal.
 Montréal, 8 mars 1898. 1133

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 In re J. R. Paquin & Cie, Faillis.

Aux créanciers des dits faillis.
 Avis vous est donné que, le 7^e jour de mars 1898,
 les dits faillis ont déposé leur bilan au greffe de la
 cour supérieure du district de Montréal.

ALFRED A. THIBAudeau,
 Gardien provisoire.
 12 mars 1898. 1143

Province of Quebec, }
 District of Richelieu. } *Superior Court.*
 No. 4172.
 Hormidas Manseau, Plaintiff ;

vs.
 Georges Manseau, Defendant.
 Notice is given that, on the 24th of February,
 1898, by order of the court, the undersigned has
 been appointed curator to the estate of the said
 Georges Manseau, who has made an assignment for
 the benefit of his creditors.

Claims, duly attested under oath, must be filed at
 my office, within thirty days from this notice.

O. E. COURCHESNE,
 Curator.
 Saint-François du Lac, 7th March, 1898. 1132

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 In the matter of A. Sanft, trader, Montreal,
 Insolvent.

Notice is hereby given that, on the twenty-fourth
 day of February, 1898, A. Sanft, trader, Montreal,
 made a judicial abandonment of his property for
 the benefit of his creditors at the office of the pro-
 thonotary of the superior court for the district of
 Montreal.

F. W. RADFORD,
 Deputy provisional guardian.
 Office of F. W. Radford,
 Imperial Building.
 Montreal, 28th February, 1898. 1130

NOTICE TO CREDITORS.

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 In the matter of J. & T. Stephens & Co., of Mont-
 real, Insolvents.

Notice is hereby given that, on the fifth day of
 March, 1898, by an order of the court, the under-
 signed was appointed curator to the property of
 the said J. & T. Stephens & Co., who have made a
 judicial abandonment of their property for the
 benefit of their creditors.

Sworn claims must be filed with me within thirty
 days from this notice.

CHS R. BLACK,
 Accountant.
 Bank of Toronto Chambers,
 260, Saint James street.
 Montreal, 7th March, 1898. 1128

Province of Quebec, }
 District of Arthabaska. } *Superior Court.*
 In the matter of Mrs. widow John Moisan, Drum-
 mondville, Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 5th day of
 March, 1898, by order of the superior court, we
 have been appointed joint curators to the above
 estate.

Claims must be filed at our office, within thirty
 days.

A. LAMARCHE,
 M. BENOIT,
 Joint curators.
 1709, Notre Dame street.
 Montreal, 8th March, 1898. 1134

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 In re J. R. Paquin & Co., Insolvents.

To the creditors of the insolvents.
 Take notice that, on the 7th day of March, 1898,
 the said insolvents have filed their statement in the
 prothonotary's office of the district of Montreal.

ALFRED A. THIBAudeau,
 Provisional guardian.
 12th March, 1898. 1144

Province de Québec, }
 District de Montréal. }
 J. L. Cédras, Demandeur ;

Cour Supérieure.

vs.

M. Henrichon, commerçant, de la ville de Saint-Henri, de Montréal, Défendeur.

Avis public est par le présent donné que, par ordre de la cour, le 5e jour de mars 1898, j'ai été nommé curateur aux biens du dit tailli, qui en a fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à mon bureau sous un mois.

ALEX. DESMARTEAU,
 Curateur.

Nos 1598 et 1608 rue Notre-Dame.
 Montréal, 5 mars 1898. 1171

Province de Québec, }
 District de Montréal. }
 No 42.

Cour Supérieure.

In re William John Price, marchand de peaux et cuir, de la cité et du district de Montréal. Créancier ;

et

Alfred Renaud, boucher de la dite cité de Montréal. Débiteur.

Avis est par les présentes donné que le débiteur a, le sept mars 1898, au bureau du protonotaire de la cour supérieure, dans le district de Montréal, fait un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

CHARBONNEAU & PELLETIER,
 Avocats du dit créancier
 et gardien provisoire.

Montréal, 7 mars 1898. 1169

Canada, }
 Province de Québec, }
 District de Kamouraska. }
 Cour Supérieure.

Avis est par le présent donné que Cyprien Dionne, marchand, de Fraserville, a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, le 4 mars 1898, au bureau du protonotaire de la cour supérieure pour le district de Kamouraska, conformément à la loi.

PARADIS & JOBIN,
 Comptables publics.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
 Bâtisse de la Cie Richelieu.
 Québec, 9 mars 1898. 1167

Province de Québec, }
 District de St-Hyacinthe. }
 Cour Supérieure

In re Le Syndicat de Saint-Hyacinthe, Saint-Hyacinthe, Insolvable.

Avis vous est donné que, le 28e jour de février 1898, par un ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs-conjoints à la succession des sus-nommés, qui ont fait une cession judiciaire de tous leurs biens et effets pour le bénéfice de leurs créanciers.

Les réclamations doivent être produites à notre bureau sous un mois de cette date.

A. L. KENT,
 A. TURCOTTE,
 Curateurs-conjoints.

Bureau de Kent & Turcotte,
 97, rue Saint-Jacques.
 Montréal, 12 mars 1898. 1145

Province de Québec, }
 District d'Ottawa. }
 Cour Supérieure.

In re Benoni Patry, Hull, Insolvable ;

et Curateurs.

Bilodeau & Renaud,
 Un premier bordereau de collocation a été préparé en cette cause ; les collocations seront payables à nos bureaux à partir du 28e jour de mars courant.

Toute contestation à tel dividende devra être déposée devant nous avant la date sus-mentionnée.

BILODEAU & RENAUD,
 Curateurs.

15, rue Saint-Jacques.
 Montreal, 8 mars 1898. 1137

Province of Quebec, }
 District of Montreal. }
 J. L. Cédras, Plaintiff ;

Superior Court.

vs

M. Henrichon, trader, of the town of Saint Henry, of Montreal, Defendant.

Notice is hereby given that, on the 5th day of March, 1898, by order of the court, I was appointed curator to the estate of the said defendant, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed at my office within a month.

ALEX. DESMARTEAU,
 Curator.

1598 and 1608 Notre Dame street.
 Montreal, 5th March, 1898. 1172

Province of Quebec, }
 District of Montreal. }
 No. 42.

Superior Court.

In re William John Price, of the city and district of Montreal, hides and leather merchant, Creditor ;

vs

Alfred Renaud, of the said city of Montreal, butcher, Debtor.

Notice is hereby given that the said debtor did, on the seventh day of March, 1898, in the office of the protonotary of the superior court, in the district of Montreal, make a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors.

CHARBONNEAU & PELLETIER,
 Attorneys for said creditor
 and provisional guardian.

Montreal, 7th March, 1898. 1170

Canada, }
 Province of Quebec, }
 District of Kamouraska. }
 Superior Court.

Notice is hereby given that Cyprien Dionne, merchant, of Fraserville, has, on the 4th of March, 1898, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the protonotary's office of the superior court for the district of Kamouraska, according to law.

PARADIS & JOBIN,
 Public accountants.

Office : 44, Dalhousie street,
 Richelieu and Ontario Nav. Co. Building.
 Quebec, 9th March, 1898. 1168

Province of Quebec, }
 District of St. Hyacinthe. }
 Superior Court.

In re Le Syndicat de Saint-Hyacinthe, Saint-Hyacinthe, Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 28th day of February, 1898, by order of the court, we were appointed joint curators to the estate of the above named, who have made a judicial abandonment of all their assets for the benefit of their creditors.

Claims must be filed at our office within one month.

A. L. KENT,
 A. TURCOTTE,
 Joint curators.

Office of Kent & Turcotte,
 97, Saint-James St.
 Montreal, 12 March, 1898. 1146

Province of Quebec, }
 District of Ottawa. }
 Superior Court.

In re Benoni Patry, Hull, Insolvent ;

and Curateurs.

Bilodeau & Renaud,
 A first bordereau of dividend has been prepared in this cause ; the collections will be payable at our offices, from the 28th day of March instant.

Any contestation to such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

BILODEAU & RENAUD,
 Curateurs.

15, Saint James street.
 Montreal, 8th March, 1898. 1138

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re Dame Charlotte C. McArthur (succession H. Porter), Insolvable.
 Un premier et dernier dividende sur le produit des lots vendus par le shérif dans cette affaire a été préparé.

Toute contestation de tel dividende doit être déposée entre nos mains avant le 28 mars 1898.

A. L. KENT,
 A. TURCOTTE,
 Curateurs Conjoints.

Bureau de Kent & Turcotte,
 97, rue St-Jacques.

Montréal, 12 mars 1898.

Ce dividende n'affecte que les créances hypothécaires. 1141

Règles de Cour

Province de Québec, }
 District de Joliette. } *Cour Supérieure.*
 No 2844.
 Jeudi, le troisième jour du mois de mars mil huit cent quatre-vingt-dix-huit.

Présent :—L'hon. Chs. C. de Lorimier, J. C. S. Maxime Aumond *et uxoz*, Demandeurs ;

vs.
 Alexandre Brouillet *et al*, Opposants ;

Hormidas Brouillet, cultivateur, de la paroisse de Saint-Alexis, dans le district de Joliette, Opposant ;

et

J. A. Renaud *et al*, Opposants afin de conserver.

La cour, sur motion à cet effet, vu l'allégation de déconfiture du dit Hormidas Brouillet, opposant, ordonne aux créanciers de ce dernier de produire leurs réclamations au greffe de cette cour sous quinze jours à compter de la première insertion des présentes dans la *Gazette Officielle de Québec*.

Par la cour.

McCONVILLE & DUCHARME,
 P. C. S.

1093

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de Oscar Tessier, Insolvable ;
 et
 C. Desmarteau, Curateur ;
 et
 Succ. M. Tessier, Créancière réclamante ;
 et
 F. X. Saint-Charles, Requéérant.

Avis est par les présentes donné que, conformément à un jugement de cette cour, rendu par l'honorable juge Loranger, en date du deuxième jour de juin 1897, il est ordonné aux créanciers de la dite succession, de produire leurs réclamations à mon bureau, sous quinze jours de la présente date, afin d'être colloquées sur une somme de \$683.34, que j'ai en ma possession.

ALEX. DESMARTEAU,
 Curateur à Oscar Tessier.

1598, rue Notre-Dame,
 Montréal, 2 mars 1898.

1021-2

Licitation

Province de Québec, }
 District de Terrebonne. } *Cour Supérieure.*
 No. 177.

LICITATION.

Avis vous est donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Sainte-Scholasti-

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
In re Dame Charlotte C. McArthur, (estate H. Porter), Insolvent.
 A first and final dividend on the proceeds of lots sold by the sheriff in this matter has been prepared.

Any contestation of such dividend must be deposited with us before the 28th March, 1898.

A. L. KENT,
 A. TURCOTTE,
 Joint Curators.

Office of Kent & Turcotte,

97, St James street.

Montreal, 12th March, 1898.

Such dividend is on mortgages only. 1142

Rules of Court

Province of Quebec, }
 District of Joliette. } *Superior Court.*
 No. 2844.
 Thursday, the third day of March, one thousand eight hundred and ninety-eight.

Present :—Honorable Chs. C. de Lorimier, J. C. S. Maxime Aumond *et uxoz*, Plaintiffs ;

vs.
 Alexandre Brouillet *et al*, Opposants ;

and
 Hormidas Brouillet, farmer, of the parish of Saint-Alexis, in the district of Joliette, Opposant ;

and

J. A. Renaud *et al*, Opposants for payment.

The court, on motion to that effect, seeing the allegation of the insolvency of the said Hormidas Brouillet, opposant, orders the creditors of the latter to file their claims in the office of this court, within fifteen days after the first insertion of the present notice in the *Quebec Official Gazette*.

By the court.

McCONVILLE & DUCHARME,
 P. S. C.

1094

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 In the matter of Oscar Tessier, Insolvent ;
 and
 C. Desmarteau, Curator
 and
 Estate late M. Tessier, Creditor claimant ;
 and
 F. X. St Charles, Petitioner.

Notice is hereby given, in pursuance of a judgment of this court, rendered by honorable Justice Loranger, under date of June the second, 1897, the creditors of the said estate are requested to produce their claims at my office, within a delay of fifteen days, to ensure their collocation on a sum of \$683.34 which I have in my possession.

ALEX. DESMARTEAU,
 Curator to Oscar Tessier.

1598, Notre Dame street,
 Montreal, 2nd March, 1898.

1022

Licitation

Province of Quebec, }
 District of Terrebonne. } *Superior Court.*
 No. 177.

LICITATION.

Public notice is hereby given that, by and in virtue of a judgment of the superior court, sitting at

que, dans le district de Terrebonne, le vingt-deuxième jour de janvier 1898, dans une cause dans laquelle Aaron Gabriel Collins, tonnelier, des cité et district de Montréal, est Demandeur; et Thomas Stepleton, ci-devant cultivateur, de la paroisse de Saint-Sauveur, district de Terrebonne, et maintenant absent aux États-Unis d'Amérique, est défendeur, ordonnant la licitation de certains immeubles, désignés comme suit, savoir :

1° Deux terres connues et désignées au plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Sauveur, dans le comté de Terrebonne, district de Terrebonne, comme étant les numéros dix-neuf (19) et vingt (20)—avec bâtisses dessus construites.

2° Un terrain à bois étant partie des numéros 3A et 3B (trois A et trois B) des dits plan et livre de renvoi faits pour la dite paroisse de Saint-Sauveur, dans le huitième rang du Canton Abercrombie, dits comté et district de Terrebonne, cette partie étant la partie des dits lots à partir du septième rang à aller jusqu'à un gros pin sec, à peu près à quinze arpents du septième rang sur toute la largeur des dits lots.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le SEIZIÈME jour d'AVRIL prochain, 1898, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice de Sainte-Scholastique, à DIX heures de l'avant-midi, sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication, et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

JEAN B. B. PRÉVOST,

Procureur du demandeur.

Sainte-Scholastique, 1er mars 1898. 1059
[Première publication, 12 mars 1898.]

Ratification

Province de Québec, }
District de Montréal. }

Avis est par le présent donné qu'il a été déposé, au greffe du protonotaire de la cour supérieure du district de Montréal, un acte passé devant Théodore Doucet, notaire, le 20 de juillet 1887, entre "The Montreal Loan and Mortgage Company," et Lewis Grant et William McNab, écuers, de la cité et district de Montréal, étant une vente par la dite "The Montreal Loan and Mortgage Company," aux dits Lewis Grant et William McNab, d'un lot de terre situé dans le quartier Saint-Antoine, de la cité de Montréal, et formant partie du lot No 14, de la subdivision officielle du lot No 1651 des plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Antoine (1651, partie 14), mesurant la dite partie du dit lot cinquante-quatre pieds 6 pouces en front, soixante et dix pieds 9 pouces en arrière, soixante et dix-neuf pieds 6 pouces sur la ligne sud-est, et cinquante-sept pieds 8 pouces sur la ligne nord-ouest, et contenant la dite partie du dit lot 1651, 4198 pieds, plus ou moins mesure anglaise; borné en front au sud-ouest par l'avenue Essex, en arrière, au nord-est, par le lot No 1647, du dit plan officiel, possédé par M. P. Ryan ou représentants, d'un côté au sud-est, par une autre partie du dit lot No 1651-14, possédé par "The Montreal Loan and Mortgage Company," et du côté sud au nord-ouest par une partie de la dite subdivision officielle No 14 du dit lot 1651, possédé par "The Montreal Loan and Mortgage

Sainte Scholastique, in the district of Terrebonne, dated the twenty-second day of January, 1898, in a cause wherein Aaron Gabriel Collins, of the city and the district of Montreal, cooper, was Plaintiff; and Thomas Stepleton, formerly of the parish of Saint Sauveur, district of Terrebonne, and now absent in the United States of America, is Defendant, ordering the said judgment, the licitation of certain immovable properties designated as follows, that is to say.

1. Two lots of land known and designated in the official plan and book of reference of the parish of Saint Sauveur, in the county of Terrebonne, district of Terrebonne, as being numbers nineteen (19) and twenty (20)—with buildings thereon erected.

2. A wooded land being a part and portion of numbers 3A and 3B (three A and three B) of the said plan and reference book of the said parish of Saint Sauveur, in the eighth range of township of Abercrombie, said county and district of Terrebonne, this part and portion being the part and portion of the said lots starting from the seventh range to a big dry pine-tree, at a distance of about fifteen arpents from the seventh range by the whole width of said lots.

The immovables above described shall be put up for sale and adjudged to the highest and last bidder on the SIXTEENTH day of APRIL next, 1898, sitting the court, in the court house, at Sainte Scholastique, at TEN of the clock in the forenoon, subject to the charges, clauses and conditions indicated in the *cahier des charges*, deposited with the prothonotary of said court; and that all oppositions *afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire* to be made to said licitation, shall have to be deposited in the office of the prothonotary of said court at least twelve days before that fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and that opposition *afin de conserver* shall have to be deposited within the six days following the adjudication, and in default by the parties to deposit the said oppositions within the delays hereby prescribed, they shall be foreclosed from so doing.

JEAN B. B. PRÉVOST,

Attorney for plaintiff.

Sainte Scholastique, 1st March, 1898. 1060
[First published, 12th March, 1898.]

Ratification

Province of Quebec, }
District of Montreal. }

Public notice is hereby given that there has been lodged, in the office of the prothonotary of the superior court, in the district of Montreal, a deed of sale made and executed before Théodore Doucet, notary public, on the twentieth day of July, eighteen hundred and eighty-seven, from the Montreal Loan & Mortgage Company, a body politic and corporate, having its chief place of business in the said city of Montreal, of the one part, to Lewis Grant and William McNab, gentlemen, of the said city of Montreal, of the other part, of a lot of ground situate in the Saint Antoine ward, of the said city of Montreal, and forming part and portion of lot number fourteen of the official subdivision of lot number sixteen hundred and fifty one of the official plan and book of reference of the said ward (1651, part 14), and measuring said part of lot fifty-four feet six inches in breadth in front, seventy feet nine inches in breadth in rear, seventy-nine feet six inches in south east side line, and fifty-seven feet eight inches in the north west side line, and containing the said part of lot sixteen hundred and fifty-one, four thousand one hundred and ninety-eight feet (4198 feet), english measure, and more or less; and bounded in front to the south west by Essex avenue, in rear to the north east by lot number sixteen hundred and forty-seven (1647), of said official plan, owned by M. P. Ryan or representa-

Company," et réservé comme rue—avec une bâtisse en pierre avec soubassement et mansardes et autres dépendances y érigées, le tout tel qu'il appert sur diagramme annexé au dit acte et signé par les parties et par le notaire *ne varietur*, circonstances et dépendances y appartenant, en la possession de Lewis Grant et William McNab comme propriétaires, pendant les trois dernières années, et toutes personnes qui réclament quelque privilège ou hypothèque sur le dit immeuble immédiatement avant l'enregistrement du dit acte par lequel le dit lot a été acquis par le dit Lewis Grant et William McNab, sont averties qu'il sera présenté à la dite cour, jeudi, le quatorze d'avril 1898, une demande ou ratification de titre, et qu'à moins que leurs réclamations ne soient telles que le registraire est tenu par les dispositions du code de procédure civile de les mentionner dans son certificat à être produit dans ce cas, elles sont par le présent requises de signifier leurs oppositions par écrit, et de les produire au greffe du dit protonotaire dans les six jours après le dit jour, à défaut de quoi elles seront pour toujours forcloses du droit de le faire.

L. D. GAREAU,
Dép. P. S. C.

Montréal, 3 mars 1898. 1091
[Première publication, 12 mars 1898.]

Ventes par le Shérif—Arthabaska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District des Trois-Rivières.

Arthabaska, à savoir : } LA BANQUE VILLE-
No 96. } L MARIE, Demande-
resse ; contre Dame veuve LOUIS DESROCHERS
ET AL., Défendeurs.

Le lot numéro vingt-un a du cadastre pour le dixième rang du canton de Stanfold—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Eusèbe de Stanfold, le TREIZIÈME jour d'AVRIL prochain, à UNE heure de l'après-midi.

HEMMING & TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Arthabaskaville, 11 mars 1898. 1165
[Première publication, 12 mars 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—district d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } JOSEPH BARIL, De-
No 160. } mandeur ; contre EU-
GÈNE POISSON, ès-qualité de tuteur aux enfants
mœurs de feu Alfred Poisson et al., Défendeur.

1° Une terre située dans le canton de Stanfold, maintenant connue au cadastre officiel pour le premier rang de Stanfold, sous les numéros onze A (11 A), douze B (12 B) et douze C (12 C)—avec le petit "camp" bâti sur la terre voisine.

2° Un terrain situé dans le canton de Blandford, et connu au cadastre officiel de Blandford, pour le douzième rang sur le numéro vingt-quatre C (24 C) et vingt-cinq A (25 A)—avec les bâtisses dessus construites.

tives ; on one side to the south east by another portion of the said lot No. 1651-14, owned by the said The Montreal Loan and Mortgage Company, and on the south side to the north west by another portion of the said lot number fourteen of the official subdivision of said lot number sixteen hundred and fifty-one (1651), owned by the said The Montreal Loan & Mortgage Company, and reserved for a street—with a one story stone building with basement and mansard roof and dependencies thereto belonging, erected thereon. The whole as shewn on the sketch or diagram to said deed annexed, signed by the parties thereto and by the said notary *ne varietur*, with all and every the members and appurtenances thereunto belonging, and possessed by the said Lewis Grant and William McNab as proprietors since the twentieth day of July eighteen hundred and eighty-seven, and by the said The Montreal Loan & Mortgage Company for the three years immediately preceding the said last mentioned date. And all persons who have or claim to have any privileges or hypothecs under any title or by any means whatsoever in or upon the said lot of land immediately previous to and at the time the same was acquired by the said Lewis Grant and William McNab, are hereby notified that application will be made to the said court on thursday, the fourteen day of April next, eighteen hundred and ninety-eight, for a judgment of confirmation, and that unless their claims are such as the registrar is bound by law to include in his certificate to be fyled in this case, they are hereby required to signify in writing their oppositions and fyle the same in the office of the said prothonotary s x days at least before the said day, in default of which they will be forever precluded from the right so to do.

L. D. GAREAU,
Deputy P. S. C.

Montreal, 3rd March, 1898. 1092
[First published, 12th March, 1898.]

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Three Rivers.

Arthabaska, to wit : } THE BANQUE VILLE-
No. 96. } L MARIE, Plaintiff ;
against Dame widw LOUIS DESROCHERS ET AL.,
Defendants.

Lot number twenty-one a of the official cadastre for the tenth range of the township of Stanfold—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint Eusèbe of Stanfold, on the THIRTEENTH day of APRIL next, at ONE o'clock in the afternoon.

HEMMING & TOUSIGNANT,

Sheriff's office, Shérif.
Arthabaskaville, 11th March, 1898. 1166
[First published, 12th March, 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : } JOSEPH BARIL, Plaintiff ;
No. 160. } J against EUGENE POIS-
SON, ès-qualité of tutor to the minor children of
the late Alfred Poisson et al., Defendant.

1. A farm in the township of Stanfold, now known as being numbers eleven A (11 A), twelve B (12 B) and twelve C (12 C), of the official cadastre for the first range of Stanfold—with the small "camp" erected on adjoining land.

2. A piece of land in the township of Blandford, being numbers twenty-four C (24 C) and twenty-five A (25 A), of the official cadastre for the twelfth range of Blandford—with the buildings thereon erected.

3. Three islands in the river Bécancour, belonging to the township of Blandford, and known as being numbers twenty five C (25 C), twenty-five D (25 D), and twenty-five E (25 E).

To be sold, at the church door of the parish of Notre Dame de Lourdes, the NINTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon, the immovable firstly designated; and at the church door of the parish of Saint Louis de Blandford, the immovables secondly and thirdly designated, at TWO o'clock in the afternoon, the SAME DAY.

P. L. O. MILOT,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff
Arthabaskaville, 10th March, 1898. 1208
[First published, 12th March, 1898.]

Ventes par le Shérif—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donne que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Beauce.

Beauce, à savoir : } GODEFROI GREGOIRE, marchand, de la paroisse de Saint-Maxime, district de Beauce, Demandeur; contre CYRILLE THIBAudeau, cultivateur, du même endroit, Défendeur, et JEAN-BAPTISTE SAVOIE, de Sainte-Marie de Beauce, cultivateur, curateur au délaissement fait en cette cause par le défendeur.

Immeubles saisis sur le curateur, savoir :

Une terre située en la paroisse de Saint-Isidore, le long de la route Justinienne, côté sud-ouest, contenant trois arpents et demi de front sur quarante arpents de profondeur; bornée en front au nord-est à la dite route Justinienne, au sud-ouest au bout de la profondeur, d'un côté au nord à Abraham Grégoire, et de l'autre côté au sud à Godefroi Boutin—circonstances et dépendances; le dit immeuble maintenant connu et désigné comme étant les numéros trois cent soixante-dix-huit et trois cent soixante-dix-neuf (378 et 379), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour cette partie de la paroisse de Saint-Isidore, formant aujourd'hui partie de celle de Saint-Maxime, district de Beauce.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Maxime, le QUATORZIEME jour d'AVRIL prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint Joseph, Beauce, 5 mars 1898. 1085
[Première publication, 12 mars 1898.]

Ventes par le Shérif—Chicoutimi

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—Dans le district de Chicoutimi.
Chicoutimi, à savoir : } WILLIAM BOILY ET JOSEPH ALFRED CLAVEAU, tous deux de Chicoutimi, marchands, et faisant commerce et société sous les nom et raison de Boly et Claveau, Demandeurs; contre ALFRED BOLDUC, ci-devant de Saint Fulgence, comté et district de Chicoutimi, et maintenant de Causapsal, Défendeur.

3° Trois îles dans la rivière Bécancour, appartenant au canton de Blandford, et connues au cadastre pour le douzième rang de Blandford, sous les numéros vingt-cinq C (25 C), vingt-cinq D (25 D) et vingt-cinq E (25 E).

Pour être vendu, l'immeuble en premier lieu désigné, à la porte de l'église de Notre-Dame de Lourdes, le NEUVIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi; et les immeubles en deuxième et troisième lieu désignés, à la porte de l'église de Saint-Louis de Blandford, le MEME JOUR, à DEUX heures de l'après-midi.

P. L. O. MILOT,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Arthabaskaville, 10 mars 1898. 1207
[Première publication, 12 mars 1898.]

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Beauce.

Beauce, to wit : } GODEFROI GREGOIRE, merchant, of the parish of Saint-Maxime, district of Beauce, Plaintiff; against CYRILLE THIBAudeau, farmer, of the same place, Defendant, and JEAN BAPTISTE SAVOIE, of Sainte Marie de Beauce, farmer, curator to the surrender made in this cause by the defendant.

Immovable property seized on the curator, to wit:

A land situate in the parish of Saint Isidore, along the Route Justinienne, south-west side, containing three arpents and a half in front by forty arpents in depth; bounded in front to the north-east by the said Route Justinienne, on the south-west by the end of the depth, on one side to the north by Abraham Grégoire, and on the other side to the south by Godefroi Boutin—circumstances and dependencies; said immovable being known and designated as being numbers three hundred and seventy-eight and three hundred and seventy-nine (378 and 379), on the official plan and book of reference of the cadastre for that part of the parish of Saint Isidore, forming to-day part of that of Saint Maxime, district of Beauce.

To be sold at the church door of the parish of Saint Maxime, on the FOURTEENTH day of APRIL next, at two of the clock in the afternoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Joseph, Beauce, 5th March, 1898. 1086
[First published, 12th March, 1898.]

Sheriff's Sales—Chicoutimi

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court of the district of Chicoutimi.

Chicoutimi, to wit : } WILLIAM BOILY AND JOSEPH ALFRED CLAVEAU, both of Chicoutimi, merchants, and doing business in partnership under the name, style and firm of Boly and Claveau, Plaintiffs; against ALFRED BOLDUC, heretofore of Saint Fulgence, county and district of Chicoutimi, and now of Causapsal, Defendant.

Une terre comprenant, d'après le cadastre officiel du canton de Harvey, le lot numéro No 16 et le lot No 17a, situés dans le rang A, du dit canton, contenant 175 acres en superficie, plus ou moins—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la dite paroisse de Saint-Fulgence, le SIXIEME jour du mois d'AVRIL prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

O. BOSSÉ,
Bureau du Shérif, Shérif.
Chicoutimi, 1er mars 1898. 999
[Première publication, 5 mars 1898.]

A land comprising, on the official cadastre of the township of Harvey, lot No. 16 and lot No. 17a, situate in range A, of the said township, containing 175 acres in area, more or less—with buildings, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the said parish of Saint Fulgence, on the SIXTH day of APRIL next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

O. BOSSÉ,
Sheriff's Office, Sheriff.
Chicoutimi, 1st March, 1898. 1.00
[First published, 5th March, 1898.]

Ventes par le Shérif—Joliette

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure de Joliette.

Joliette, à savoir : } **FREDERIC FULTON**
No. 2885. } **FANNER**, Demandeur ;
contre **ZOTIQUE GIRARDIN**, Défendeur.

1° Un terrain connu sous le lot numéro dix-sept cent cinquante-quatre (17-154), du cinquième rang du canton de Rawdon, d'après les plan et livre de renvoi officiels du cadastre de partie du susdit canton situé en le village de Rawdon.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint Patrice de Rawdon, le TREIZE d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

A. M. RIVARD,
Bureau du shérif, Shérif.
Joliette, 7 mars 1898. 1095
[Première publication, 12 mars 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District de Joliette.

Joliette, à savoir : } **MICHEL SÉRAPHIN**
No 2916. } **BOULET**, écuyer,
Demandeur ; contre **CAMILLE LECUYER**, Défendeur,
et Joseph E. Rivest, curateur au délaisement.

1° Une terre sise et située en la paroisse de Sainte-Mélanie, connue et désignée comme étant le lot numéro cent quatre-vingt-sept (187), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse.

2° Une terre sise et située en la paroisse de Sainte-Mélanie, connue et désignée comme étant les lots numéros deux cent cinquante-trois et deux cent cinquante-deux (253 et 252), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Mélanie, le QUINZIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

A. M. RIVARD,
Bureau du shérif, Shérif.
Joliette, 7 mars 1898. 1125
[Première publication, 12 mars 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District de Joliette.

Joliette, à savoir : } **HORACE H. ETHIER**, De-
No. 779. } **H** mandeur ; contre **DAME**
ALPHONSINE CADOT, veuve André Roy, Dé-
fenderesse.

1° Un emplacement sans bâtisse sis et situé en la ville des Laurentides, dans le comté de l'Assomption, district de Joliette, à distraire d'un lot de terre connu et désigné sous le numéro mille cinquante (1050), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Lin, de la contenance, le dit emplacement, de cent dix pieds de front, plus ou moins, sur toute la profondeur du dit lot jusqu'à la rivière ; tenant devant à la rue Saint-Antoine, der-

Sheriff's Sales—Joliette

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court of Joliette.

Joliette, to wit : } **FREDERIC FULTON FAN-**
No. 2885. } **NER**, Plaintiff ; vs. **ZOTI-**
QUE GIRARDIN, Defendant.

1. A lot known as lot number seventeen-one hundred and fifty-four (17-154), of the fifth range of the township of Rawdon, according to the official plan and book of reference of the part of the said township situate in the village of Rawdon.

To be sold at the church door of the parish of Saint Patrice, on the THIRTEENTH day of APRIL next, at TEN of the clock in the forenoon.

A. M. RIVARD,
Sheriff's Office, Sheriff.
Joliette, 7th March, 1898. 1096
[First published, 12th March, 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Joliette.

Joliette, to wit : } **MICHEL SÉRAPHIN**
No. 2916. } **BOULET**, esquire,
Plaintiff ; against **CAMILLE LECUYER**, Defend-
ant, and Joseph E. Rivest, curator to the surrender.

1. A land situate and being in the parish of Sainte Mélanie, known and designated as being lot number one hundred and eighty-seven (187), of the official plan and book of reference of the cadastre of the said parish.

2. A land situate and being in the parish of Sainte Mélanie, known and designated as being lots numbers two hundred and fifty-three and two hundred and fifty-two (253 and 252), of the official plan and book of reference of the cadastre of the said parish.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Mélanie, on the FIFTEENTH day of APRIL next, at TEN of the clock in the forenoon.

A. M. RIVARD,
Sheriff's Office, Sheriff.
Joliette, 7th March, 1898. 1126
[First published, 12th March, 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Joliette.

Joliette, to wit : } **HORACE H. ETHIER**,
No. 779. } **H** Plaintiff ; against **DAME**
ALPHONSINE CADOT, widow André Roy, De-
fendant.

1. A lot without buildings, situate and being in the town of Laurentides, in the county of L'Assomption, district of Joliette, to be taken off a lot known and designated as number one thousand and fifty (1050), of the official plan and book of reference of the parish of Saint Lin, said lot containing one hundred and ten feet in front, more or less, by the whole depth of the said lot to the river ; bounded in front by Saint Antoine street, in rear by the river

rière à la rivière Achigan, d'un côté à l'Hospice, et d'autre côté à la maison de mademoiselle Mélina Roy.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Lin, le VINGT ET UN de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

A. M. RIVARD, Shérif.
Bureau du Shérif, Joliette, 14 février 1898. 743-2
[Première publication, 19 février 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Joliette.

Joliette, à savoir : } **F**ERDINAND LAPALME, Demandeur ; vs JOSEPH PIERRE HÉTU, Défendeur.

1° Un lot de terre situé en la paroisse de Sainte-Julienne et connu et désigné comme étant le numéro trois cent quatre-vingt-onze (391), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse de Sainte-Julienne, dans le comté de Montcalm—avec maison et autres bâties dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Julienne, le VINGT ET UN de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

A. M. RIVARD, Shérif.
Bureau du Shérif, Joliette, 14 février 1898. 757-2
[Première publication, 19 février 1898.]

Ventes par le Shérif—Kamouraska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.

Kamouraska, à savoir : } **D**AME MALVINA CARON, ds-qualité, Demanderesse ; contre DAME GEORGIANA LANDRY, ds-qualité, Défenderesse, c'est à savoir :

Un emplacement situé en le premier rang de la paroisse de Saint-André, de la contenance de trois-quarts d'arpent de front sur deux arpents et demi de profondeur, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la dite paroisse de Saint-André, sous le numéro cent soixante et douze (No. 172)—avec une maison et autres bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-André, MERCREDI, le TREIZIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures avant-midi. Bref rapportable suivant la loi.

F. A. SIROIS, Shérif.
Bureau du Shérif, Fraserville, 9 mars 1898. 1195
[Première publication, 12 mars 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure

Kamouraska, à savoir : } **L**'HONORABLE THOMAS PHILIPPE PELLETIER, de la paroisse de Trois-Pistoles, conseiller législatif et marchand, Demandeur ; contre HORACE BELANGER, aussi de la paroisse de Trois-Pistoles, cultivateur, c'est-à-savoir :

Une terre sise et située dans le troisième rang de la paroisse de Trois-Pistoles, portant le numéro cinq cent soixante et dix-neuf (579), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du comté de Temiscouata, pour la paroisse de Trois-Pistoles—avec les bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Trois-Pistoles, JEUDI, le VINGT-QUA-

Achigan, on one side by the Hospice, and on the other side by the house of Miss Melina Roy.

To be sold at the church door of the parish of Saint Lin, on the TWENTY-FIRST day of MARCH next, at TEN of the clock in the forenoon.

A. M. RIVARD, Sheriff.
Sheriff's Office, Joliette, 14th February, 1898. 744
[First published, 19th February, 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Joliette.

Joliette, to wit : } **F**ERDINAND LAPALME, Plaintiff ; vs JOSEPH PIERRE HÉTU, Defendant.

1. A land situate in the parish of Sainte-Julienne, designated as number three hundred and ninety-one (391), on the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Sainte-Julienne, in the county of Montcalm—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Sainte-Julienne, on the TWENTY-FIRST day of MARCH next, at TEN of the clock in the forenoon.

A. M. RIVARD, Sheriff.
Sheriff's Office, Joliette, 14th February, 1898. 758
[First published, 19th February, 1898.]

Sheriff's Sales—Kamouraska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.

Kamouraska, to wit : } **D**AME MALVINA CARON, ds-qualité, Plaintiff ; against DAME GEORGIANA LANDRY, ds-qualité, Defendant, to wit :

A lot situate in the first range of the parish of Saint André, containing three quarters of an arpent in front, by two arpents and a half in depth, known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre for the said parish of Saint André, as number one hundred and seventy-two (No. 172)—with a house and outbuildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint André, on WEDNESDAY, the THIRTEENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon. Writ returnable according to law.

F. A. SIROIS, Sheriff.
Sheriff's Office, Fraserville, 9th March, 1898. 1196
[First published, 12th March, 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Kamouraska, to wit : } **T**HE HONORABLE THOMAS PHILIPPE PELLETIER, of the parish of Trois-Pistoles, legislative councillor and merchant. Plaintiff ; against HORACE BELANGER, also of the parish of Trois-Pistoles, farmer, to wit :

A land situate in the third range of the parish of Trois-Pistoles, bearing number five hundred and seventy nine (579), on the official plan and in the book of reference of the cadastre of the county of Temiscouata, for the parish of Trois-Pistoles,—together with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Trois-Pistoles, on THURSDAY, the TWENTY-

TRIEME jour de MARS prochain, à DIX heures avant-midi. Bref rapportable suivant la loi.

Bureau du Shérif, F. A. SIROIS, Shérif.
Fraserville, 16 février 1898. 807-2
[Première publication, 19 février 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.

Kamouraska, à savoir : } **THE MASSEY HARRIS COMPANY** (limited), corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires en la cité de Montréal, Demanderesse ; contre OLIVIER JEAN, cultivateur, ci-devant de la paroisse de Sainte-Françoise, et actuellement aux Etats-Unis d'Amérique, Défendeur, c'est à savoir :

Les lots numéros cinquante-quatre et cinquante-cinq (Nos 54 et 55), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre du comté de Témiscouata, pour la dite paroisse de Sainte-Françoise—avec les bâtisses y érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Françoise, JEUDI, le VINGT-QUATRIEME jour de MARS prochain, à MIDI. Bref rapportable suivant la loi.

Bureau du Shérif, F. A. SIROIS, Shérif.
Fraserville, 15 février 1898. 801
[Première publication, 19 février 1898.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.

Kamouraska, à savoir : } **ERNEST DICKNER ET AL.**, demandeurs ; contre PAUL PELLETIER ET AL., cultivateur, de la paroisse de Saint-Epiphan, Défendeur, et Charles Samuel Riou, procureur distrayant, saisissant pour ses frais.

Saisie comme appartenant au dit défendeur, Paul Pelletier, à savoir :

Une terre sise et située en le quatrième rang de la paroisse de Saint Epiphane, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Viger, dans la dite paroisse de Saint-Epiphan, sous le numéro vingt-trois A (23 A), contenant deux arpents de front sur environ trente arpents de profondeur—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Epiphan, MARDI, le VINGT-DEUXIEME jour de MARS prochain, à DIX heures avant midi. Bref rapportable suivant la loi.

Bureau du Shérif, F. A. SIROIS, Shérif.
Fraserville, 15 février 1898. 809-2
[Première publication, 19 Février 1898.]

Ventes par le Sherif—Montreal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **LA MAISON DE L'IMMAGULEE CONCEPTION DE MONTREAL**, corps politique et incorporé, ayant son principal établissement au village de Lorimier, dit district, Demanderesse ; contre les terres et tenements de DAME EMELIE MEUNIER DIT LAGASSE, de la paroisse du Sault-aux-Recollets, dit district, veuve de feu Joachim Marcotte, en son vivant hôtelier, du même lieu, Défenderesse.

Deux lots de terre situés dans le quartier Hochelaga, de la cité de Montréal—avec les bâtisses y éri-

FOURTH day of MARCH next, at TEN of the clock in the forenoon. Writ returnable according to law.

Sheriff's Office, F. A. SIROIS, Sheriff.
Fraserville, 16th February, 1898. 808
[First published, 19th February, 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Circuit Court.

Kamouraska, to wit : } **THE MASSEY HARRIS COMPANY** (Limited), a body politic and corporate, having its principal place of business in the city of Montreal, Plaintiff ; against OLIVIER JEAN, farmer, heretofore of the parish of Sainte Françoise, and now in the United States of America, Defendant, to wit :

Lots numbers fifty-four and fifty-five (Nos. 54 and 55), of the official plan and book of reference of the cadastre of the county of Témiscouata, for the said parish of Sainte Françoise—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Françoise, on THURSDAY, the TWENTY-FOURTH day of MARCH next, at NOON. Writ returnable according to law.

Sheriff's Office, F. A. SIROIS, Sheriff.
Fraserville, 15th February, 1898. 802
[First published, 19th February, 1898.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.

Kamouraska, to wit : } **ERNEST DICKNER ET AL.**, Plaintiffs ; against PAUL PELLETIER ET AL., farmer, of the parish of Saint Epiphane, Defendant, and Charles Samuel Riou, attorney distracting for his costs.

Seized as belonging to the said defendant, Paul Pelletier, to wit :

A land situate in the fourth range of the parish of Saint Epiphane, known and designated on the official plan and in the book of reference of township Viger, in the said parish of Saint Epiphane, as number twenty-three A (23 A), containing two arpents in front by about thirty arpents in depth—together with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Epiphane, on TUESDAY, the TWENTY-SECOND day of MARCH next, at TEN of the clock in the forenoon. Writ returnable according to law.

Sheriff's Office, F. A. SIROIS, Sheriff.
Fraserville, 15th February, 1898. 810
[First published, 19th February, 1898.]

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
District of Montreal.

Montreal, to wit : } **LA MAISON DE L'IMMAGULEE CONCEPTION DE MONTREAL**, a body politic and corporate, having its principal establishment in the village of Lorimier, said district, Plaintiff ; against the lands and tenements of DAME EMELIE MEUNIER DIT LAGASSE, of the parish of Sault aux Recollets, said district, widow of the late Joachim Marcotte, in his lifetime hotel-keeper, of the same place, Defendant.

Two lots of land situate in Hochelaga ward, of the city of Montreal—with the buildings thereon erect-

gées ; bornés en front par la rue Darling, connus et désignés sur le plan et au livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, sous les numéros soixante et trois et soixante et quatre de la subdivision du lot originaire numéro trente et un, les dits deux lots étant contigus et ne formant qu'une seule et même exploitation.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATORZIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. R. THIBAudeau, Sheriff.
Bureau du Shérif, Montréal, 8 mars 1898. 1119
[Première publication, 12 mars 1898.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District de Montreal.

Montréal, à savoir : } HENRI CESAIRE SAINT-PIERRE, conseil de la Reine, ERNEST PELISSIER, CHARLES AVILA WILSON, tous trois avocats de la cité et du district de Montréal, et y pratiquant comme tels ensemble en société sous la raison de Saint-Pierre, Pelissier & Wilson, Demandeurs ; contre les terres et tenements de PAUL GOUGEON de la ville de Saint-Louis, dans le district de Montréal, Défendeur.

Un terrain situé en la ville de Saint-Louis, comté d'Hochelaga, district de Montréal ; borné en front par la rue Boulevard—avec les bâtisses y érigées, le dit terrain composé de deux lots, connus et désignés sur le plan et au livre de renvoi officiels du village incorporé de la côte Saint-Louis, sous le numéro cinq de la subdivision du lot originaire numéro cent trente-quatre et sous le numéro soixante et sept de la subdivision du lot originaire numéro cent trente-sept.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATORZIEME jour d'AVRIL prochain, à DEUX heures de l'après-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. R. THIBAudeau, Sheriff.
Bureau du Shérif, Montréal, 8 mars 1898. 1113
[Première publication, 12 mars 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } EMILE GALIBERT ET WILLIAM JOHN PRICE, tous deux des cité et district de Montréal, faisant ci-devant affaires sous les nom et raison de The Montreal Wool & Sheepskin Company, Demandeurs ; contre les terres et tenements de DOLPHIS COURVILLE, manufacturier, et Dame Mathilde Gravel, épouse séparée des biens de Eusèbe Huboux dit Delongchamps, commerçant, tous de Montréal, faisant ci-devant affaires comme manufacturiers et associés sous les nom et raison de Courville & Delongchamps, et le dit Eusèbe Huboux dit Delongchamps afin d'autoriser sa dite épouse, Défendeurs.

Saisis comme appartenant au défendeur Dolphis Courville, les immeubles du dit Dolphis Courville, ci-après décrits :

Six lots de terre situés dans la paroisse du Sault-aux-Recollets, comté d'Hochelaga, district de Montréal, connus et désignés sur le plan et au livre de renvoi officiels de la dite paroisse du Sault-aux-Recollets, sous les numéros deux cent huit, deux cent neuf, deux cent vingt et un, deux cent vingt-deux, deux cent vingt-trois, deux cent vingt-quatre (208, 209, 221, 222, 223, 224), de la subdivision du lot originaire deux cent quatre-vingt-onze (291)—sans bâtisses ; tous ces dits lots sont bornés en front par une rue projetée, connue et désignée sur les dits plan et livre de renvoi officiels sous le numéro deux cent trente-cinq (235), de la subdivision du dit lot originaire deux cent quatre-vingt-onze (291).

ed ; bounded in front by Darling street, known and designated on the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga as numbers sixty-three and sixty-four of the subdivision of the original lot number thirty-one, said two lots being contiguous and forming only one and the same plot of ground.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTEENTH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

J. R. THIBAudeau, Sheriff.
Sheriff's Office, Montréal, 8th March, 1898. 1120
[First published, 12th March, 1898.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } HENRI CESAIRE SAINT-PIERRE, Queen's Counsel, ERNEST PELISSIER, CHARLES AVILA WILSON, all three advocates, of the city and district of Montreal, and practising there as such together, under the style and firm of Saint Pierre, Pelissier & Wilson, Plaintiffs ; against the lands and tenements of PAUL GOUGEON, of the town of Saint Louis, in the district of Montreal, Defendant.

A lot situate in the town of Saint Louis, county of Hochelaga, district of Montreal ; bounded in front by Boulevard street — with the buildings thereon erected ; said lot made up of two lots of lands known and designated on the official plan and book of reference of the incorporated village of la Côte Saint Louis, as number five of the subdivision of the original lot number one hundred and thirty four and as number seventy seven of the subdivision of the original lot number one hundred and thirty seven.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTEENTH day of APRIL next, at TWO of the clock in the afternoon. Said writ returnable according to law.

J. R. THIBAudeau, Sheriff.
Sheriff's Office, Montréal, 8th March, 1898. 1114
[First published, 12th March, 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court—District of Montréal.

Montreal, to wit : } EMILE GALIBERT AND WILLIAM JOHN PRICE, both of the city and district of Montreal, heretofore carrying on business there under the name and style of The Montreal Wool and Sheepskin Company, Plaintiffs ; against the lands and tenements of DOLPHIS COURVILLE, manufacturer, and Dame Mathilde Gravel, wife separate as to property of Eusèbe Huboux dit Delongchamps, trader, all of Montreal, heretofore doing business as manufacturers and copartners, under the firm name of Courville and Delongchamps, and the said Eusèbe Huboux dit Delongchamps to authorized his said wife, Defendants.

Seized as belonging to the defendant Dolphis Courville, the immovables of the said Dolphis Courville, hereinafter described :

Six lots of lands situate in the parish of Sault-aux-Recollets, county of Hochelaga, district of Montreal, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Sault-aux-Recollets, as numbers two hundred and eight, two hundred and nine, two hundred and twenty one, two hundred and twenty two, two hundred and twenty three, two hundred and twenty four (208, 209, 221, 222, 223, 224), of the subdivision of the original lot two hundred and ninety one (291) — without buildings ; all these said lots are bounded in front by a projected street, known and designated on the said official plan and book of reference as number two hundred and thirty five (235), of the subdivision of the said original lot two hundred and ninety one (291).

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le QUINZIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. R. THIBAudeau, Shérif.
Bureau du Shérif, Montréal, 8 mars 1898. 1117
[Première publication, 12 mars 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **DAME MARIE-LOUISE**
No 1878. } **CASTONGUAY**, épouse
séparée de biens de Joseph Brosseau, de la cité et du district de Montréal, marchande publique, faisant affaires seule comme marchande de bois, sous les nom et raison de Joseph Brosseau, dûment autorisée par son dit époux et le dit Joseph Brosseau pour autoriser sa dite épouse. Demandeurs ; contre les terres et tenements de J. F. CAMPBELL, de la cité et du district de Montréal, Défendeur.

Un lot de terre sis et situé dans la cité de Montréal, connu et désigné au plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, sous le numéro trois mille trente-cinq (3035), étant de figure irrégulière et triangulaire ayant quarante-trois pieds dans la ligne sud-est et cent cinq pieds dans la ligne nord-ouest, contenant deux mille deux cent cinquante-sept pieds en superficie, plus ou moins, sans garantie de mesure précise ; borné au sud-est par la rue Centre, au sud-ouest par le numéro trois mille trente-six (3036), au nord-est par la ligne limitative de la cité et aboutissant à un poteau, au nord-ouest faisant front sur la rue Centre—avec une maison et une allonge et toutes les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATORZIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. R. THIBAudeau, Shérif.
Bureau du Shérif, Montréal, 8 mars 1898. 1115
[Première publication, 12 mars 1898.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **JAMES MOORE**, des cité
No 1884. } et district de Montréal,
gentilhomme, Demandeur ; contre les terres et tenements de JOHN W. DUGDALE et le Révérend WILLIAM J. SHAW, tous deux des cité et district de Montréal, en leur qualité d'exécuteurs testamentaires de feu John Joseph Dugdale, en son vivant du même lieu, médecins, Défendeurs.

Saisi comme appartenant aux dits défendeurs à-égalité, l'immeuble suivant, savoir :

Ce lot de terre situé dans la ville de Westmount, comté d'Hochelaga, dans le district de Montréal, de forme irrégulière, contenant vingt-six mille sept cent vingt pieds en superficie, mesure anglaise avec dix maisons ayant le front en pierre sus-érigées, et formant partie d'un lot de terre connu et désigné sous le numéro quatorze cent quinze des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, la dite partie de terre mesurant deux cent cinquante et un pieds quatre pouces de largeur ; en front et bornée en front vers le nord-ouest par la rue Sainte-Catherine, en arrière vers le sud-est par une ruelle connue et désignée comme subdivision trois du dit lot numéro quatorze cent quinze, d'un côté vers le sud ouest par une partie non subdivisée du dit lot numéro quatorze cent quinze, et de l'autre côté vers le nord-est par la subdivision numéro deux et partie de la subdivision numéro trois du dit lot numéro quatorze cent quinze, avec le droit de passage dans la dite ruelle en arrière.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of APRIL next, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

J. R. THIBAudeau, Sheriff.
Sheriff's Office, Montréal, 8th March, 1898. 1118
[First published, 12th March, 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } **DAME MARIE LOUISE**
No. 1878. } **CASTONGUAY**, wife
separated as to property of Joseph Brosseau, of the city and district of Montreal, public trader, carrying on business alone as a lumber merchant, under the style and firm of Joseph Brosseau, duly authorized by her said husband and the said Joseph Brosseau to authorize his said wife, Plaintiff's ; against the lands and tenements of J. F. CAMPBELL, of the city and district of Montreal, Defendant.

A lot of land situate and being in the city of Montreal, known and designated on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, as number three thousand and thirty-five (3035), being of irregular and triangular shape, containing forty-three feet on the south east alignment and one hundred and five feet on the north west alignment, containing two thousand two hundred and fifty-seven feet in area, more or less, without warranty of precise measurement ; bounded on the south east by Centre street, on the south west by number three thousand and thirty-six, (3036), on the north east by the boundary line of the city, and ending at a post in the north west fronting on Centre street—with a house and extension and all the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTEENTH day of APRIL next, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

J. R. THIBAudeau, Sheriff.
Sheriff's Office, Montréal, 8th March, 1898. 1116
[First published, 12th March, 1898.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } **JAMES MOORE**, of the city
No. 1884. } and district of Montreal,
gentleman, Plaintiff ; against the lands and tenements of JOHN W. DUGDALE and the Reverend WILLIAM J. SHAW, both of the city and district of Montreal, in their quality of testamentary executors under the last will of the late John Joseph Dugdale, in his lifetime of the same place, physician, Defendants.

Seized as belonging to the said defendants à-égalité, the following immovable, to wit :

That certain lot of land situate in the town of Westmount, county of Hochelaga, in the district of Montreal, of irregular figure, containing twenty-six thousand seven hundred and twenty feet in superficies, english measure—with ten stone front tenements thereon erected, and forming part of a lot of land known and designated by the number fourteen hundred and fifteen on the official plan and in the book of reference of the municipality of the parish of Montreal, said portion of land measuring two hundred and fifty-one feet four inches in width in front ; and bounded in front towards the north west by Sainte Catherine street, in the rear towards the south east by a lane known and designated as subdivision three of said lot number fourteen hundred and fifteen, on one side toward the south west by an unsubdivided portion of said lot number fourteen hundred and fifteen, and on the other side towards the north east by subdivision number two and part of subdivision number three of said lot number fourteen hundred and fifteen, with the right of ingress and egress by said lane in rear.

To be sold at my office, in the city of Montreal,

de Montréal, le QUATORZIEME jour d'AVRIL prochain, à TROIS heures de l'après-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 9 mars 1898. 1157
[Première publication, 12 mars 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } ALEXANDER WALKER,
No 2050. } A des cité et district de
Montréal, marchand, Demandeur ; contre les terres
et tenements de DAMASE BAIGNET, des cité et
district de Montréal, Défendeur.

Saisis comme appartenant au dit défendeur, les
immeubles ci-après décrits, savoir :

Ce lot de terre situé dans la cité de Saint-Henri,
dans le district de Montréal, faisant front sur la rue
Saint-Jacques, et étant de forme irrégulière et com-
posé des parties de lots suivantes, à savoir :

1° Une partie du lot de subdivision vingt-cinq
sur le plan officiel du lot trois cent quatre-vingt-
cinq de la municipalité de la paroisse de Montréal
(385-25), la dite partie ayant une largeur de vingt-
cinq pieds (25 p.) sur la rue Saint-Jacques sur une
profondeur de soixante et dix sept pieds (77 p.)

2° Une partie du lot de subdivision vingt-quatre
du dit lot trois cent quatre-vingt-cinq (385-24), la
dite partie étant une lisière de terre de deux pieds
(2 p.) de largeur sur soixante et dix-sept pieds
(77 p.) de profondeur, joignant la dite partie du lot
de subdivision vingt-cinq, ci-dessus décrite, sur le
côté ouest.

3° Une autre partie du dit lot de subdivision
vingt-quatre (24), joignant la dite lisière de terre
en deuxième li u décrite, de dix pieds (10 p.) de
largeur et s'étendant de la ligne en arrière des deux
parties des lots ci-dessus décrits, environ quarante
pieds (40 p.) vers le front de la dite propriété sur la
rue Saint-Jacques, et sur laquelle est érigée une galerie
et un escalier pour le service de la bâtisse érigée
sur les deux morceaux de terre en premier lieu dé-
crits, le dit lot ainsi composé étant borné comme
suit : en front par la rue Saint-Jacques, en arrière
par les parties restantes des lots de subdivision
vingt-quatre et vingt-cinq (24 & 25), d'un côté à
l'est par l'Avenue Green, maintenant Avenue Lau-
rier et de l'autre côté à l'ouest par le résidu de la
dite subdivision du lot vingt-quatre — avec les
bâtisses érigées et tel que maintenant enclos.

Pour être vendus dans mon bureau, dans la cité
de Montréal, le VINGT-CINQUIEME jour de
MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,
Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 17 février 1898. 823-2
[Première publication, 19 Février 1898.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } UBALDE GARAND ET
No. 366. } TANCREDE D. TER-
ROUX, tous deux banquiers, de la cité et du dis-
trict de Montréal, et y faisant affaires comme tels
en société, sous les nom et raison de Garand, Ter-
roux & Cie., Demandeurs ; contre les terres et tene-
ments de A. L. DORÉ, de la municipalité de Saint-
Pierre aux Liens, district de Montréal, Défendeur
dans une cause dans laquelle Samuel Bélanger et
Paul Neveu, tous deux de la ville de Lachine, dit
district, et ayant ci-devant fait affaires ensemble en
société, comme marchands épiciers en la dite ville
de Lachine, sous les nom et raison de Bélanger &
Neveu, sont aussi défendeurs.

Saisi comme appartenant au dit A. L. Doré, l'un
des dits défendeurs, l'immeuble suivant, savoir :

Un lot de terre ou emplacement sis et situé en la
municipalité de Saint-Pierre aux Liens, de la con-
tenance de soixante pieds de front par quatre-
vingt-dix pieds de profondeur, mesure anglaise,
plus ou moins, connu et désigné comme étant le

on the FOURTEENTH day of APRIL next, at
THREE o'clock in the afternoon. The said writ
returnable according to law.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.
Montreal, 9th March, 1898. 1158
[First published, 12th March, 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } ALEXANDER WALKER,
No. 2050. } A of the city and district
of Montreal, merchant, Plaintiff ; against the lands
and tenements of DAMASE BAIGNET, of the city
and district of Montreal, Defendant.

Seized as belonging to the said defendant, the
immoveable properties, described as follows, to wit :

That certain lot of land situate in the city of
Saint Henry, in the district of Montreal, fronting
on Saint James street, and being of irregular figure
and made up of the following portions of lots, to
wit :

1. A portion of subdivision lot twenty-five on
the official plan of lot three hundred and eighty-five
of the municipality of the parish of Montreal (385-
25), said portion of a width of twenty-five feet
(25 ft) on Saint James street, by a depth of seventy
seven feet (77 ft).

2. A portion of subdivision lot twenty-four of
said lot three hundred and eighty-five (385-24), said
portion being a strip of land of two feet (2 ft) in
width, by seventy-seven feet (77 ft) in depth,
adjoining said portion of subdivision lot twenty-
five above described, on the westerly side.

3. Another portion of said subdivision lot twenty
four (24), adjoining the said strip of land secondly
described, ten feet (10 ft) in width and extending
from the rear line of the two portions of lots above
described, about forty feet (40 ft) towards the
Saint James street frontage of the said property,
and on which is erected a gallery and staircase for
the service of the building erected on the two first
described pieces of land, the said lot so composed
being bounded as follows : in front by Saint James
street, in rear by the remaining portions of sub-
division lots twenty four and twenty five (24 and
25), on one side to the east by Green Avenue, now
Laurier Avenue, and on the other side to the west
by the remainder of said subdivision of lot twenty
four—with the buildings thereon erected and as
presently inclosed.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the TWENTY FIFTH day of MARCH next, at
TEN of the clock in the forenoon

J. R. THIBAudeau,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 17th February, 1898. 824
[First published, 19th February, 1898.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } UBALDE GARAND AND
No. 366. } TANCREDE D. TER-
ROUX, both bankers, of the city and district of
Montreal, and there carrying on business as such in
partnership, under the style and firm of Garand,
Terroux & Co., Plaintiffs ; against the lands and
tenements of A. L. DORÉ, of the municipality of
Saint Pierre aux Liens, district of Montreal, De-
fendant, in a suit in which Samuel Bélanger and
Paul Neveu, both of the town of Lachine, said
district, and having formerly carried on business
together in partnership, as merchant grocers in the
said town of Lachine, under the style and firm of
Bélanger & Neveu, are also defendants.

Seized as belonging to the said A. L. Doré, one
of the said defendants, the following immovable,
to wit :

A lot of land or emplacement situate and being
in the municipality of Saint Pierre aux Liens, con-
taining sixty feet in front by ninety feet in depth,
english measure, more or less, known and design-
ated as being number eighteen (18), of the official

numéro dix-huit (18), de la subdivision officielle de le lot numéro cent vingt-six (126), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, dans le comté d'Hochelega, faisant front au chemin du Roi, conduisant de Montréal à Lachine, communément appelé "Upper Lachine Road"—avec bâtisses dessus érigées.

A dist'aire toutefois du susdit terrain ou emplacement, comme appartenant à Stanislas Zachezenski, par jugement en date du 28 février 1898.

La partie sud ouest du dit lot de terre connu sous le numéro dix-huit de la subdivision officielle du numéro 126 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, en la paroisse de Notre-Dame de Grâce, contenant, la dite partie du lot, trente pieds de large sur une profondeur de quatre-vingt-dix pieds, mesure anglaise; borné, la dite partie du lot, en front par le chemin de la Côte Saint-Pierre, d'un côté au sud-ouest par le lot de terre numéro dix-sept de la dite subdivision du numéro 126, de l'autre côté au nord-est par le résidu du dit lot présentement vendu, en arrière par le lot numéro dix-neuf de la dite subdivision du numéro 126—avec une maison y érigée.

Avis est par le présent donné que la vente de l'immeuble saisi dans la présente cause, qui devait avoir lieu le vingt-cinquième jour de février dernier 1898, aura lieu en mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-QUATRIÈME jour de MARS courant, à TROIS heures de l'après-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Montréal, 2 mars 1898. Shérif, 989-2
[Première publication, 5 mars 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir: { WILLIAM HENRY No. 1909. } TAPLEY ET WILLIAM ROBERT DARLING, tous deux agents financiers, de la cité de Montréal, y faisant affaires comme tels en société, sous le nom et raison de Tapley & Darling, Demandeurs; contre les terres et tenements de D. MCINNES, des cité et district de Montréal, Défendeur.

Saisi comme appartenant au dit défendeur, l'immeuble du dit défendeur ci après mentionné, savoir:

Un lot de terre situé dans le quartier Saint-Antoine, de la cité de Montréal, formant le coin nord des rues Dominion et Quesnel, et étant la partie sud-ouest du lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Antoine, sous le numéro vingt de la subdivision du lot original numéro quatre-vingt-six, contenant trente-quatre pieds de largeur sur soixante pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins; borné en front au sud-ouest par la rue Dominion, en arrière au nord-est par le résidu du dit lot numéro vingt, d'un côté au sud-est par la rue Quesnel, et de l'autre côté par le lot numéro dix-neuf de la subdivision du dit lot original numéro quatre-vingt-six—avec une maison en bois à un étage, lambrissée en brique, sus-érigée, et avec cette partie de la remise maintenant construite sur la partie en arrière du dit lot numéro vingt, et dans sa ligne nord-ouest, avec la réserve, en faveur de François-Xavier Charbonneau ou représentants, du droit de mitoyenneté, sans aucune indemnité quelconque, dans le mur et pignon nord-ouest des bâtisses érigées sur le dit lot de terre et dans la clôture dans la ligne divisant le dit lot du dit lot numéro dix-neuf.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-QUATRIÈME jour de MARS prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Montréal, 15 février 1898. Shérif, 751-2
[Première publication, 19 février 1898.]

subdivision of lot number one hundred and twenty-six (126), of the official plan and book of reference of the parish of Montreal, in the county of Hochelega, fronting on the King's highway, leading from Montreal to Lachine, commonly called Upper Lachine Road—with buildings thereon erected.

Reserving, however, from the said lot of land, as belonging to Stanislas Zachezenski, by judgment dated the 28th of February, 1898.

The south west part of the said lot of land known as number eighteen of the official subdivision of lot number 126 of the official plan and book of reference of the parish of Montreal, in the parish of Notre Dame de Grace, said part of lot containing thirty feet in width by a depth of ninety feet, english measure; said part of lot bounded in front by the road of the Cote Saint Pierre, on one side to the south west by lot of land number seventeen of the said subdivision of number 126, on the other side to the north east by the residue of the said lot now sold, in rear by lot number nineteen of the said subdivision of the number 126—with a house thereon erected.

Notice is hereby given that the sale of the immovable seized in the present cause, which should have taken place on the twenty-fifth day of February last, 1898, will take place at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-FOURTH day of MARCH instant, at THREE of the clock in the afternoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Montreal, 2nd March, 1898. Sheriff, 990
[First published, 5th March, 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit: { WILLIAM HENRY No. 1909. } TAPLEY AND WILLIAM ROBERT DARLING, both financial agents, of the city of Montreal, and there doing business as such together in partnership under the name and style of Tapley & Darling, Plaintiffs; against the lands and tenements of D. MCINNES, of the city and district of Montreal, Defendant.

Seized as belonging to the said defendant, the immovable of the said defendant hereinafter mentioned, to wit:

A lot of land situate in the Saint Antoine ward, of the city of Montreal, forming the north corner of Dominion and Quesnel streets, and being the south west portion of the lot known and designated on the official plan and book of reference of the said Saint Antoine ward, under number twenty of the subdivision of lot original number eighty-six, containing thirty-four feet in width by sixty feet in depth, english measure, more or less; bounded in front to the south west by Dominion street, in rear to the north east by the rest or remainder of said lot number twenty, on one side to the south east by Quesnel street, and on the other side by lot number nineteen of the subdivision of said lot original number eighty-six—with a one story wooden house, encased with brick, thereon erected, and with that part or portion of the shed now built on the rear part of the said lot number twenty, and in its north west line with reserves, for François Xavier Charbonneau or representatives, the right of mitoyenneté, without any indemnity whatsoever, in the north west gable and wall of the buildings erected on the said lot of land and in the fence in the line dividing the said lot from the said lot number nineteen.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FOURTH day of MARCH next, at TWO o'clock in the afternoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Montreal, 15th February, 1898. Sheriff, 752
[First published, 19th February, 1898.]

FIERI FACIAS DE BONNIS ET DE TERRIS.

District of Montreal.

Montréal, à savoir : } **FREDERICK RENAUD,**
No. 442. } **J.** des cité et district de
Mont éal, clerk dans les Saints Ordres, Demandeur ;
contre les terres et tenements de **DAME EMELIE**
MEUNIER DIT LAGASSÉ, du village de Ahumt-
sic, de la paroisse du Sault au Recollet, dans le dis-
trict de Montréal, veuve de feu Joachim Marcotte,
en son vivant hôtelier, du même lieu, Défenderesse.

Saisi comme appartenant à la dite défenderesse,
l'immeuble ci-après mentionné, savoir :

Ce lot de terre formant le coin sud-est de la rue
Mackay et de l'avenue Kinkora, dans la cité de
Montréal—avec les bâtisses sus-érigées, connu et
désigné comme subdivision numéro deux, du lot
original numéro quinze cent soixante et sept, des
plan et livre de renvoi officiels pour le quartier
Saint-Antoine, contenant vingt pieds neuf pouces
de largeur en front, vingt et un pieds neuf pouces
en arrière, sur quatre-vingts pieds de profondeur,
mesure anglaise, plus ou moins ; dans la dite me-
sure se trouve comprise la ruelle en arrière, dans
laquelle les propriétaires des subdivisions voisines
numéros trois, quatre et cinq, du dit lot original
numéro quinze cent soixante et sept, ont droit de
passage.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité
de Montréal, le VINGT-QUATRIÈME jour de
MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif. Shérif.
Montréal, 15 février 1898. 749-2
[Première publication, 19 février 1898.]

FIERI FACIAS DE BONNIS ET DE TERRIS.

District de Montreal.

Montréal, à savoir : } **GUSTAVE LAMOTHE,**
No 2294. } **AUGUSTIN TRUDEL,**
& **PIERRE TRUDEL**, tous trois avocats, de la
cité et du district de Montréal, y exerçant leur pro-
fession sous la raison de Lamothe, Trudel & Trudel,
avocats distrayants, Demandeurs ; contre les terres
et tenements de **JEAN-BAPTISTE L. PRÉ-**
COURT, entrepreneur menuisier, de la cité et du
district de Montréal (demandeur), intimé en cour
du banc de la Reine (en appel), dans une certaine
cause où Albert Desloges, négociant, de Paris, en
France, était appelant en cour du banc de la Reine,
(en appel), (défendeur en cour supérieure). Le
dit Jean-Baptiste L. Précourt, intimé en cour du
banc de la Reine (en appel), (demandeur en cour
supérieure), Charles Desmarteau, comptable, de la
dite cité de Montréal, en sa qualité de curateur aux
biens délaissés par le dit J. B. L. Précourt, intimé
par reprise d'instance (demandeur en garantie) et
Alexandre Desmarteau, comptable, de la dite cité de
Montréal, en sa qualité de curateur aux biens
délaissés par le dit J. B. L. Précourt, d'abord
nommé en remplacement du dit Charles Desmar-
teau, décédé (intimé par reprise d'instance).

Saisi comme appartenant au dit Jean-Baptiste L.
Précourt, le dit demandeur en première instance et
intimé en cour d'appel, l'immeuble ci-après décrit
en la possession du dit Alexandre Desmarteau, cura-
teur, comme suit, savoir :

Un lot de terre sis et situé en la cité de Montréal,
connu et désigné sous le numéro douze de la subdivi-
sion officielle du lot de terre connu sous le
numéro mille deux cent vingt-trois (1223-12), au
plan et dans le livre de renvoi officiels du quartier
Sainte-Marie, de la cité de Montréal ; le dit lot de
terre contenant vingt-quatre pieds de front sur
quatre-vingt-quatre pieds de profondeur, mesure
anglaise, tenant en front à l'avenue DeLorimier—
avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de

FIERI FACIAS DE BONNIS ET DE TERRIS.

District of Montreal.

Montréal, to wit : } **FREDERICK RENAUD,**
No. 442. } **J.** of the city and district of
Montreal, clerk in holy orders, Plaintiff ; against
the lands and tenements of **DAME EMELIE**
MEUNIER DIT LAGASSÉ, of the village of Ahumt-
sic, of the parish of Sault aux Recollets, in the dis-
trict of Montreal, widow of the late Joachim Mar-
cotte, in his lifetime hotel keeper, of the same place,
Defendant.

Seized as belonging to the said defendant, the
immovable hereinafter mentioned, to wit :

That certain lot of lands forming the south east
corner of Mackay street and Kinkora Avenue, in
the city of Montreal—with the buildings thereon
erected, and known and designated as subdivision
number two of lot original number fifteen hundred
and sixty seven, on the official plan and in the book
of reference of the Saint Antoine ward, contain-
ing twenty feet nine inches in width in front,
twenty-one feet nine inches in rear, by eighty feet
in depth, english measure, more or less ; in said
measurement is included the lane in rear over which
the owners of the adjoining subdivisions numbers
three, four and five, of said lot original number
fifteen hundred and sixty seven, have right of way.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the TWENTY-FOURTH day of MARCH next,
at TEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 15th February, 1898. 750
[First published, 19th February, 1898.]

FIERI FACIAS DE BONNIS ET DE TERRIS.

District of Montreal.

Montréal, to wit : } **GUSTAVE LAMOTHE,**
No. 2294. } **AUGUSTIN TRUDEL**
& **PIERRE TRUDEL**, all three advocates, of the
city and district of Montreal, and there practising
their profession under the style and firm of Lamo-
the, Trudel & Trudel, advocates distracting, Plain-
tiffs ; against the lands and tenements of **JEAN**
BAPTISTE L. PRÉCOURT, contractor and joiner,
of the city and district of Montreal (plaintiff),
respondent in the court of Queen's bench (appeal
side), in a suit wherein Albert Desloges, trader,
of Paris, in France, was appelland in the court of Queen's
bench (appeal side), (defendant in the superior
court). The said Jean Baptiste L. Précourt, respond-
ent in the court of Queen's bench (appeal side),
(plaintiff in the superior court), Charles Desmar-
teau, accountant, of the said city of Montreal, in
his quality of curator to the property abandoned by
the said J. B. L. Précourt, respondent by contin-
uance of suit (plaintiff in warranty), and Alexandre
Desmarteau, accountant, of the said city of Mont-
real, in his quality of curator to the property aban-
doned by the said J. B. L. Précourt, duly appoint-
ed in the place and stead of the said Charles Des-
marteau, deceased (respondent in continuance of
suit).

Seized as belonging to the said Jean Baptiste L.
Précourt, the said plaintiff in the original suit and
respondent in the court on appeal, the immovable
hereinafter described, in the possession of the said
Alexandre Desmarteau, curator, as follows, to wit :

A lot of land situate and being in the city of
Montreal, known and designated as number twelve
of the official subdivision of the lot of land known
as number one thousand two hundred and twenty-
three (1223-12), on the official plan and book of
reference of Sainte Mary's ward, of the city of
Montreal ; said lot of land containing twenty-four
feet in front by eighty-four feet in depth, english
measure ; bounded in front by Delorimier Avenue
—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal,

Montréal, le VINGT-QUATRIÈME jour de MARS prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAUDEAU, Shérif.
Bureau du Shérif, 753-2
Montréal, 15 février 1898.
[Première publication, 19 février 1898.]

Ventes par le Shérif—Ottawa

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District d'Ottawa.

Ottawa, à savoir : } **CYRUS KELLAR**, du canton No. 388. } de Low, district d'Ottawa, mineur, Demandeur; contre les biens et effets, terres et tenements de **JOHN L. ARMITAGE**, de la cité de Newark, dans l'état de New Jersey, un des États-Unis d'Amérique, un des défendeurs en cette cause, à savoir :

1° Tous les droits de mines dans, sur ou appartenant à ce morceau de terre contenant cent acres, étant le front ou partie ouest du lot numéro quarante-deux, dans le premier rang du canton de Denholm, dans le district d'Ottawa; borné en front à l'ouest par la rivière Gatineau, en arrière par le résidu du dit lot numéro quarante-deux, du côté nord par partie du lot numéro quarante et un, et du côté sud par partie du lot numéro quarante-trois, tous deux dans le même rang.

2° Les bâtisses et améliorations sur le lot numéro quarante et un, dans le premier rang du canton de Denholm, district d'Ottawa, consistant en une maison, un moulin à scie et moulin à broyer, avec les machines et appareils des dits moulins ou y appartenant, sujets aux privilèges et droits de la "Chaudière Machine and Foundry Company" (en commandite), de la cité d'Ottawa, dans et sur les dites machines et appareils.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement, dans la cité de Hull, le DOUZIÈME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures et DEMIE de l'avant-midi.

COUTLEE & WRIGHT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Hull, 8 mars 1898. 1189
[Première publication, 12 mars 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit—District d'Ottawa.

Ottawa, à savoir : } **THE WATERFORD MANUFACTURING COMPANY**, (en commandite) de Waterford, dans la province d'Ontario, compagnie constituée en corporation et corps politique, dûment incorporée, ayant sa principale place d'affaires à Waterford susdit, Demanderesse; contre les terres et tenements de **JOHN MAHONEY**, du canton de Lowe, dans le district d'Ottawa, cultivateur, Défendeur, à savoir :

Un lot de terre connu et désigné comme lots numéros dix-neuf (19) et vingt (20), dans le huitième rang du canton de Lowe, suivant les plan et livre de renvoi officiels du dit canton, dans le district d'Ottawa—avec une maison, grange et autres bâtisses sus-érigées. La dite propriété est sujette à une rente viagère de support en faveur de James Mahoney, suivant acte passé devant N. Tétréau, notaire public, le quatrième jour d'octobre 1892.

Pour être vendue au bureau d'enregistrement, dans la cité de Hull, le DOUZIÈME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

COUTLEE & WRIGHT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Hull, 8 mars 1898. 1191
[Première publication, 12 mars 1898.]

on the TWENTY-FOURTH day of MARCH next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU, Sheriff.
Sheriff's Office, 754
Montreal, 15th February, 1898.
[First published, 19th February, 1898.]

Sheriff's Sales—Ottawa

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Ottawa.

Ottawa, to wit : } **CYRUS KELLAR**, of the town- No. 388. } ship of Low, district of Ottawa, miner, Plaintiff; against the goods and chattels, lands and tenements of **JOHN L. ARMITAGE**, of the city of Newark, in the state of New Jersey, one of the United States of America, one of the defendants in this cause, to wit :

1. All and every the mining rights, in, to, upon or pertaining to that certain piece of land containing one hundred acres, being the front or west part of lot number forty-two, in the first range of the township of Denholm, in the district of Ottawa; being bounded in front to the west by the river Gatineau, in the rear by the remainder of said lot number forty-two, on the north side by part of lot number forty-one, and on the south side by part of lot number forty-three, both in the same range.

2. The buildings and improvements in lot number forty-one, in the first range of the township of Denholm, district of Ottawa, consisting of a dwelling house, saw mill and crushing mill, with the machinery and plant in said mills or pertaining thereto, subject to privileges and rights of the "Chaudière Machine and Foundry Company", (limited), of the city of Ottawa, in and upon such machinery and plant.

To be sold at the registry office, in the city of Hull, on the TWELTH day of APRIL next, at HALF-PAST TEN o'clock in the forenoon.

COUTLEE & WRIGHT.

Sheriff's Office, Sheriff.
Hull, 8th March, 1898, 1190
[First published, 12th March, 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court—District of Ottawa.

Ottawa, to wit : } **THE WATERFORD MANUFACTURING COMPANY**, (limited), of Waterford, in the province of Ontario, a body corporate and politic duly incorporate, having its chief place of business at Waterford aforesaid, Plaintiff; against the lands and tenements of **JOHN MAHONEY**, of the township of Lowe, in the district of Ottawa, farmer, Defendant, to wit :

A block of land known and designated as lots numbers nineteen (19) and twenty (20), in the eighth range of the township of Lowe, according to the official plan and book of reference of the said township, in the district of Ottawa—with a house, barn and other buildings thereon erected. The said property is subject to a life rent of support in favor of James Mahoney as per deed passed before N. Tétréau, notary public, on the fourth of October, 1892.

To be sold at the registry office, in the city of Hull, on the TWELTH day of APRIL next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

COUTLEE & WRIGHT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Hull, 8th March, 1898. 1192
[First published, 12th March, 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit—District d'Ottawa.

Ottawa, à savoir : } **F**REDERICK HALES, du
No 2534. } canton de Templeton, dans
le district d'Ottawa, journalier, demandeur ; contre
les terres et tenements de **FREDERICK R. WHITE**, de Lynn, dans l'Etat de Massachusetts,
un des États-Unis d'Amérique, Défendeur, à savoir :
Les droits et privilèges de mines dans, sur et
appartenant au lot numéro quatorze A, dans le
deuxième rang du canton de Templeton, district
d'Ottawa, suivant les plan et livre de renvoi officiels
pour le dit canton, le dit lot contenant environ
cent acres.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement,
dans la cité de Hull, le **DOUZIÈME** jour d'AVRIL
prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

COUPLÉE & WRIGHT.

Bureau du Shérif, Shérif.
Hull, 8 mars 1898. 1187
[Première publication, 12 mars 1898.]

Ventes par le Shérif—Pontiac

A VIS PUBLIC est par le présent donné que
les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mention-
nés ont été saisis et seront vendus aux temps et
lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Canada, } **D**AME JULIA AGNES
Province de Québec, } **PERRAULT ET VIR.**
District de Pontiac. } Demandeurs ; vs. **ALFRED**
No. 11. } **MOUSSEAU**, Défendeur ;
et William H. Mousseau *et al.*, requérants en nullité
de décret, et Henri Mousseau, adjudicataire, et le
dit adjudicataire et les dits demandeurs contestants
et C. J. Brooke, procureur des demandeurs, deman-
deur par distraction de frais.

Saisies comme appartenant à William H. Mous-
seau, un des dits requérants.

1° La moitié sud-est du lot numéro deux, dans le
septième rang du canton de Bristol, contenant cent
acres, plus ou moins—avec les bâtisses sus-érigées.

2° La moitié sud-ouest du lot numéro trois, dans
le huitième rang du canton Bristol, contenant cent
acres, plus ou moins.

Pour être vendues dans mon bureau, dans le
village de Bryson, le **TREIZIÈME** jour d'AVRIL
1898, à **DIX** heures de l'avant-midi.

S. McNALLY,

Bureau du Shérif, Shérif.
Bryson, 7 mars 1898. 1161
[Première publication, 12 mars 1898.]

Ventes par le Sherif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que
les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mention-
nés ont été saisis et seront vendus aux temps et
lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **D**ANS une cause où **JEAN**-
No 1125. } **BAPTISTE BOLDUC**, de
la paroisse de Beauport, écuyer, médecin, est De-
mandeur ; contre **MARIE MATHIEU**, veuve de
Siméon Huot, de la paroisse de L'Ange-Gardien,
comté de Montmorency, Défendeur, et **PIERRE**
MATHIEU, du même lieu, cultivateur, adjudica-
taire.

AVIS est par le présent donné que les immeubles
vendus en la présente cause, à onze heures du matin,
le onzième jour de février dernier, à la porte de
l'église de la paroisse de l'Ange-Gardien, seront

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court—District of Ottawa.

Ottawa, to wit : } **F**REDERICK HALES, of the
No. 2534. } township of Templeton, in the
district of Ottawa, laborer, Plaintiff ; against the
lands and tenements of **FREDERICK R. WHITE**,
of Lynn, in the state of Massachusetts, one of the
United States of America, Defendant, to wit :

The mining rights and privileges, in, upon and
pertaining to lot number fourteen A, in the second
range of the township of Templeton, district of
Ottawa, according to the official plan and book of
reference for said township, the said lot containing
about one hundred acres.

To be sold at the registry office in the city of
Hull, on the **TWELTH** day of **APRIL** next, at
TEN of the clock in the forenoon.

COUPLÉE & WRIGHT,

Sheriff's Office, Shérif.
Hull, 8th March, 1898. 1188
[First published, 12th March, 1898.]

Sheriff's Sales—Pontiac

PUBLIC NOTICE is hereby given that the u-
dermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** ha e
been seized, and will be sold at the respective time
and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Canada, } **D**AME JULIA AGNES
Province of Québec, } **PERRAULT ET VIR.**
District of Pontiac. } Plaintiffs ; vs. **ALFRED**
No. 11. } **MOUSSEAU**, Defendant ;
and William H. Mousseau *et al.*, petitioners *en*
nullité de décret, and Henry Mousseau, *adjudica-*
taire, and the said *adjudicataire* and the said plain-
tiffs contesting, and C. J. Brooke, attorney for
plaintiffs, plaintiff *par distraction de frais*.

As seized upon William H. Mousseau, one of the
said petitioners.

1. The south east half of lot number two, in the
seventh range of the township of Bristol, contain-
ing one hundred acres, more or less—with the
buildings thereon erected.

2. The south west half of lot number three, in the
eighth range of the township of Bristol, containing
one hundred acres, more or less.

To be sold at my office, in the village of Bryson,
on the **THIRTEENTH** day of **APRIL**, 1898, at
TEN o'clock in the forenoon.

S. McNALLY,

Sheriff's Office, Shérif.
Bryson, 7th March, 1898. 1162
[First published, 12th March, 1898.]

Sheriff's Sales—Québec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
dermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have
been seized, and will be sold at the respective time
and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } **I**N a suit in which **JEAN**-
No. 1125 } **BAPTISTE BOLDUC**, of
the parish of Beauport, esquire, physician, is Plain-
tiff ; against **MARIE MATHIEU**, widow of Siméon
Huot, of the parish of L'Ange-Gardien, county of
Montmorency, Défendant, and **PIERRE** **MA-**
THIEU, of the same place, farmer, is purchaser.

Notice is hereby given that the immovables sold
in the present cause, at eleven of the clock in the
forenoon, on the eleventh day of February last, at
the church door of the parish of L'Ange Gardien, will

vendus de nouveau à la folle enchère du dit Pierre Mathieu, le VINGT-HUITIEME jour de MARS courant, à la porte de l'église de L'Ange-Gardien, à ONZE heures du matin. Le dépôt d'une somme de cinquante piastres sera exigé de chaque enchérisseur avant de recevoir son enchère.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 10 mars 1898. 1123
[Première publication, 12 mars 1898.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **A**LFRED DOMBROSKI,
No. 887. } marchand de lard, de la
cité de Québec ; contre ALFRED PARADIS, de
la cité de Québec, en sa qualité d'exécuteur testa-
mentaire de feu William Paradis, en son vivant
courtier, de la cité de Québec, à savoir :

1° La moitié sud du lot No 413 (quatre cent treize), du cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg, comté de Québec, étant une terre située concession sud-ouest du domaine Saint-Pierre, contenant un arpent de largeur sur vingt arpents de profondeur, plus ou moins ; bornée au nord-est par Jean-Baptiste Bédard, au sud-ouest par Charles Bédard, au nord par Victor Paradis, et au sud par une route—avec bâtisses, et aussi droit de passage sur la terre de Victor Paradis.

2° La moitié sud-ouest du lot No 103 (cent trois), du cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg, comté de Québec, étant une terre située Fief d'Orsainville, sixième concession, contenant un arpent de largeur sur vingt et un arpents de profondeur, et de la un quart d'arpent de largeur sur une profondeur de dix-neuf arpents, plus ou moins ; et bornée au sud par un chemin, au nord par la septième concession, au nord-est par Victor Paradis, et au sud-ouest par Thomas Berthiaume—avec part de la grange de Victor Paradis.

3° Le lot No 455 (quatre cent cinquante-cinq), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, situé sur le côté ouest de la rue Tracy—avec bâtisses.

4° La partie est du lot No. 2365 (deux mille trois cent soixante et cinq), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Sauveur, étant un lopin de terre situé en la Banlieue de Québec, à l'endroit appelé "La Petite Rivière Saint-Charles", contenant deux arpents de largeur sur la profondeur qu'il y a depuis le chemin public jusqu'à la Rivière Saint-Charles ; bornée au sud-est par le dit chemin, au nord-ouest par la rivière Saint-Charles, au nord-est par la terre de Thomas Quinn, et au sud-ouest par celle de Robert Ruthman, représentant les héritiers Crawford—avec bâtisses.

5° Le lot No. 396 (trois cent quatre-vingt-seize), du cadastre officiel du quartier Saint-Roch, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur le côté sud de la rue Richardson—avec bâtisses.

6° Le lot No. 1401 (quatorze cent un), du cadastre officiel du quartier Jacques-Cartier, de la cité de Québec, étant un emplacement formant le coin sud-est des rues Saint-Ours et Colomb—avec bâtisses.

Pour être vendus comme suit, savoir : Les lots premièrement et deuxièmement décrits, à la porte de l'église paroissiale de Charlesbourg, le QUINZIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin, et les quatre autres lots à mon bureau, en la cité de Québec, le SEIZIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 10 mars 1898. 1177
[Première publication, 12 mars 1898.]

be sold again, at the resale of the said Pierre Mathieu, on the TWENTY-EIGHTH day of MARCH instant, at the church door of the parish of L'Ange Gardien, at ELEVEN of the clock in the forenoon. The deposit of a sum of fifty dollars will be required from every bidder before receiving his bid.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office, Sheriff.
Québec, 10th March, 1898. 1124
[First published, 12th March, 1898.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } **A**LFRED DOMBROSKI,
No. 887. } pork dealer, of the city of
Québec ; against ALFRED PARADIS, of the city
of Québec, in his quality of testamentary executor
of the late William Paradis, in his lifetime broker,
of the city of Québec, to wit :

1. The south half of lot No. 413 (four hundred and thirteen), of the official cadastre of the parish of Charlesbourg, county of Québec, being a land situate in the south west concession of the Domaine Saint Pierre, containing one arpent in width by twenty arpents in depth, more or less ; bounded on the north east by Jean Baptiste Bédard, on the south west by Charles Bédard, on the north by Victor Paradis, and on the south by a by-road—with buildings, and also right of passage over the land of Victor Paradis.

2. The south west half of lot No. 103 (one hundred and three), of the official cadastre of the parish of Charlesbourg, county of Québec, being a land situate in the Fief d'Orsainville, sixth concession, containing one arpent in width by twenty-one arpents in depth, and from thence one quarter of an arpent in width by a depth of nineteen arpents, more or less ; and bounded on the south by a road, on the north by the seventh concession, on the north east by Victor Paradis, and on the south west by Thomas Berthiaume—with part of the barn of Victor Paradis.

3. Lot No. 455 (four hundred and fifty-five), of the official cadastre of the parish of Saint Sauveur de Québec, situate on the west side of Tracy street—with buildings.

4. The east part of lot No. 2365 (two thousand three hundred and sixty-five), of the official cadastre of the parish of Saint Sauveur, being a lot of land situate in the Banlieue of Québec, at the place called "The Little River Saint Charles," containing two arpents in width, by the depth there may be between the public road to the river Saint Charles ; bounded on the south east by the said road, on the north west by the river Saint Charles, on the north east by the land of Thomas Quinn, and on the south west by that of Robert Ruthman, representing the heirs Crawford—with buildings.

5. Lot No. 396 (three hundred and ninety-six), of the official cadastre of Saint Roch's ward, of the city of Québec, being a lot situate on the south side of Richardson street—with buildings.

6. Lot No. 1401 (fourteen hundred and one), of the official cadastre of Jacques Cartier ward, of the city of Québec, being a lot forming the south east corner of Saint Ours and Colomb streets—with buildings.

To be sold as follows, to wit : the lots firstly and secondly described at the church door of the parish of Charlesbourg, on the FIFTEENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon, and the four other lots at my office, in the city of Québec, on the SIXTEENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the morning. The said writ returnable according to law.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office, Sheriff.
Québec, 10th March, 1898. 1178
[First published, 12th March, 1898.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **BENONI ALIAS BELONI**
 No. 1822. } **TREMBLAY**, de la paroisse
 de l'Ancienne-Lorette, rentier ; contre **JEAN**
BAPTISTE TREMBLAY, ci-devant de la paroisse
 de Saint-Augustin, et maintenant de lieux inconnus,
 à savoir :

Le lot No 231 (deux cent trente et un), du cadastre officiel de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, comté de Portneuf, étant un emplacement situé premier rang—avec moulin.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la Pointe-aux-Trembles, comté de Portneuf, le **TREIZIEME** jour d'**AVRIL** prochain, à **DIX** heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Shérif.
 Québec, 10 mars 1898. 1179
 [Première publication, 12 mars 1898.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **LA BANQUENATIONALE**,
 No. 1073. } **corps politique et incorporé**,
 établi et ayant son principal bureau d'affaires en la
 cité de Québec ; contre **JOSEPH ROUSSEAU ET**
PIERRE LÉGARE, tous deux de la cité de Québec,
 conjointement et solidairement, à savoir :

Saisi comme appartenant au dit Joseph Rousseau.
 Le lot No. 933 (neuf cent trente-trois), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Sauveur, étant un emplacement situé rue Bayard, en la cité de Québec—avec bâtisses.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le **VINGT-HUITIEME** jour de **MARS** prochain, à **DIX** heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Shérif.
 Québec, 24 février 1898. 865-2
 [Première publication, 26 février 1898.]

Ventes par le Shérif—Richelieu

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Cour de Circuit du comté de Berthier.
 Sorel, à savoir : } **VICTOR ALLARD**, écuyer,
 No 582. } **avocat**, de la ville de Berthier, dans le dit comté de Berthier, Demandeur ;
 contre **JEAN-BAPTISTE CHAUSSE**, en son vivant de la paroisse de Saint-Cuthbert, dit comté, et son héritière **Valérie Chaussé**, épouse commune en biens de **Henri Laramée**, de la paroisse de Saint-Norbert, dit comté, à qui copie du jugement rendu en cette cause, a été, suivant les exigences de l'article 605 du code de procédure civile, personnellement signifié, Défendeur.

Comme appartenant à la dite Dame **Valérie Chaussé** :

Un morceau de terre situé en la paroisse de Saint-Cuthbert, en la concession sud-ouest du Ruisseau Sainte-Catherine, de forme irrégulière, étant le lot numéro mille vingt-huit (No 1028), du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Cuthbert ; de la contenance de trente-trois arpents et cinquante-trois perches en superficie, le tout plus ou moins—avec des bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Cuthbert, le **QUATORZIEME** jour du mois d'**AVRIL** prochain, à **ONZE** heures de l'avant-midi.

P. GUEVREMONT,

Bureau du Shérif, Shérif.
 Sorel, 10 mars 1898. 1193
 [Première publication, 12 mars 1898.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } **BENONI ALIAS BELONI**
 No. 1822. } **TREMBLAY**, of the
 parish of Ancienne Lorette, rentier ; again t **JEAN-**
BAPTISTE TREMBLAY, heretofore of the parish
 of Saint Augustin, and now of parts unknown, to
 wit :

Lot No. 231 (two hundred and thirty-one), of the official cadastre of the parish of Pointe aux Trembles, county of Portneuf, being a lot situate in the first range—with mill.

To be sold at the church door of the parish of Pointe aux Trembles, county of Portneuf, on the **THIRTEENTH** day of **APRIL** next, at **TEN** o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office, Shérif.
 Québec, 10th March, 1898. 1180
 [First published, 12th March, 1898.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } **LA BANQUE NATIONALE**,
 No. 1073. } **a body politic and corporate**,
 having its principal business office in the city of
 Québec, Plaintiff ; against **JOSEPH ROUSSEAU**
 and **PIERRE LÉGARE**, both of the city of Québec
 jointly and severally, to wit :

Seized as belonging to the said Joseph Rousseau.
 Lot No. 933 (nine hundred and thirty-three), of the official cadastre of the parish of Saint Sauveur, being a lot situate on Bayard street, in the city of Québec—with buildings.

To be sold at my office, in the city of Québec, on the **TWENTY EIGHTH** day of **MARCH** next, at **TEN** o'clock in the morning. The said writ returnable according to law.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office, Shérif.
 Québec, 24th February, 1898. 866
 [First published, 26th February, 1898.]

Sheriff's Sales—Richelieu

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Circuit Court of the county of Berthier.
 Sorel, to wit : } **VICTOR ALLARD**, esquire,
 No. 582. } **advocate**, of the town of Berthier, in the said county of Berthier, Plaintiff ;
 against **JEAN-BAPTISTE CHAUSSE**, in his lifetime of the parish of Saint Cuthbert, said county, and his heir **Valérie Chaussé**, wife common as to property of **Henri Laramée**, of the parish of Saint-Norbert, said county, on whom copy of the judgment rendered in this cause has been served personally pursuant to the requirements of article 605 of the code of civil procedure, Defendant.

As belonging to the said Dame **Valérie Chaussé** :

A piece of land situate in the parish of Saint Cuthbert, in the concession south west of the Ruisseau Sainte Catherine, of irregular outline, being lot number one thousand and twenty-eight (No. 1028), of the official cadastre of the said parish of Saint Cuthbert ; containing thirty-three arpents and fifty-three perches in area, the whole more or less—with buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Cuthbert, on the **FOURTEENTH** day of the month of **APRIL** next, at **ELEVEN** of the clock in the forenoon.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's Office, Shérif.
 Sorel, 10th March, 1898. 1194
 [First published, 12th March, 1898.]

FIERI FACIAS.

Cour de Circuit du comté de Berthier.

Sorel, à savoir : } **A**LFRED DOSTALER, cultivateur, de la paroisse de Berthier, comté de Berthier, Demandeur ; contre **A**MABLE DESALLIERS, de la paroisse de Berthier, comté de Berthier, maintenant absent de cette province, Défendeur.

1° Un morceau de terre situé en la paroisse de Berthier, dans le rang sud-ouest de la rivière Bayonne, étant le lot numéro deux cent soixante et neuf (No 269), du cadastre officiel de la dite paroisse de Berthier, de forme irrégulière, de la contenance d'un arpent en superficie, le tout plus ou moins—sans bâtisse.

2° Un morceau de terre situé en la paroisse de Berthier, dans le rang sud-ouest de la rivière Bayonne, étant le lot numéro deux cent quatre-vingt-cinq (No 285) du cadastre officiel de la dite paroisse de Berthier, de la contenance de quarante-deux perches en superficie, le tout plus ou moins—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Berthier, le TRENTE ET UNIEME jour du mois de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. GUEVREMONT,

Bureau du Shérif, Shérif
Sorel, 21 février 1898. 585 2
[Première publication, 26 février 1898.]

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.—District de Richelieu.

Sorel, à savoir : } **R**EVEREND MESSIRE JOSEPH OMER BLANCHARD, prêtre, de la cité et du district de Sainte-Hyacinthe, Demandeur ; contre **E**LIE FONTAINE, de la paroisse de Sainte Théodosie, dans le district de Richelieu, Défendeur.

1° Une terre située en la paroisse de Sainte Théodosie, en la troisième concession, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Verchères, dont est détachée celle de Sainte Théodosie, sous le numéro trois cent cinquante et un (No 351)—avec les bâtisses dessus érigées.

2° Une terre située en la paroisse de Sainte Théodosie, en la quatrième concession, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Verchères, dont est détachée celle de Sainte Théodosie, sous le numéro trois cent soixante et dix neuf (No. 379)—avec les bâtisses dessus érigées.

3° Une terre située en la paroisse de Saint-Antoine, en la troisième concession, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint Antoine, sous le numéro deux cent quarante-neuf (No. 249)—avec les bâtisses dessus érigées.

4° Une terre située en la paroisse de Saint-Antoine, en la troisième concession, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint Antoine, sous le numéro deux cent cinquante (No. 250)—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendues comme suit, savoir : les terres en premier et deuxième lieu désignées, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte Théodosie, le VINGT ET UNIEME jour du mois de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi ; et celles en troisième et quatrième lieu désignées, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint Antoine, le MEME JOUR, à DEUX heures de l'après-midi.

P. GUEVREMONT,

Bureau du Shérif, Shérif
Sorel, 15 février 1898. 803-2
[Première publication le 19 février 1898.]

FIERI FACIAS.

Circuit Court of the county of Berthier.

Sorel, to wit : } **A**LFRED DOSTALER, farmer, No. 546. } of the parish of Berthier, county of Berthier, Plaintiff ; against **A**MABLE DESALLIERS, of the parish of Berthier, county of Berthier, now absent from this province, Defendant.

1. A piece of land situate in the parish of Berthier, in the range south west of the river Bayonne, being lot number two hundred and sixty-nine (269), of the official cadastre of the said parish of Berthier, of irregular outline, containing one arpent in area, the whole more or less—without buildings.

2. A piece of land situate in the parish of Berthier, in the range south west of the river Bayonne, being lot number two hundred and eighty-five (285), of the official cadastre of the said parish of Berthier, containing forty-two perches in area, the whole more or less—with buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Berthier, on the THIRTY FIRST day of the month of MARCH next, at TEN of the clock in the forenoon.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sorel, 21st February, 1898. 586
[First published, 26th February, 1898.]

FIERI FACIAS.

Superior Court—District of Richelieu.

Sorel, to wit : } **T**HE REVEREND MESSIRE JOSEPH OMER BLANCHARD, priest, of the city and district of Sainte-Hyacinthe, Plaintiff ; against **E**LIE FONTAINE, of the parish of Sainte Théodosie, in the district of Richelieu, Defendant.

1. A land situate in the parish of Sainte Théodosie, in the third concession, known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Verchères, from which that of Sainte Théodosie is detached, as number three hundred and fifty-one (No 351)—with the buildings thereon erected.

2. A land situate in the parish of Sainte Théodosie, in the fourth concession, known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Verchères, from which that of Sainte Théodosie is detached, as number three hundred and seventy-nine (No. 379)—with the buildings thereon erected.

3. A land situate in the parish of Saint Antoine, in the third concession, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Antoine, as number two hundred and forty nine (No. 249)—with the buildings thereon erected.

4. A land situate in the parish of Saint Antoine, in the third concession, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Antoine, as number two hundred and fifty (No. 250)—with the buildings thereon erected.

To be sold as follows, to wit : the lots firstly and secondly above described, at the parochial church door of the parish of Sainte Théodosie, on the TWENTY-FIRST day of the month of MARCH next, at TEN of the clock in the forenoon ; and those thirdly and fourthly described, at the parochial church door of the parish of Saint Antoine, on the SAME DAY, at TWO of the clock in the afternoon.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sorel, 15th February, 1898. 804
[First published, 19th February, 1898.]

Ventes par le Shérif—Rimouski

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Cour de Circuit.—Rimouski.*

No. 5093. } **ANTOINE VOYER**, de l'endroit de Mont Joli ou Sainte-Flavie station, marchand ; vs **ETIENNE FOURNIER**, de la paroisse de Sainte-Angèle de Mérici, cultivateur.

1° Une terre située au premier rang du canton Cabot, en la paroisse de Sainte-Angèle de Mérici, contenant cent acres en superficie, étant le numéro trois B (3 B) du cadastre officiel du canton Cabot, en la paroisse de Sainte-Angèle de Mérici—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2° Tous les défrichements, améliorations, droits, titres et intérêts quelconques que le défendeur a et prétend sur une terre située au premier rang du canton Cabot, en la paroisse de Sainte-Angèle de Mérici, contenant cinquante acres en superficie, étant le lot numéro quatre A (4 A), du cadastre officiel du canton Cabot, paroisse de Sainte-Angèle de Mérici—sans bâtisses.

3° Une terre située au deuxième rang est de la rivière Métis, le long Cabot, contenant un arpent et demi de front sur trente de profondeur, et étant le numéro cinquante-neuf (59) du cadastre officiel de la dite paroisse de Sainte-Angèle de Mérici—sans bâtisses. A charge d'une rente foncière constituée d'une piastre et cinquante centins, payable le onze novembre de chaque année aux propriétaires de la seigneurie de Lepage et Thivierge.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Angèle de Mérici, le **QUATORZIEME** jour d'**AVRIL** prochain (1898), à **DIX** heures de l'avant-midi.

L. N. ASSELIN,Bureau du Shérif,
14 février, 1898.Shérif.
1063

[Première publication, 12 mars 1898.]

Cour de Circuit, pour le comté de Rimouski, siégeant à Matane.

Canada, Province de Québec, District de Rimouski, No 842—4478. } **LOUIS HORACE CHOUINARD**, de la paroisse de Saint-Jérôme de Matane, dans le district de Rimouski, marchand, Demandeur ; contre **FIDELE CARON** et **ANTOINE CARON**, tous deux cultivateurs, de la paroisse de Saint-Ulric de la Rivière-Blanche, dit comté, Défendeurs.

Saisis comme appartenant au dit Antoine Caron, savoir :

1° Tous les droits, titres, intérêts quelconques, améliorations, défrichements que le défendeur a et possède sur le lot numéro sept D (7 D), du cadastre officiel du canton Matane, contenant cinquante-six acres et demi, dans le quatrième rang du dit canton, paroisse de Saint-Ulric de la Rivière-Blanche—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2° Tous les droits, titres, intérêts quelconques, améliorations, défrichements que le dit défendeur a et possède sur une autre terre située dans le sixième rang du canton Matane, paroisse de Saint-Ulric de la Rivière-Blanche, portant les numéros treize D (13 D) et quatorze A (14 A), du cadastre de la dite paroisse de Saint-Ulric de la Rivière-Blanche, canton Matane, et contenant cent cinq acres en superficie—sans bâtisses.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Ulric de la Rivière-Blanche, le **DOUZIEME** jour d'**AVRIL** mil huit cent quatre-

Sheriff's Sales—Rimouski

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Circuit Court—Rimouski.*

No. 5093. } **ANTOINE VOYER**, of the place de Mont Joli or Sainte Flavie Station, merchant ; vs. **ETIENNE FOURNIER**, of the parish of Sainte Angèle de Merici, farmer.

1. A land situate in the first range of the township Cabot, in the parish of Sainte Angèle de Mérici, containing one hundred acres in area, being number three B (3 B), of the official cadastre of the township Cabot, in the parish of Sainte Angèle de Mérici—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. All the clearances, improvements, right, title and interest whatsoever which the defendant has or may have in a land situate in the first range of the township Cabot, in the parish of Sainte Angèle de Mérici, containing fifty acres in area, being lot number four A (4 A), of the official cadastre of the township Cabot, in the parish of Sainte Angèle de Mérici—without buildings.

3. A land situate in the second range east of the river Métis, along Cabot, containing one arpent and a half in front by thirty in depth, and being number fifty-nine (59) of the official cadastre of the said parish of Sainte Angèle de Mérici—without buildings. Subject to a constituted ground rent of one dollar and fifty cents, payable on the eleventh of November of every year to the proprietors of the seigniories of Lepage and Thivierge.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Angèle de Mérici, on the **FOURTEENTH** day of **APRIL** next (1898), at **TEN** of the clock in the forenoon.

L. N. ASSELIN,Sheriff's office,
14th February, 1898.Sheriff.
1064

[First published, 12th March, 1898.]

Circuit Court, for the county of Rimouski, sitting at Matane.

Canada, Province of Québec, District of Rimouski, No. 842—4478. } **LOUIS HORACE CHOUINARD**, of the parish of Saint Jérôme de Matane, in the district of Rimouski, merchant, Plaintiff ; against **FIDELE CARON** and **ANTOINE CARON**, both farmers, of the parish of Saint Ulric de la Rivière Blanche, said county, Defendants.

Seized as belonging to the said Antoine Caron, to wit :

1. All the right, title, interest and claim, improvements, clearances, which the defendant has and possesses on lot number seven D (7 D), of the official cadastre of the township Matane, containing fifty-six acres and a half, in the fourth range of the said township, parish of Saint Ulric de la Rivière Blanche—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. All the right, title and interest whatsoever, improvements and clearances, which the said defendant has or may claim on another land situate in the second range of the township Matane, parish of Saint Ulric de la Rivière Blanche, being number thirteen D (13 D) and fourteen A (14 A), of the cadastre of the said parish of Saint Ulric de la Rivière Blanche, township Matane, and containing one hundred and five acres in area—without buildings.

To be sold at the door of the parish church of Saint Ulric de la Rivière Blanche, the **TWELFTH** day of **APRIL**, one thousand eight hundred and

vingt dix-huit, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

ALF. MARTIN,
Bureau du Shérif, Député Shérif.
Rimouski, 18 février 1898. 1185
[Première publication, 12 mars 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—Rimouski.

No. 2401. } **PIERRE GAGNON**, marchand, de
la paroisse de Sainte-Flavie ; vs.
EPHREM HARVEY et XAVIER HARVEY,
tous deux de la paroisse de Saint-Moïse.

Comme appartenant au dit Ephrem Harvey :
Une terre située en le rang sud-ouest du chemin
Kempt, canton Cabot, en la paroisse de Saint-
Moïse, contenant six acres de front sur trente-
trois acres de profondeur, portant les numéros soixante-
dix et soixante-onze (70 & 71) du cadastre
officiel de la paroisse de Saint Moïse, canton Cabot,
—sans bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la pa-
roisse de Saint-Moïse, le VINGT-CINQ MARS
prochain, à ONZE heures et DEMIE de l'avant-
midi.

L. N. ASSELIN,
Bureau du Shérif, Shérif.
Rimouski, 14 février 1898. 779-2
[Première publication, le 19 février 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit—Rimouski.

No. 5116. } **PIERRE GAGNON**,
marchand, de la
paroisse de Sainte-Flavie ; vs **MICHEL FORTIN**,
de la paroisse de Sainte-Angèle :

Une terre située au premier rang du canton
Cabot, en la paroisse de Sainte-Angèle de Mérici,
de deux arpents et deux perches de front sur trente
arpents de profondeur, étant le numéro dix A (10 A),
du cadastre officiel du dit canton Cabot, paroisse de
Sainte-Angèle de Mérici—avec bâtisses dessus cons-
truites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la
paroisse de Sainte-Angèle de Mérici, le VINGT-
QUATRE MARS prochain (1898), à DIX heures
de l'avant-midi.

L. N. ASSELIN,
Bureau du Shérif, Shérif.
Rimouski, 14 février 1898. 775-2
[Première publication, 19 février 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—Rimouski.

No. 2400. } **PIERRE GAGNON**, marchand,
de la paroisse de Sainte
Flavie ; vs. **FRANÇOIS HARVEY**, de la paroisse
de Saint Moïse.

Une terre située en le rang sud-ouest du che-
min Kempt, canton Cabot, en la paroisse de Saint-
Moïse, contenant trois acres de front, sur trente-
trois acres de profondeur, portant le numéro cin-
quante-quatre (54) du cadastre officiel de la dite
paroisse de Saint-Moïse (canton Cabot)—avec bâtis-
ses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la pa-
roisse de Saint-Moïse, le VINGT-CINQ de MARS
prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. N. ASSELIN,
Bureau du Shérif, Shérif.
Rimouski, 14 février 1898. 777-2
[Première publication, 19 février 1898.]

Ventes par le Shérif—Saguenay

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les
TERRES et HERITAGES sous-mentionnés
ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux
respectifs tel que mentionné plus bas.

ninety-eight, at TEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

ALF. MARTIN,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Rimouski, 18th February, 1898. 1186
[First published, 12th March, 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—Rimouski.

No. 2401. } **PIERRE GAGNON**,
merchant, of the parish
of Sainte Flavie ; vs. **EPHREM HARVEY and**
XAVIER HARVEY, both of the parish of Saint
Moïse.

As belonging to the said Ephrem Harvey.
A land situate on the range south west of the
Kempt road, township Cabot, in the parish of Saint
Moïse, containing six acres in front by thirty-three
acres in depth, being numbers seventy and seventy-
one (70 and 71), of the official cadastre of the parish
of Saint-Moïse, township Cabot—without buildings,
circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of
Saint-Moïse, on the TWENTY-FIFTH day of
MARCH next, at HALF past ELEVEN o'clock in
the forenoon.

L. N. ASSELIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rimouski, 14th February, 1898. 780
[First published, 19th February, 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court—Rimouski.

No. 5116. } **PIERRE GAGNON**, mer-
chant, of the parish of
Sainte Flavie ; vs. **MICHEL FORTIN**, of the
parish of Sainte-Angèle.

A land situate in the first range of the township
Cabot, in the parish of Sainte-Angèle de Mérici, of two
arpents and two perches in front by thirty arpents
in depth, being number ten A (10 A), of the official
cadastre of the said township Cabot, parish of
Sainte-Angèle de Mérici—with buildings thereon
erected, circumstances and dependencies

To be sold at the church door of the parish of
Sainte-Angèle de Mérici, on the TWENTY-
FOURTH day of MARCH next (1898), at TEN of
the clock in the forenoon.

L. N. ASSELIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rimouski, 14th February, 1898. 776
[First published, 19th February, 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—Rimouski.

No. 2400. } **PIERRE GAGNON**, merchant, of
the parish of Ste-Flavie ; vs.
FRANÇOIS HARVEY, of the parish of St-Moïse.

A land situate in the south-west range of the
Kempt road, township Cabot, in the parish of St-
Moïse, containing three acres in front by thirty
three acres in depth, being the number fifty four
(54) of the official cadastre of the said parish of St-
Moïse (township Cabot)—with buildings thereon
erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of
St-Moïse, on the TWENTY-FIFTH day of MARCH
next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

L. N. ASSELIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rimouski, 14th February, 1898. 778
[First published, 19th February, 1898.]

Sheriff's Sales—Saguenay

PUBLIC NOTICE is hereby given that the ar-
dermentioned **LANDS and TENEMENTS**
have been seized, and will be sold at the respective
time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Québec.

Malbaie, à savoir : } **ROBERT RITCHIE**, de la
No. 1765. } ville de Lévis, rentier,
Demandeur ; contre **DEMOISELLE DELPHINE**
KANE, de la cité de Québec, fille majeure et ren-
tère, à savoir :

1° Un emplacement de forme irrégulière, contenant environ vingt perches en superficie, situé en le village Nairne, étant le lot numéro cinq cent cinquante-six (556), du cadastre officiel de la paroisse Saint-Etienne de la Malbaie—avec toutes les bâtisses sus-érigées, circonstances et dépendances.

2° Une terre située en la concession du Cap à l'Aigle, composée des lots numéros seize et dix-neuf (16 et 19) du dit cadastre officiel—avec bâtisses sus-érigées.

3° Une terre située en la concession Sainte-Madeleine ou Joyeuse, composée des lots numéros huit cent cinquante-quatre et huit cent cinquante-cinq (854 et 855) du susdit cadastre officiel—avec bâtisses sus-érigées.

4° Une terre située en la concession de Terrebonne, composée des lots numéros huit cent deux et huit cent quatre (802 et 804) du cadastre officiel susdit—avec bâtisses sus-érigées.

Pour être vendus dans mon bureau, en la paroisse Saint-Etienne de la Malbaie, le **DOUZIEME** jour d'AVRIL prochain, à **DIX** heures du matin.

P. H. CIMON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Malbaie, 3 mars 1898. 1057
[Première publication, 12 mars 1898.]

Ventes par le Shérif—St-François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis, et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS,

Cour Supérieure—District de Saint-François.

Saint François, à savoir : } **MOSES BLOUNT**,
No. 650. } Demandeur ; contre
les terres et tenements de **ISAAC BRIGGS**
SALLS, Défendeur, à savoir :

Ces étendue: ou morceaux de terre sis et situés dans le canton de Stanstead, dans le district de Saint François, plus particulièrement connus et désignés : Premièrement, comme les cinq huitièmes du bout Est du lot numéro cinq dans le quatrième rang du dit canton de Stanstead ; bornés à l'ouest par le résidu du lot par une ligne tirée parallèle aux lignes du rang et à l'est par le cinquième rang, et contenant cent vingt-cinq acres de terre, plus ou moins, ensemble avec l'allocation ordinaire pour chemins publics ; sauf et excepté environ trente ou quarante acres à distraire du bout ouest de la terre ci-dessus décrite et de toute la largeur du dit lot numéro cinq, ci-devant vendus à Hiram Parker ou ses représentants et maintenant en leur possession. Deuxièmement : comme partie du bout Est du lot numéro six, dans le dit quatrième rang des lots du dit canton de Stanstead, contenant environ quatre-vingt dix acres en superficie, plus ou moins, et l'allocation ordinaire pour chemins publics ; bornés au nord et au sud par les lignes de coté du lot et à l'ouest par la terre maintenant appartenant au dit Hiram Parker ou ses représentants et en leur possession, étant aussi une partie du dit lot ; sauf et excepté environ un quart d'acre sur le bout Est du dit lot, appartenant ci-devant à un nommé Jacob Shaw, maintenant aux représentants de feu Aubrey L. Woods, Ecuyer, et aussi une autre partie du dit lot sur le coin nord-est d'icelui, contenant environ sept acres et maintenant appartenant à Warren Gale et en sa possession, lesquelles sont par le présent expressément réservées ; sauf et excepté aussi et à distraire des deux morceaux de terre ci-dessus

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Quebec.

Malbaie, to wit : } **ROBERT RITCHIE**, of the
No. 1765. } town of Lévis rentier, Plain-
tiff ; against **MISS DELPHINE KANE**, of the
city of Quebec, spinster and rentière, to wit :

1° A lot of land of irregular outline, containing about twenty perches in area, situate in the village Nairne, being number five hundred and fifty-six (556), of the official cadastre of the parish of Saint Etienne de la Malbaie—with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2° A land situate in the concession of Cap à l'Aigle, made up of lots sixteen and nineteen (16 and 19) of the said official cadastre—with buildings thereon erected.

3° A land situate in the concession Sainte Madeleine or Joyeuse, made up of lots numbers eight hundred and fifty-four and eight hundred and fifty-five (854 and 855) of the said official cadastre—with buildings thereon erected.

4° A land situate in the concession Terrebonne, composed of lots numbers eight hundred and two and eight hundred and four (802 and 804) of the said official cadastre—with buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the parish of Saint Etienne de la Malbaie, on the **TWELFTH** day of **APRIL** next, at **TEN** of the clock in the forenoon.

P. H. CIMON,

Sheriff's Office, Sheriff.
Malbaie, 3rd March, 1898. 1058
[First published, 12th March, 1898.]

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Saint Francis.

Saint François, to wit : } **MOSES BLOUNT**,
No. 650. } Plaintiff ; against the
lands and tenements of **ISAAC BRIGGS**
SALLS. Defendant, to wit :

Those certain tracts or parcels of land situate and being in the township of Stanstead, in the district of Saint Francis, more particularly known and distinguished : Firstly, as the east end five eighths of lot number five in the fourth range of the said township of Stanstead ; bounded to the west by the residue of the lot by a line drawn parallel to the range lines, and to the east by the fifth range, and containing one hundred and twenty-five acres of land, more or less, together with the usual allowance for highways ; save and except about thirty or forty acres from and out of the west end of the above described land and of the whole width of the said lot number five, heretofore sold to and now in the occupation of Hiram Parker or his representatives. Secondly : as the east end portion of the lot number six, in the said fourth range of lots in the said township of Stanstead, containing about ninety superficial acres of land, more or less, and allowance for highways ; bounded to the north and south by the side lines of the lot, and to the west by the land now owned and occupied by the said Hiram Parker or his representatives, being also a part of the said lot ; save and except about a quarter of an acre on the east end of the said lot, formerly owned by one Jacob Shaw, now by the representatives of the late Aubrey L. Woods, Esquire, and also another portion of the said lot in the north east corner of the same, consisting of about seven acres, and now owned and occupied by Warren Gale, which are hereby expressly reserved ; save and except also and to be deducted from the above mentioned two parcels of land, the two following pieces, to wit : Firstly, that

mentionnés les deux morceaux suivants, à savoir :
 Premièrement, ce lot de terre connu et désigné comme parties des lots numéros cinq et six dans le quatrième rang du dit canton de Stanstead, borné et décrit comme suit : commençant au coin nord-est de la terre de feu Hiram Parker, de Stanstead susdit ; de là, est, quarante perches le long de la ligne entre les lots numéros six et sept, dans le dit quatrième rang ; de là, sud, parallèle à la ligne entre les rangs trois et quatre, à travers toute la largeur des dits lots numéros cinq et six dans le dit quatrième rang, jusqu'à la ligne nord d'un certain morceau de terre appartenant à un nommé Chester A. Kilburn, contenant cinquante-trois acres en superficie, plus ou moins. Deuxièmement : Partie du quart nord-est du lot numéro six, dans le quatrième rang des lots de Stanstead susdit, contenant quatre acres en superficie, bornée et décrite comme suit : commençant à environ trente-cinq perches plus ou moins, ouest de la ligne de concession entre les rangs quatre et cinq, sur le lot numéro six, à un point marqué par un poteau en cèdre planté dans la terre ; de là sud, vingt-deux perches et sept-huitièmes jusqu'à un poteau en cèdre ; de là ouest, vingt-huit perches jusqu'à un poteau en cèdre planté dans la terre ; de là sud, vingt-deux perches et sept-huitièmes jusqu'à un poteau planté dans la terre, environ trente-cinq pieds, plus ou moins, au sud d'une vieille grange qui existait autrefois ; de là est, vingt-huit perches, jusqu'au point de départ ; entendant par le présent d'inclure toute la terre appartenant au dit défendeur, dans les lots numéros cent soixante et quatorze (No. 174), et cent soixante-quinze (No. 175), dans le quatrième rang, sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi du dit canton de Stanstead—avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse du Sacré-Cœur de Jésus, dans le village de Stanstead Plain, le VINGT-DEUXIÈME jour de mars prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

JOHN McINTOSH,

Bureau du Shérif, Shérif.
 Sherbrooke, 16 février 1898. 787-2
 [Première publication, 19 février 1898.]

certain lot of land known and distinguished as parts of lots numbers five and six in the fourth range of the said township of Stanstead, bounded and described as follows : commencing at the north east corner of the land and farm of the late Hiram Parker, of said Stanstead ; thence easterly forty rods along the line between lots numbers six and seven in the said fourth range ; thence southerly parallel with the line between ranges three and four, across the full width of said lots numbers five and six in the said fourth range, to the north line of a certain parcel of land owned by one Chester A. Kilburn, containing fifty-three acres of area, more or less. Secondly : Part and parcel of the north east quarter of the lot number six in the fourth range of lots in said Stanstead, consisting of four superficial acres, bounded and described as follows : beginning some thirty-five rods (more or less) west of the concession line between ranges four and five, on lot number six, at a point marked by a cedar post driven into the ground ; thence running north on a line east of the orchard, twenty two and seven eights rods to a cedar stake, from thence westerly twenty eight rods to a cedar post set in the ground, thence south twenty two and seven eights rods to a stake set in the ground, some thirty five feet, more or less, south of where an old barn once stood ; thence east twenty eight rods to the place of beginning ; meaning hereby to include all the land belonging to the said defendant in lots numbers one hundred and seventy four (No. 174) and one hundred and seventy five (175) in the fourth range, on the official cadastral plan and book of reference for the said township of Stanstead,—with the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the church door of the parish of Sacré Cœur de Jésus, in the village of Stanstead Plain, on the TWENTY-SECOND day of MARCH next, at TEN of the clock in the forenoon.

JOHN McINTOSH,

Sheriff's Office, Shérif.
 Sherbrooke, 16th February, 1898. 788
 [First published, 19th February, 1898.]

Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.

Canada, } JOSEPH BOUVIER
 Province de Québec, } ET AL., Deman-
 District de St-Hyacinthe. } deurs; contre JOSEPH
 No. 717. } BRODEUR, Défendeur.

Une terre située en la paroisse de Sainte-Hélène, rang Sainte-Hélène ouest, dans le comté de Bagot, district de Saint-Hyacinthe, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Sainte-Hélène, sous le numéro deux cent quarante-huit (No 248)—avec les bâtisses et dépendances dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Hélène, le DIX-HUITIÈME jour d'AVRIL prochain, à UNE heure de l'après-midi.

EUGENE SICOTTE,

Bureau du Shérif, Shérif.
 Saint-Hyacinthe, 8 mars 1898. 1121
 [Première insertion, 12 mars 1898.]

Sheriff's Sales—St. Hyacinth

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.

Canada, } JOSEPH BOU-
 Province of Quebec, } VIER ET AL.,
 District of Saint-Hyacinthe. } Plaintiffs; against JO-
 No. 717. } SEPH BRODEUR,
 Defendant.

A lot of land situate in the parish of Sainte Hélène, range Sainte Hélène west, in the county of Bagot, district of Saint Hyacinthe, known and designated on the official plan and book of reference for the said parish of Sainte Hélène, as lot number two hundred and forty-eight (No. 248)—with the buildings and dependencies thereon erected.

To be sold at the door of the parish church of the parish of Sainte Hélène, the EIGHTEENTH day of APRIL next, at ONE o'clock in the afternoon.

EUGENE SICOTTE,

Sheriff's Office, Shérif.
 Saint Hyacinthe, 8th March, 1898. 1122
 [First published, 12th March, 1898.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure—District Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir. } **G** **GEORGE CARON,**
No. 43. } Demandeur; vs
HECTOR GELINAS, Défendeur.

1° Une terre située en la paroisse de Saint-Léon, à la concession du village Saint-Ambroise, contenant un arpent et demi de largeur sur la profondeur qu'il y a depuis la Rivière-du-Loup à aller à la Route Neuve; joignant du côté nord à Emélie Lamy, et au côté sud à Benjamin Lamy—avec les bâtisses dessus construites, laquelle terre fait partie du numéro cinquante-huit (58), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Maskinongé, pour la paroisse de Saint-Léon.

2° Une autre portion de terre, située au même lieu, contenant quarante arpents en superficie, plus ou moins; bornée à l'est par la Rivière-du-Loup, au sud par la dite Dame Emélie Lamy, à l'ouest par le chemin de front de la concession, et au nord par les représentants de feu André Raboin, laquelle portion de terre fait partie du numéro soixante et deux (62), des plan et livre de renvoi officiels du même cadastre.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Léon, le **VINGT-DEUXIEME** jour de **MARS** prochain, à **DIX** heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 16 février 1898. 789-2
[Première publication, 19 février 1898.]

Nominations

Il a plu à Son Honneur le **LIEUTENANT-GOUVERNEUR**, par arrêté en conseil, en date du 14 février 1898, de nommer **M. Victor Benjamin Sicotte**, de la cité de Saint-Hyacinthe, magistrat de district spécialement pour le district de Saint-Hyacinthe, et concurremment avec tous les autres magistrats de district dans tous les districts, comtés, cités et villes de la province où il existe une cour de magistrat.

1065

Il a plu à Son Honneur le **LIEUTENANT-GOUVERNEUR**, par arrêté en conseil, en date du 8 mars 1898, d'adjoindre à la commission de la paix du district de Montréal les personnes dont les noms suivent :

Cité de Montréal.—**M. Ucal Henri Dandurand**, agent d'immeubles.

Comté de Soulanges—village de rivière Beaudette.—**M. John P. McDonald.**

Coteau Landing.—**M. Alexandre Méthot.**

Saint-Joseph de Soulanges.—**M. Onésime Aubry.**

Comté d'Hochelaga—Sault-au-Récollet.—**M. Emile Delorme, Eugène Picard, fils, Siméon Gagnon, Damase Marsan, Joseph L'archevêque, Zéphirin Lapierre, Louis Latendresse et J. B. Péloquin.**

1211

Avis Divers

Province de Québec, }
District d'Ottawa. } *Cour Supérieure.*
No. 455.

Dame Rollia alias Victoria Ashmar, de Papineauville, dit district, épouse commune en biens de

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court—District of Three Rivers.
Three Rivers, to wit } **G** **GEORGE CARON,** Plain-
No. 43. } tiff; vs. **HECTOR GELINAS,** Defendant.

1. A land situate in the parish of Saint Léon, in the concession of the village of Saint Ambroise, containing one arpent and a half in width by the depth there may be between the River du Loup going to the *Route Neuve*; bounded on the north side by Emélie Lamy, and on the south side by Benjamin Lamy—with the buildings thereon erected, which land forms part of number fifty-eight (58), of the official plan and book of reference of the registration of cadastre of the county of Maskinongé, for the parish of Saint Léon.

2. Another piece of land situate at the same place, containing forty arpents in area, more or less; bounded on the east by the River du Loup, on the south by the said Dame Emélie Lamy, on the west by the front road of the concession, and on the north by the representatives of the late André Raboin, which piece of land forms part of lot number sixty-two (62), of the official plan and book of reference of the same cadastre.

To be sold at the church door of the parish of Saint Léon, on the **TWENTY-SECOND** day of **MARCH** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Shérif.
Three Rivers, 16th February, 1898. 790
[First published, 19th February, 1898.]

Appointments

His Honor the **LIEUTENANT GOVERNOR** has been pleased, by order in council, dated the 14th of February, 1898, to appoint **M. Victor Benjamin Sicotte**, of the city of Saint Hyacinthe, district magistrate specially for the district of Saint Hyacinthe, and concurrently with all others magistrate's district in all the districts, counties, cities and towns of the province where is held a magistrate's court.

1066

His Honor the **LIEUTENANT GOVERNOR** has been pleased, by order in council, dated the 8th of March, 1898, to associate the following persons to the commission of the peace for the district of Montreal, to wit :

City of Montreal.—**Mr. Ucal Henri Dandurand**, real estate agent.

County of Soulanges—village of rivière Beaudette.—**Mr. John P. McDonald.**

Coteau Landing.—**Mr. Alexandre Méthot.**

Saint Joseph of Soulanges.—**Mr. Onésime Aubry.**

County of Hochelaga—Sault au Récollet.—**Messrs Emile Delorme, Eugène Picard, junior, Siméon Gagnon, Damase Marsan, Joseph L'archevêque, Zéphirin Lapierre, Louis Latendresse and J. B. Péloquin.**

1212

Miscellaneous Notices

Province of Québec, }
District of Ottawa. } *Superior Court.*
No. 455

Dame Rollia alias Victoria Ashmar, of Papineauville, said district, wife common as to property

Pierre Tadet, commerçant, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son dit époux.

AUGUSTE MACKAY,
Avocat de la demanderesse.
1205

Hull, 8 mars 1898.

DISTRICT ELECTORAL D'YAMASKA.

Dépenses d'élection du candidat, Louis Jules Allard, écuyer, à l'élection de décembre 1897 :
Dépenses de l'agent spécial pour messages, voitures, impressions et postage..... \$ 20 17
Dépenses du candidat pour voitures, comptes d'hôtel et traverses..... 5 00

\$ 25 17

GEORGE ALLARD,
Agent spécial.

Les états sont ouverts et soumis à l'inspection sur paiement de vingt centins.

P. GUEVREMONT,
Officier rapporteur.
1197

of Pierre Tadet, of the same place, trader, duly authorized to ester en justice, has, to day, instituted an action in separation as to property against her said husband.

AUGUSTE MACKAY,
Plaintiff's Attorney.
1206

Hull, 8th March, 1898.

ELECTORAL DISTRICT OF YAMASKA.

Election expenses of the candidate Louis Jules Allard, esquire, at the election of December, 1897.
Expenses of the special agent for messages, vehicles, printing and postage..... \$ 20 17
Expenses of the candidate for vehicles, hotel accounts and ferries..... 5 00

\$ 25 17

GEORGE ALLARD,
Special agent.

The statements are open and ready for inspection on payment of twenty cents.

P. GUEVREMONT,
Returning officer.
1198

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Kamouraska. } Cour Supérieure.
No 159. }
Arthur Fabien Lacombe, de la ville de Fraserville, boulanger et marchand, Requérannt cession ;
et
Dame Juliana Plourde, de la dite ville de Fraserville, épouse séparée de biens d'Alexis Thériault, marchande publique, et y faisant commerce sous la raison sociale de A. Thériault & Cie,
Faillis.

Avis est par le présent donné que, ce jour, le failli a fait un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure pour le district de Kamouraska.

P. LANGLAIS,
Gardien provisoire.
Fraserville, 7 mars 1898. 1199

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
Dans l'affaire de A. Sanft, commerçant, de Montréal, Failli.

Avis est par le présent donné que F. W. Radford, comptable, de Montréal, le cinquième jour de mars 1898, a été dûment nommé curateur des biens du susdit failli.

Les créanciers sont requis de produire leurs réclamations en conséquence sous trente jours de la date d'icelui.

F. W. RADFORD,
Curateur.
Bureau : 37 Imperial Building.
Montréal, 7 février 1898. 1203

Canada, }
Province de Québec, } Cour Supérieure.
District de Montréal. }
Dans l'affaire de Caverhill, Hughes & Co., de Montréal, Faillis.

Avis est par le présent donné, en vertu de l'article 770 du code de procédure civile, que, ce jour, je, John McD. Hains, de Montréal, comptable incorporé, par ordre de la dite cour, ai été nommé curateur des biens et effets, meubles et immeubles des dits faillis dans cette affaire, abandonnés par eux pour le bénéfice de leurs créanciers, lesquels sont par le présent notifiés de produire leurs réclamations devant moi, dans mon bureau, bâties Fraser, 43, rue Saint-Sacrement, Montréal, sous trente jours.

JOHN McD. HAINS,
Curateur.
Montréal, 10 mars 1898. 1201

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Kamouraska. } Superior Court.
No. 159. }
Arthur Fabien Lacombe, of the town of Fraserville, Petitioner for assignment;
and
Dame Juliana Plourde, of the town of Fraserville, wife separated as to property of Alexis Thériault, a public trader, and there carrying on business under the name, style and firm of A. Thériault & Cie.
Insolvents.

Notice is hereby given that, on this day, the insolvent has made a judicial abandonment of her property, for the benefit of her creditors, at the prothonotary's office of the superior Court for the district of Kamouraska.

P. LANGLAIS,
Provisional guardian.
Fraserville, 7th March, 1898. 1200

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.
In the matter of A. Sanft, trader, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that F. W. Radford, accountant, of Montreal, was, on the fifth day of March, 1898, duly appointed curator to the above named estate.

Creditors are hereby requested to file their claims accordingly within thirty days from the date hereof.

F. W. RADFORD,
Curator.
Office : 37 Imperial Building.
Montreal, 7th February, 1898. 1204

Canada, }
Province of Quebec, } Superior Court.
District of Montreal. }
In the matter of Caverhill, Hughes & Co., Montreal, Insolvents.

Notice is hereby given, in pursuance of article 770 of the code of civil procedure, that, on this day, I, John McD. Hains, of Montreal, chartered accountant, was, by order of the said court, appointed to be curator to the property and effects, real and personal of the said insolvents in this matter, abandoned by them for the benefit of their creditors, who are hereby notified to file their claims with me, at my office, Fraser buildings, 43, Saint Sacrament street, Montreal, within a delay of thirty days.

JOHN McD. HAINS,
Curator.
Montreal, 10th March, 1898. 1202

Index de la Gazette Officielle de Quebec, No 10 Index of the Quebec Official Gazette, No. 10

Pages	Pages
ANNEXION DE MUNICIPLALITÉ :	MUNICIPALITY ANNEXED :
Annexer divers lots de Sainte-Cécile de Whitton, à la municipalité de Saint- Samuel de Gayhurst, pour fins sco- laires 649	To annex several lots of Sainte Cecile de Whitton, to the municipality of Saint- Samuel de Gayhurst, for school pur- poses 649
ANNONCEURS :	ADVERTISERS :
<i>Avis aux :</i>	<i>Notice to :</i>
Concernant avis, etc. 625	Respecting notices, &c. 635
BILLS PRIVÉS, P. Q. :	PRIVATE BILLS, P. Q. :
<i>Avis au sujet des :</i>	<i>Notice Respecting the :</i>
Assemblée législative 652	Legislative Assembly 652
Conseil législatif 651	Legislative Council 651
CIE D'ASSURANCE FORMÉE :	INSURANCE COMPANY FORMED :
La Cie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Augustin 654	Mutual Fire insurance Coy of the parish of Saint Augustin 654
ERRATUM :	ERRATUM :
Au lieu de Cléophas Gélinas, lire : Cléo- phas Galaise 635	Instead of Cléophas Gélinas, read : Cléo- phas Galaise 635
FAILLIS :	INSOLVENTS :
Ballentyne & Co. 661	Ballentyne & Co. 661
Dionne 664	Dionne 664
Dme McArthur 665	Dme McArthur 665
Dme Therriault 687	Dme Therriault 687
Henderson 662	Henderson 662
Henrichon 664	Henrichon 664
Holiwell & Co. 662	Holiwell & Co. 662
Hughes & Co. 687	Hughes & Co. 687
Leclerc 662	Leclerc 662
Lefebvre 661	Lefebvre 661
Manseau 663	Manseau 663
Moisan 663	Moisan 663
Paquin & Cie. 663	Paquin & Cie. 663
Patry 664	Patry 664
Renaud 664	Renaud 664
Sanft 663	Sanft 663
Sanft 687	Sanft 687
Stephens & Co. 663	Stephens & Co. 663
Syndicat de Saint-Hyacinthe 664	Syndicat de Saint Hyacinthe 664
Talbot 662	Talbot 662
Taylor 662	Taylor 662
Webster Manufacturing Coy. 661	Webster Manufacturing Coy. 661
LETTRES PATENTES, DEMANDES DE :	LETTERS PATENT, COMPANIES APPLYING FOR :
Cie de téléphone de Métis 657	Cie de téléphone de Métis 657
Greig Manufacturing Co'y 659	Greig Manufacturing Co'y 659
La Cie Michel Lefebvre 658	La Cie Michel Lefebvre 658
Montreal Grain Elevating Co. 959	Montreal Grain Elevating Co. 659
The Gould Cold Storage Co'y 657	The Gould Cold Storage Co'y 657
The Sherbrooke Cigar Co'y 660	The Sherbrooke Cigar Co'y 660
The Telfer & Climie Co'y 660	The Telfer & Climie Co'y 660
LETTRES PATENTES ÉMIS :	LETTERS PATENT GRANTED :
Cie du téléphone de Saint Philémon 647	Cie du téléphone de Saint-Philémon 647
Cie industrielle de Charlevoix 647	Cie industrielle de Charlevoix 647
Manufacture de Hardes de Warwick 646	Manufacture de Hardes de Warwick 646
Metropolitan Publishing Coy. 646	Metropolitan Publishing Coy. 646
The Investment Coy. 646	The Investment Coy. 646
LICITATION :	LICITATION :
Collins vs Stepleton 665	Collins vs Stepleton 665

MINUTES DES NOTAIRES, DEMANDE DE TRANSFERT :

Par S. FRASER, des minutes de E. Sicotte
et C. P. Cleveland..... 649

NOMINATIONS

Commissaire d'écoles :

Saint-Philippe de Néri 639

Conseillers municipaux :

Howard, Co. Argenteuil 638

Cour des commissaires :

Notre-Dame du Bon Secours 638
Saint-Armand Est 638
Saint-Calixte de Somerset 638
Saint-Henri de Mascouche 638
Saint-Patrice de Rawdon 638
Saint-Roch des Aulnaies 638

Commissaire per dedimus potestatem :

Philémon Devarennés 637

Député lieutenant-gouverneur :

Gust. Grenier et Alph. Généreux 637

Juges de paix :

Beauharnois 636
Montmagny 636
Montréal 636
Ottawa 636
Rimouski 636

Juge de paix en vertu de l'art. 2572, S. R. :

Jos. Deslauriers 636

Juges de paix en vertu de l'article 2564 :

Trois Rivières 637

Membre du comité protestant de l'Instr. publique :

W. S. Maclaren 637

Magistrat de District :

Victor Benj. Sicotte 686

Percepteurs du Revenu :

C. Alph. Boivin et Leonard Beaudry, St-
Hyacinthe 637
Pierre Tellier, Richelieu 637

Shérif :

Eugène Sicotte, Saint-Hyacinthe 637

Régistrateurs-conjoints :

Bagot 638
Yamaska 635

PROCLAMATION :

Cadastré de la division d'entregistrement
de Stanstead 643
Convocation des Chambres *pro formâ* 645
Erection de Saint-Thuribe 642
Eriger village de Saint-Raymond en mu-
nicipalité de village 640
Eriger village Saint-Benoit en municipa-
lité de village 639

MINUTES OF NOTARIES, APPLICATION FOR :

By S. FRASER, of the minutes of E. Sicotte
et C. P. Cleveland 649

APPOINTMENTS

School Commissioner :

Saint Philippe de Néri 639

Municipal Councillors :

Howard, Co. Argenteuil 638

Commissioners Court :

Notre Dame du Bon Secours 638
Saint Armand Est 638
Saint Calixte de Somerset 638
Saint Henri de Mascouche 638
Saint Patrice de Rawdon 638
Saint Roch des Aulnaies 638

Commissioner per dedimus potestatem :

Philémon Devarennés 637

Deputy lieutenant governor :

Gust. Grenier and Alph. Généreux 637

Justices of the peace :

Beauharnois 636
Montmagny 636
Montreal 636
Ottawa 636
Rimouski 636

Justice of the peace under art. 2572, R. S. :

Jos. Deslauriers 636

Justices of the peace in virtue of article 2564 :

Three Rivers 637

Member of protestant committee of public Instr. :

W. S. Maclaren 637

District Magistrate :

Victor Benj. Sicotte 686

Collectors of Inland Revenue :

C. Alph. Boivin and Leonard Beaudry, St
Hyacinthe 637
Pierre Tellier, Richelieu 637

Sheriff :

Eugène Sicotte, Saint Hyacinthe 637

Joint registrars :

Bagot 638
Yamaska 635

PROCLAMATION :

Cadastré of the registration division of
Stanstead 643
Parliament convoked *pro formâ* 645
Erection of Saint Thuribe 642
To erect the village of Saint Raymond in
village municipality 640
To erect the village of Saint Benoit in
village municipality 639

RATIFICATION :

Montreal Loan and Mortgage Co'y.... 666

RÈGLES DE COUR :

Aumond *et uxore*, vs Brouillet *et al* ... 665
Tessier..... 665

SÉPARATIONS DE BIENS :

Dme Ashmar vs Tadet..... 686
Dme Bernier vs Brière..... 657
Dme Boucher vs Godbout..... 656
Dme Bousquet vs Benoit..... 656
Dme Cloutier vs Thibault..... 656
Dme Constantineau vs Brassard..... 655
Dme Gauthier vs Boyer..... 656
Dme Lebouf vs Rapin..... 655
Dme Merrill vs Adams..... 657
Dme Perrault vs Cusson..... 656
Dme Provençal vs Hudon..... 655
Dme Simon vs Perret..... 655
Dme Simpson vs Brewster..... 655
Dme Vézina vs Lagarde..... 656

SOCIÉTÉ DISSOUE :

Loynachan & Scriver..... 655
Société Saint-Jean-Baptiste de la ville de
Saint-Jean..... 654

TERRES DE LA COURONNE :

Avis de cancellation, etc. :

Canton Alleyn..... 649
Canton Delisle..... 649
Canton Low..... 648
Canton Malbaie..... 649
Canton Maria..... 649
Canton New Richmond..... 648
Canton Percé..... 649
Canton Simard..... 649

VENTE :

De limites à bois..... 650

VENTES PAR LES SHERIFFS :

ARTABASKA :

Banque Ville-Marie vs Dme Desrochers
et al..... 667
Baril vs Poisson *et al*..... 667

BEAUCÉ :

Grégoire vs Thibaudeau..... 668

JOLIETTE :

Boulet vs Lécuyer..... 669
Fanner vs Girardin..... 669
Lapalme vs Hétu..... 670

KAMOURASKA :

Dickner *et al*, vs Pelletier *et al*..... 671
L'hon. Pelletier vs Bélanger..... 670
Massey, Harris Co'y vs Jean..... 671

MONTREAL :

Dme Castonguay vs Campbell..... 673
Garrault *et al*, vs Courville *et al*..... 672
Garand *et al*, Doré..... 674
La Maison de l'Immaculée Conception de
Montréal vs Dame M. dit Lagacé.... 671
Lamothe *et al*, vs Précourt..... 676
Moore vs Dugdale *et al*..... 673
Renaud vs Dme Lagacé..... 676
Saint-Pierre *et al*, vs Gougeon..... 672
Tapley *et al*, vs McInnes..... 675
Walker vs Baignet..... 674

RATIFICATION :

Montreal Loan and Mortgage Co'y..... 666

RULES OF COURT :

Aumond *et uxore*, vs Brouillet *et al*..... 665
Tessier..... 665

SEPARATIONS AS TO PROPERTY :

Dme Ashmar vs Tadet..... 686
Dme Bernier vs Brière..... 657
Dme Boucher vs Godbout..... 656
Dme Bousquet vs Benoit..... 656
Dme Cloutier vs Thibault..... 656
Dme Constantineau vs Brassard..... 655
Dme Gauthier vs Boyer..... 656
Dme Lebouf vs Rapin..... 655
Dme Merrill vs Adams..... 657
Dme Perrault vs Cusson..... 656
Dme Provençal vs Hudon..... 655
Dme Simon vs Perret..... 655
Dme Simpson vs Brewster..... 655
Dme Vézina vs Lagarde..... 656

PARTNERSHIP DISSOLVED :

Loynachan & Scriver..... 655
Société Saint-Jean-Baptiste de la ville de
Saint-Jean..... 654

CROWN LANDS :

Notice of cancellation, etc. :

Township Alleyn..... 649
Township Delisle..... 649
Township Low..... 648
Township Malbaie..... 649
Township Maria..... 649
Township New Richmond..... 648
Township Percé..... 649
Township Simard..... 649

SALE :

Of timber limits..... 650

SHERIFF'S SALES

ARTABASKA :

Banque Ville-Marie vs Dame Desrochers
et al..... 667
Baril vs Poisson *et al*..... 667

BEAUCÉ :

Grégoire vs Thibaudeau..... 668

JOLIETTE :

Boulet vs Lécuyer..... 669
Fanner vs Girardin..... 669
Lapalme vs Hétu..... 670

KAMOURASKA :

Dickner *et al*, vs Pelletier..... 671
L'hon. Pelletier vs Bélanger..... 670
Massey, Harris Co'y vs Jean..... 671

MONTREAL :

Dme Castonguay vs Campbell..... 673
Galibert *et al*, vs Courville *et al*..... 673
Garand *et al*, vs Doré..... 674
La Maison de l'Immaculée Conception de
Montréal vs Dame M. dit Lagacé.... 671
Lamothe *et al*, vs Précourt..... 676
Moore vs Dugdale *et al*..... 673
Renaud vs Dme Lagacé..... 676
Saint-Pierre *et al*, vs Gougeon..... 672
Tapley *et al*, vs McInnes..... 675
Walker vs Baignet..... 674

PONTIAC :

Perrault *et vir*, vs Mousseau..... 678

QUÉBEC :

Bolduc vs Dme Mathieu..... 678
Dombroski vs Paradis..... 679
La Banque Nationale vs Rousseau *et al.*.. 680
Tremblay vs Tremblay..... 680

RICHELIEU :

Dostaler vs Désalliers..... 681
Messire Blanchard vs Fontaine..... 681

RIMOUSKI :

Chouinard vs Caron *et al.*..... 682
Gagnon vs Harvey..... 683
Gagnon vs Harvey *et al.*..... 683
Gagnon vs Fortin..... 683
Voyer vs Fournier..... 682

SAGUENAY :

Ritchie vs Delle Kane..... 684

SAINT-FRANÇOIS :

Blount vs Salla..... 684

SAINT-HYACINTHE :

Bourier *et al.*, vs Brodeur..... 685

TROIS-RIVIÈRES :

Caron vs Gélias..... 686

PONTIAC :

Perreault *et vir*, vs Mousseau..... 678

QUÉBEC :

Bolduc vs Dme Mathieu..... 678
Dombroski vs Paradis..... 679
La Banque Nationale vs Rousseau *et al.*.. 680
Tremblay vs Trempiay..... 680

RICHELIEU :

Dostaler vs Désalliers..... 681
Messire Blanchard vs Fontaine..... 681

RIMOUSKI :

Chouinard vs Caron *et al.*..... 682
Gagnon vs Harvey..... 683
Gagnon vs Harvey *et al.*..... 683
Gagnon vs Fortin..... 683
Voyer vs Fournier..... 682

SAGUENAY :

Ritchie vs Delle Kane..... 684

SAINT-FRANÇOIS :

Blount vs Salla..... 684

SAINT-HYACINTHE :

Bourier *et al.*, vs Brodeur..... 685

THREE RIVERS

Caron vs Gélias..... 686

